

**Assemblée générale**

Distr. générale
12 mai 2011
Français
Original : anglais

Soixante-sixième session**Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013*****Titre V****Coopération régionale pour le développement****Chapitre 18****Développement économique et social en Afrique**

(Programme 14 du cadre stratégique pour la période 2012-2013)**

Table des matières

	<i>Page</i>
Chapitre 18A. Commission régionale	3
Vue d'ensemble	3
A. Organes directeurs	10
B. Direction exécutive et administration	13
C. Programme de travail	20
Sous-programme 1. Analyse macroéconomique, finance et développement économique . . .	21
Sous-programme 2. Sécurité alimentaire et développement durable	25
Sous-programme 3. Gouvernance et administration publique	29
Sous-programme 4. Information et science et technologie au service du développement . . .	33
Sous-programme 5. Commerce, coopération économique et intégration régionale	37
Sous-programme 6. Égalité des sexes et participation des femmes au développement	43
Sous-programme 7. Activités sous-régionales de développement	47

* Une version condensée du budget-programme approuvé paraîtra ultérieurement [*Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-sixième session, Supplément n° 6 (A/66/6/Add.1)*].

** *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-cinquième session, Supplément n° 6 (A/65/6/Rev.1)*.



a) Composante 1 : activités sous-régionales en Afrique du Nord	47
b) Composante 2 : activités sous-régionales pour l'Afrique de l'Ouest	51
c) Composante 3 : activités sous-régionales en Afrique centrale	55
d) Composante 4 : activités sous-régionales pour l'Afrique de l'Est	59
e) Composante 5 : activités sous-régionales pour l'Afrique australe	63
Sous-programme 8. Planification du développement et administration	67
Sous-programme 9. Statistiques	70
Sous-programme 10. Développement social	75
D. Appui au programme.	79
Chapitre 18B. Bureau des commissions régionales à New York	89
Annexe	
Produits de l'exercice 2010-2011 non reconduits en 2012-2013	94

Chapitre 18A Commission régionale

Vue d'ensemble

Tableau 18A.1

Prévisions de dépenses

Projet du Secrétaire général	118 951,1 dollars ^a
Montant révisé des crédits ouverts pour 2010-2011	121 766,9 dollars
^a Aux taux de 2010-2011.	

Tableau 18A.2

Tableau d'effectifs proposé

<i>Postes</i>	<i>Nombre de postes</i>	<i>Classe</i>
Budget ordinaire		
Postes proposés pour l'exercice biennal 2012-2013	553	1 SGA, 1 D-2, 15 D-1, 42 P-5, 72 P-4, 75 P-3, 29 P-2/1, 303 AL, 1 SM, 14 AN
Reclassements	2	1 SM à P-4, 1 AL à AN pour l'appui au programme
Postes approuvés pour l'exercice biennal 2010-2011	553	1 SGA, 1 D-2, 15 D-1, 42 P-5, 71 P-4, 75 P-3, 29 P-2/1, 304 AL, 2 SM, 13 AN

Abréviations : SGA : secrétaire général adjoint; AL : agent recruté sur le plan local; SM : agent du Service mobile; AN : administrateur recruté sur le plan national.

- 18A.1 Le programme a pour objectif général d'aider les pays africains à élaborer et à appliquer des politiques et des programmes favorisant la croissance économique durable et le développement social, en mettant notamment l'accent sur la réduction de la pauvreté, conformément aux objectifs énoncés dans le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et aux objectifs de développement arrêtés sur le plan international, y compris ceux figurant dans la Déclaration du Millénaire, dans les textes issus d'autres grandes conférences des Nations Unies et dans les accords internationaux.
- 18A.2 Le mandat relatif au programme est établi par la résolution 671 A (XXV) du Conseil économique et social, par laquelle le Conseil a créé la Commission économique pour l'Afrique (CEA). Ce mandat a été complété par un certain nombre de résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil, ainsi que par les résolutions 718 (XXVI), 726 (XXVII), 779 (XXIX), 809 (XXXI) et 844 (XXXIX) de la Commission. Celle-ci s'est vu confier d'autres mandats par le NEPAD et les textes et décisions issus de grandes conférences internationales, notamment le Document final du Sommet mondial de 2005.
- 18A.3 La réduction de la pauvreté reste l'un des grands défis que l'Afrique doit relever dans le domaine du développement. La majorité des pays africains continuent de faire face à une pauvreté extrême et généralisée malgré les progrès économiques et sociaux notables accomplis ces dernières années.

La crise financière mondiale a entravé la croissance dans la région, avec des conséquences terribles pour les pays africains qui tentent de réduire la pauvreté, et elle n'a fait qu'aggraver les effets des récentes crises alimentaire et énergétique, compromettant la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et mettant en péril le développement économique et social de l'Afrique à long terme. Compte tenu des taux de croissance actuels, l'Afrique reste le seul continent à ne pas être en voie de réaliser l'objectif 1, à savoir la réduction de l'extrême pauvreté et de la faim d'ici à 2015. Cette situation est exacerbée par des conflits, des catastrophes naturelles résultant des changements climatiques et la pandémie de VIH/sida, qui continuent de compromettre la croissance économique dans de nombreux pays africains.

- 18A.4 Pour répondre à ces préoccupations et à d'autres problèmes de développement qui se profilent, les pays africains doivent formuler et mettre en œuvre des politiques et des programmes adaptés permettant d'assurer une croissance économique soutenue en vue de réduire la pauvreté et de réaliser un développement équitable. Dans le cadre de son mandat de promotion du développement économique et social en Afrique, la CEA va s'efforcer de résoudre ces problèmes en intensifiant les efforts qu'elle déploie pour réaliser les objectifs de développement arrêtés sur le plan international, dont les objectifs du Millénaire pour le développement et les priorités du NEPAD.
- 18A.5 La stratégie générale du programme de la CEA s'articulera encore autour de deux grands axes : a) promouvoir l'intégration régionale à l'appui de la vision et des priorités de l'Union africaine; et b) satisfaire les besoins particuliers de l'Afrique dans le contexte des nouveaux problèmes qui se posent à l'échelle mondiale. La Commission va mener ses travaux au titre de 10 sous-programmes aménagés pour éviter les doubles emplois, promouvoir les complémentarités, éliminer les incohérences et mieux cibler les domaines qui revêtent un caractère d'urgence accru. Les sous-programmes sont consacrés aux thèmes suivants : analyse macroéconomique, finance et développement économique; sécurité alimentaire et développement durable; gouvernance et administration publique; information et science et technique au service du développement; commerce, coopération économique et intégration régionale; égalité des sexes et participation des femmes au développement; activités sous-régionales de développement; planification du développement et administration; statistiques; et développement social.
- 18A.6 Pour favoriser un rapprochement entre les questions thématiques et les priorités sectorielles en vue d'atteindre les objectifs de développement arrêtés sur le plan international, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement et les objectifs du NEPAD, le repositionnement de la CEA (compte tenu des enseignements tirés jusqu'à maintenant) a été adapté en regroupant les domaines d'action apparentés et en développant des synergies, une cohérence et des complémentarités améliorées entre les groupes correspondants. Ainsi, une plus grande importance a été accordée aux grands secteurs suivants : changements climatiques; commerce intra-africain et international et mondialisation; financement du développement; et développement social. Par ailleurs, les domaines dans lesquels l'actuel programme 9 (Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique) et l'actuel programme 14 (Développement économique et social en Afrique) sont complémentaires ont été clairement identifiés dans le but d'améliorer à l'avenir l'établissement des rapports sur les résultats des programmes et l'établissement des budgets. L'ajustement qui en a résulté entre parfaitement dans le cadre du mandat général de la CEA, qui est de promouvoir le développement économique et social de l'Afrique, et répond aussi à d'autres mandats importants aux niveaux mondial et régional, notamment l'Accord de Copenhague, le Document final de la Conférence des Nations Unies sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement, et les documents finals de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique.
- 18A.7 Les modalités de mise en œuvre comprendront l'acquisition, le partage et la mise en réseau des savoirs; la sensibilisation et la recherche de consensus; et la prestation de services consultatifs et la

coopération technique. La CEA propose ces services par les moyens suivants : analyses économiques et sociales et élaboration de rapports de suivi et d'évaluation des progrès accomplis par l'Afrique concernant les engagements pris aux niveaux mondial et régional; formulation de recommandations pratiques, de directives et de normes à l'appui de la concertation sur les politiques; organisation d'une concertation sur les politiques pour favoriser le consensus et l'adoption de positions régionales communes sur des questions importantes; renforcement des capacités (assistance technique, formation, ateliers et séminaires de groupes, et projets sur le terrain) pour faire connaître les pratiques optimales. La problématique hommes-femmes continuera aussi d'être transversalisée dans tous les sous-programmes, comme on le voit dans ce plan-programme.

- 18A.8 Dans le cadre de l'application du programme, la CEA s'appuiera sur ses avantages relatifs pour faire participer des partenaires très divers, qui appartiennent ou non au système des Nations Unies, afin que ses travaux aient le plus grand impact possible. Elle continuera en outre de participer aux travaux du Comité exécutif pour les affaires économiques et sociales, principale entité chargée d'assurer la cohérence des politiques et des opérations dans les activités de développement de l'ONU, et de renforcer sa collaboration avec les entités du Groupe des Nations Unies pour le développement. La Commission continuera de s'appuyer sur ses partenaires habituels que sont l'Union africaine, la Banque africaine de développement (BAfD) et d'autres organisations régionales, mais aussi sur la société civile africaine et les organisations du secteur privé. La coordination et la collaboration entre les organismes des Nations Unies agissant en Afrique seront renforcées dans le cadre des réunions consultatives régionales de ces organismes qu'accueille la CEA en vue d'appuyer les priorités du NEPAD.
- 18A.9 Le programme relève de la responsabilité de la CEA et de ses cinq bureaux sous-régionaux, ainsi que de celle de l'Institut africain de développement économique et de planification. À la fin de la période visée par le plan, le programme devrait avoir contribué au renforcement de la capacité des États membres, à titre individuel ou collectif, d'élaborer et d'appliquer efficacement des politiques pour faire face aux problèmes de développement qu'ils rencontrent, l'accent étant mis en particulier sur la réduction de la pauvreté.
- 18A.10 La CEA continue d'enregistrer des progrès notables sur la voie de la réalisation des objectifs formulés dans le cadre de son repositionnement, qu'elle a entamé en 2006. Il est à noter que les moyens de ses bureaux sous-régionaux ont été renforcés et que les partenariats avec d'autres grandes organisations de développement exerçant leurs activités en Afrique ont été consolidés, notamment ceux conclus avec la Commission de l'Union africaine, la BAfD et les principales communautés économiques régionales. Près de cinq ans après le lancement du programme de réforme, il ressort de différentes évaluations qu'un certain nombre d'éléments continuent d'empêcher la CEA, organisation de premier plan au service du développement de l'Afrique, d'exploiter toutes les possibilités qui lui sont offertes. Ainsi, les activités analytiques et opérationnelles ne sont pas suffisamment corrélées, la collaboration interne n'est pas assez étroite pour réaliser les produits phares, et les multiples compétences et expériences – aux niveaux sectoriel et sous-régional – dont dispose la Commission sont sous-utilisées. Les 19 postes (2 P-5, 2 P-4, 2 P-3 et 13 administrateurs recrutés sur le plan national) dont l'Assemblée générale a approuvé la création par sa résolution 63/260 relative aux activités touchant au développement ont été pourvus.
- 18A.11 Si les mesures prises pour tenter de régler les problèmes susmentionnés, notamment en resserrant la collaboration entre les services et les bureaux sous-régionaux, ont donné quelque résultat, la direction exécutive de la CEA a décidé d'appliquer en octobre 2010 le principe d'« Unité d'action de la CEA ». Ce principe renvoie à la réalisation collective et conjointe de produits ou services phares qui gagnent à faire intervenir plusieurs services (dans le cadre de différents sous-programmes) de la Commission et dont les effets peuvent fortement rejaillir sur les bénéficiaires – en particulier les États membres et les communautés économiques régionales. À cette fin, la

direction exécutive a recensé les « produits chers », qui intéressent plusieurs services et doivent bénéficier des contributions de différentes divisions, des bureaux sous-régionaux et de l'Institut africain de développement économique et de planification.

- 18A.12 La prise en compte du principe d'« Unité d'action de la CEA » dans le projet de budget-programme de la Commission pour l'exercice biennal 2012-2013 s'est bien entendu traduite par une augmentation sensible, à l'échelle de la Commission, du nombre de produits inscrits à son programme de travail pour l'exercice 2012-2013, par rapport à ceux qui avaient été prévus pour l'exercice antérieur. L'augmentation du nombre de décisions attendues des organes délibérants, de 599 pour l'exercice 2010-2011 à environ 700 pour l'exercice 2012-2013, tient principalement aux résultats des travaux du Groupe d'appui au programme, auquel le Secrétaire exécutif a confié la tâche de rendre compte, dans les différents sous-programmes, du plan d'activités de la CEA pour 2010-2012 et des « produits chers » prévus dans le projet de budget. La CEA a également précisé récemment le mandat du programme dans sa résolution 873 (XLIII).
- 18A.13 La liste des publications à inscrire au programme de travail a été étudiée en détail au niveau de chaque sous-programme. La répartition prévue entre publications en série et publications isolées est indiquée sommairement dans le tableau 18A.3 et de manière détaillée dans le descriptif des produits de chaque sous-programme.

Tableau 18A.3

Répartition des publications

<i>Publications</i>	<i>2008-2009 (nombre effectif)^a</i>	<i>2010-2011 (nombre estimatif)^a</i>	<i>2012-2013 (nombre estimatif)^a</i>
Publications en série	20	26	36
Publications isolées	53	76	71
Total	73	102	107

^a Le nombre estimatif ne comporte que les produits programmés ou reportés. Le nombre effectif ne comprend que les produits mis en œuvre ou reformulés.

- 18A.14 Le montant total des ressources demandées au présent chapitre se monte à 118 951 100 dollars, avant actualisation des coûts, soit une diminution nette de 2 815 800 dollars (2,3 %) par rapport au montant total révisé des crédits ouverts pour l'exercice biennal 2010-2011. Cette diminution résulte de la combinaison des éléments suivants :
- Une diminution de 100 000 dollars pour la composante organes directeurs, due à des réductions au titre des objets de dépenses autres que les postes, aux rubriques Autres dépenses de personnel (30 000 dollars), Communications (50 000 dollars) et Fournitures et accessoires (20 000 dollars);
 - Une augmentation nette de 15 400 dollars pour la composante direction exécutive et administration, qui s'explique par : i) une réduction de 847 500 dollars au titre des postes en raison de la cession de 1 poste P-4 à la Section des services de conférence de la CEA (328 600 dollars) et de 1 poste P-4, de 4 postes d'agents locaux et de 1 poste d'administrateur recruté sur le plan national à la Division de l'administration, des services communs et de l'appui aux programmes, qui dépendaient auparavant du Bureau de la planification stratégique et de la gestion des programmes (518 900 dollars); contrebalancée par ii) une augmentation de 862 900 dollars au titre des autres objets de dépenses, aux rubriques Autres dépenses de personnel (29 400 dollars), Consultants (43 500 dollars), Voyages (33 900 dollars),

Services contractuels (100 200 dollars), Frais généraux de fonctionnement (159 800 dollars), Fournitures et accessoires (96 500 dollars) et Mobilier et matériel (399 600 dollars);

- c) Une diminution nette de 1 207 200 dollars pour la composante programme de travail, qui s'explique par une réduction nette de 657 200 dollars au titre des postes en raison de la cession d'un poste P-4 du sous-programme 4 (Information et science et technique au service du développement) au Service de la gestion des installations dans la composante appui au programme, et une réduction nette de 550 000 dollars au titre des autres objets de dépenses, qui tient principalement à des réductions aux rubriques Autres dépenses de personnel, Services contractuels, Fournitures et accessoires et Mobilier et matériel, contrebalancées en partie par des augmentations au titre des consultants, des experts, des voyages, des frais généraux de fonctionnement et des subventions et contributions;
- d) Une diminution nette de 1 524 000 dollars pour la composante appui au programme, qui s'explique par : a) une augmentation de 1 588 000 dollars au titre des postes, imputable : i) à l'acquisition de 1 poste P-4, de 1 poste d'administrateur recruté sur le plan national et de 4 postes d'agent local provenant du Bureau de la planification stratégique et de la gestion des programmes; au transfert d'un poste P-4 provenant du Bureau du Secrétaire exécutif à la Section des services de conférence; à l'acquisition d'un poste P-4 de traducteur-interprète provenant du bureau sous-régional pour l'Afrique du Nord et d'un poste P-4 du sous-programme 4; ii) au reclassement d'un poste SM-6 à la classe P-4 dont le titulaire dirigera le Groupe de services de télécommunications de la CEA; et au reclassement d'un administrateur chargé de la gestion des installations du grade d'agent local à celui d'administrateur recruté sur le plan national; et b) une diminution nette de 3 112 000 dollars au titre des autres objets de dépenses, imputable essentiellement aux réductions aux rubriques Services contractuels, Frais généraux de fonctionnement, Fournitures et accessoires et Mobilier et matériel, contrebalancée en partie par des augmentations au titre des autres dépenses de personnel et des voyages.

18A.15 Les transferts susvisés résultant du remaniement organisationnel de la CEA mené à la fin de 2009.

18A.16 Durant l'exercice biennal 2012-2013, les ressources du budget ordinaire seront complétées par des ressources extrabudgétaires dont le montant est estimé à 44 773 600 dollars, représentant 26,4 % des ressources nécessaires au chapitre 18A, qui proviendraient principalement de sources bilatérales dans le cadre d'accords entre la Commission et les institutions et organisations internationales et régionales qui s'intéressent au développement de l'Afrique. Les fonds extrabudgétaires serviront à financer des activités de coopération technique dans les grands domaines prioritaires, tels que le renforcement des capacités en vue d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, la gestion intégrée des ressources en eau, l'amélioration des systèmes de bonne gouvernance, l'utilisation des technologies de l'information et des communications au service du développement économique, le renforcement des capacités dans le domaine des négociations commerciales, la prise en compte des questions relatives à l'égalité des sexes dans les politiques et programmes de développement et le soutien apporté aux États membres et aux communautés économiques régionales pour la mise en œuvre du NEPAD. L'augmentation prévue des ressources extrabudgétaires par rapport à l'exercice 2010-2011, d'un montant de 8 770 800 dollars, s'explique par les résultats que devraient procurer le repositionnement de la CEA et l'adoption d'une stratégie appropriée de mobilisation de ressources extrabudgétaires. Le nombre de postes qui devraient être financés au moyen de fonds extrabudgétaires pendant l'exercice biennal 2012-2013 s'établit à 114, comme indiqué au tableau 18A.6, soit 15 postes de moins qu'au cours de l'exercice biennal 2010-2011. L'augmentation prévue au titre des autres objets de dépense pour l'exercice 2012-2013 servira principalement à renforcer la capacité des États membres dans divers domaines; à consolider la position de l'Afrique et à encourager sa

participation aux négociations commerciales internationales; à intensifier les travaux d'analyse dans les domaines prioritaires; à renforcer la conception et la diffusion d'outils du savoir; et à faciliter la définition de positions communes afin d'encourager le respect des engagements prioritaires définis dans le cadre du NEPAD et au Sommet mondial pour le développement durable, entre autres. Les produits prescrits à l'appui du projet de programme de travail sont exposés dans la partie correspondant à chaque sous-programme.

18A.17 Conformément à la résolution 58/269 de l'Assemblée générale, les ressources prévues pour le suivi et l'évaluation sont estimées à 3 250 300 dollars et correspondent à 268,8 mois de travail, soit 2 397 500 dollars au titre des postes et 852 800 dollars au titre des autres objets de dépense, dont 2 536 300 dollars proviendraient du budget ordinaire et 714 000 dollars seraient couverts par les ressources extrabudgétaires.

18A.18 La répartition en pourcentage des ressources prévues au titre du présent chapitre pour l'exercice biennal 2012-2013 est indiquée dans le tableau 18A.4 ci-dessous.

Tableau 18A.4

Répartition des ressources par composante, en pourcentage

<i>Composante</i>	<i>Budget ordinaire</i>	<i>Fonds extrabudgétaires</i>
A. Organes directeurs	0,5	—
B. Direction exécutive et administration	9,2	5,0
C. Programme de travail		
1. Analyse macroéconomique, finance et développement économique	5,7	4,5
2. Sécurité alimentaire et développement durable	4,3	29,1
3. Gouvernance et administration publique	5,1	7,6
4. Information et science et technique au service du développement	5,1	7,6
5. Commerce, coopération économique et intégration régionale	3,9	10,3
6. Problématique hommes-femmes et participation des femmes au développement	2,9	10,0
7. Activités sous-régionales de développement		
a) Composante 1 : activités sous-régionales en Afrique du Nord	4,4	1,3
b) Composante 2 : activités sous-régionales pour l'Afrique de l'Ouest	4,8	1,5
c) Composante 3 : activités sous-régionales en Afrique centrale	4,9	1,3
d) Composante 4 : activités sous-régionales en Afrique de l'Est	4,8	1,3
e) Composante 5 : activités sous-régionales en Afrique australe	4,9	0,2
8. Planification du développement et administration	0,8	—
9. Statistiques	4,4	2,1
10. Développement social	1,9	3,0
Total partiel	67,6	84,8
D. Appui au programme	32,4	15,2
Total	100,0	100,0

Tableau 18A.5

Ressources nécessaires, par composante

(En milliers de dollars des États-Unis)

1) *Budget ordinaire*

Composante	2008-2009 (dépenses effectives)	2010-2011 (crédits ouverts)	Augmentation		Total avant actua- lisation des coûts	Actua- lisation des coûts	2012-2013 (montant estimatif)
			Montant	Pour- centage			
A. Organes directeurs	540,6	733,2	(100,0)	(13,6)	633,2	98,3	731,5
B. Direction exécutive et administration	9 780,8	10 966,3	15,4	0,1	10 981,7	208,3	11 190,0
C. Programme de travail	62 203,1	70 022,6	(1 207,2)	(1,7)	68 815,4	1 400,2	70 215,6
D. Appui au programme	35 116,2	40 044,8	(1 524,0)	(3,8)	38 520,8	4 285,1	42 805,9
Total partiel (1)	107 640,8	121 766,9	(2 815,8)	(2,3)	118 951,1	5 991,9	124 943,0

2) *Fonds extrabudgétaires*

	2008-2009 (dépenses effectives)	2010-2011 (montant estimatif)	2012-2013 (montant estimatif)
A. Organes directeurs			—
B. Direction exécutive et administration	1 729,8	2 821,8	2 235,5
C. Programme de travail	14 356,7	27 080,5	35 711,4
D. Appui au programme	5 438,8	6 100,5	6 826,7
Total partiel (2)	21 525,3	36 002,8	44 773,6
Total (1) + (2)	129 166,1	157 769,7	169 716,6

Tableau 18A.6

Postes nécessaires

Catégorie	Postes permanents inscrits au budget ordinaire		Postes temporaires					
			Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires		Total	
	2010- 2011	2012- 2013	2010- 2011	2012- 2013	2010- 2011	2012- 2013	2010- 2011	2012- 2013
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								
SGA	1	1	—	—	—	—	1	1
D-2	1	1	—	—	—	—	1	1
D-1	15	15	—	—	2	2	17	17
P-5	42	42	—	—	8	5	50	47
P-4/3	146	147	—	—	26	20	172	167
P-2/1	29	29	—	—	3	2	32	31
Total partiel	234	235	—	—	39	29	273	264
Catégories diverses								
Agents locaux	304	303	—	—	89	83	393	386
Agents du Service mobile	2	1	—	—	—	—	2	1

Catégorie	Postes permanents inscrits au budget ordinaire		Postes temporaires				Total	
			Budget ordinaire		Fonds extrabudgétaires			
	2010- 2011	2012- 2013	2010- 2011	2012- 2013	2010- 2011	2012- 2013	2010- 2011	2012- 2013
Administrateurs recrutés sur le plan national	13	14	—	—	1	2	14	16
Total partiel	319	318	—	—	90	85	409	403
Total	553	553	—	—	129	114	682	667

A. Organes directeurs

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 633 200 dollars

- 18A.19 Dans sa résolution 826 (XXXII), la CEA a établi la structure et le fonctionnement de ce mécanisme, qui est constitué de la Conférence des ministres africains responsables du développement économique et social et de la planification et de son Comité technique préparatoire plénier, ainsi que de la Conférence des ministres africains des finances, qui se réunit tous les deux ans (l'année où la Conférence des ministres africains responsables du développement économique et social et de la planification ne siège pas) et de sept organes techniques et sectoriels subsidiaires de la Commission. À sa trente-quatrième session, en 2001, la Commission a décidé que ces conférences fusionneraient et se réuniraient une fois par an. Les changements institutionnels découlant du repositionnement de la CEA entamé en 2006 ont donné lieu à un examen du mécanisme intergouvernemental de la Commission, qui a abouti à la suppression d'organes dont les mandats se recoupaient, à la création de nouveaux organes et à une plus grande cohérence entre l'action des organismes de la CEA et celle de l'Union africaine. Par conséquent, le mécanisme intergouvernemental de la CEA repose désormais sur des organes axés sur les questions générales de développement aux niveaux régional et sous-régional et sur plusieurs organes subsidiaires composés d'experts. Les organes approuvés ont été regroupés dans les deux grands groupes ci-après.

1. Organes chargés de questions générales de développement

Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique et son Comité technique préparatoire plénier

- 18A.20 La Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique définit les grandes orientations des travaux de la Commission, examine et approuve les programmes de travail établis par le secrétariat de la CEA, sert de cadre de débat aux pays africains en vue de les aider à définir leur position sur les questions de développement inscrites à l'ordre du jour de l'Organisation, et se prononce sur les recommandations que lui soumettent ses organes subsidiaires et le Secrétaire exécutif de la Commission.
- 18A.21 Depuis 2001, la Conférence des ministres se réunit tous les ans. Son comité d'experts se réunit avant la Conférence, à laquelle il fournit un appui technique. Les bureaux des deux organes comprennent un représentant de chacune des sous-régions du continent, à savoir l'Afrique du Nord, l'Afrique de l'Est, l'Afrique australe, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, et se composent d'un président, de trois vice-présidents et d'un rapporteur.

Comité intergouvernemental d'experts des bureaux sous-régionaux de la Commission

- 18A.22 Le Comité intergouvernemental d'experts de chacun des cinq bureaux sous-régionaux de la CEA se réunit tous les ans et fait rapport à la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique. Chaque comité intergouvernemental supervise l'élaboration et la mise en œuvre générale du programme de travail et des objectifs prioritaires du bureau sous-régional dont il relève et formule des recommandations au sujet de questions importantes touchant le développement économique et social de la sous-région concernée ainsi que la promotion et le renforcement de la coopération et de l'intégration économiques sous-régionales. Lorsque le besoin s'en fait sentir, des réunions sont tenues immédiatement avant ou après les grandes conférences ministérielles des communautés économiques régionales; elles offrent un cadre au sein duquel les réunions des groupes ministériels des bureaux sous-régionaux traitent de problèmes précis relatifs au développement sous-régional. Les conclusions de ces réunions sont portées à l'attention de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique.

2. Organes techniques et sectoriels subsidiaires de la Commission

Comité Femmes et développement

- 18A.23 Le Comité Femmes et développement, instance consultative d'experts et de décideurs qui se réunit tous les deux ans, a pour rôle d'orienter la Commission dans ses travaux relatifs à l'importance de l'égalité des sexes et de la participation des femmes au développement. Il a également pour rôle de fournir aux gouvernements africains un cadre grâce auquel ils peuvent promouvoir et évaluer la mise en œuvre et le suivi des programmes d'action mondiaux et régionaux en faveur des femmes. Il s'occupe en particulier des questions concernant l'autonomisation économique des femmes, la protection de leurs droits et l'amélioration de leur accès à l'éducation et aux services de santé.

Comité de l'information, de la science et de la technologie pour le développement

- 18A.24 Le Comité de l'information, de la science et de la technologie pour le développement, qui se réunit tous les deux ans, vise à permettre à la Commission de mieux aider ses États membres à se doter d'infrastructures nationales d'information et de communication ainsi qu'à intégrer la science et la technique dans leurs programmes et stratégies de développement, en réunissant des experts et des responsables des politiques pour le conseiller en la matière. Il est composé de spécialistes dans des domaines tels que la planification, les technologies de l'information et des communications, les systèmes géoinformatisés et les sciences et techniques.

Comité de la sécurité alimentaire et du développement durable

- 18A.25 Le Comité de la sécurité alimentaire et du développement durable, qui se réunit tous les deux ans, a pour vocation de conseiller la Commission dans les domaines interdépendants de la sécurité alimentaire et de l'environnement. Il offre aux gouvernements des pays africains un cadre dans lequel ils peuvent promouvoir et évaluer la suite qu'ils donnent à certains plans d'action régionaux et mondiaux, tels que les décisions et recommandations du Sommet mondial pour le développement durable.

Comité du développement humain et social

- 18A.26 Le Comité du développement humain et social, qui se réunit tous les deux ans, a pour mission de promouvoir le développement humain et social dans les pays africains. Il participe à la mise en

œuvre et au suivi de conférences et de programmes d'action régionaux et mondiaux et examine les principales tendances et questions d'intérêt régional concernant le développement humain et social.

Comité du commerce et de la coopération et de l'intégration régionales

- 18A.27 Le Comité du commerce et de la coopération et de l'intégration régionales, qui se réunit tous les deux ans, s'emploie à promouvoir l'application de mesures destinées à renforcer la coopération et l'intégration économiques entre les pays africains. Il définit les mesures à prendre pour coordonner et harmoniser les politiques économiques nationales, condition indispensable à l'accélération de l'intégration économique régionale. Vu l'importance du commerce dans la coopération et l'intégration régionales, le Comité axe ses travaux sur le commerce intra-africain et le commerce international. Il se compose d'experts du commerce international et de l'intégration, issus des secteurs public et privé.

Comité de la gouvernance et de la participation populaire

- 18A.28 Le Comité de la gouvernance et de la participation populaire, qui se réunit tous les deux ans, a pour mission de formuler les orientations concernant l'instauration de conditions propices à une solide gouvernance économique et à une solide direction des entreprises en Afrique. Il s'intéresse aux interventions nécessaires pour renforcer les pratiques en matière de gouvernance démocratique, promouvoir l'adoption des normes internationales relatives aux droits de l'homme, améliorer la gestion après les conflits, systématiser l'action de la société civile et encourager le développement du secteur privé.

Comité de statistiques

- 18A.29 Le Comité de statistiques, qui est composé d'experts et de décideurs en matière statistique, est chargé de fournir des orientations stratégiques aux travaux de la Commission concernant le développement statistique en Afrique. Il se réunit tous les deux ans.
- 18A.30 À l'exception de la Commission, qui se réunit pendant sept jours, tous les organes intergouvernementaux se réunissent pour une durée comprise entre trois et six jours.

Tableau 18A.7

Ressources nécessaires : organes directeurs

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2010-2011	2012-2013 (avant actuali- sation des coûts)	2010-2011	2012-2013
Budget ordinaire				
Objets de dépense autres que les postes	733,2	633,2	–	–
Total	733,2	633,2	–	–

- 18A.31 Le montant de 633 200 dollars permettra de financer les coûts relatifs au personnel temporaire (y compris pour les réunions), aux heures supplémentaires, aux communications et aux fournitures et accessoires nécessaires pour assurer les services lors des sessions de la Commission et de ses organes subsidiaires. Il a été calculé sur la base des informations concernant les dépenses, ce qui explique une diminution de 100 000 dollars.

B. Direction exécutive et administration

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 10 981 700 dollars

- 18A.32 La Direction exécutive et l'administration englobe le Bureau du Secrétaire exécutif, le Bureau de la planification stratégique et de la gestion des programmes et les Services d'information et de communication.
- 18A.33 Le Bureau du Secrétaire exécutif assure l'encadrement et la direction stratégique générale nécessaires à la gestion efficace et à la bonne exécution du programme de travail de la CEA, tout en veillant à l'utilisation optimale de ses ressources. Le Secrétaire exécutif et le Secrétaire exécutif adjoint se concertent pour donner les orientations générales, définir les politiques et donner les impulsions nécessaires à l'élaboration de stratégies et programmes d'envergure régionale qui soient conformes aux priorités énoncées dans le NEPAD, aux objectifs du Millénaire pour le développement et à d'autres engagements régionaux et internationaux en faveur du développement.
- 18A.34 Le Bureau noue des partenariats et collabore avec les grandes organisations du continent africain, notamment l'Union africaine et la BAfD, les communautés économiques régionales ainsi que d'autres acteurs clefs afin de favoriser des synergies dans les politiques et les activités à conduire au regard des grands dossiers du développement régional en Afrique. Il favorise la prise en main de leur avenir par les Africains, les consensus sur les problèmes pressants du développement du continent et les actions de sensibilisation à la cause africaine au sein de la communauté internationale. Il encourage la coordination de l'action de l'ONU en Afrique en tenant des consultations régulières avec les organismes des Nations Unies qui œuvrent en Afrique, afin de promouvoir des interventions concertées de l'Organisation dans la région. Il renforce la collaboration avec d'autres commissions régionales afin de mettre en commun des expériences et de coordonner et harmoniser les actions sur les dossiers qui présentent un intérêt commun et collectif.
- 18A.35 En outre, le Bureau lancera une nouvelle initiative, le programme de recherche de haut niveau, dont l'objectif premier est de créer et d'appuyer un relais entre les travaux de la Commission et les décideurs et universitaires travaillant dans les mêmes domaines. Ce programme constituera un réseau de chercheurs dont les travaux contribueront aux activités de gestion des connaissances de la CEA. Les documents et informations qui seront produits dans ce cadre seront utilisés à des fins d'analyse des politiques et de prise de décisions.
- 18A.36 Le Bureau du Secrétaire exécutif définit aussi des politiques d'orientation en ce qui concerne l'organisation de la session annuelle de la Commission et veille à la bonne mise en œuvre des résolutions et décisions de la Commission, du Conseil économique et social et d'autres organisations intergouvernementales, en mettant l'accent sur les priorités énoncées dans le NEPAD et les objectifs du Millénaire pour le développement. Il définit des orientations à l'intention des cinq bureaux sous-régionaux de la CEA pour que ceux-ci soient attentifs aux besoins des États membres et de leurs principales institutions intergouvernementales, dont les communautés économiques régionales. En outre, il fait en sorte que ces bureaux et les divisions techniques de la Commission au Siège coordonnent leur action. Sous l'égide du Bureau d'appui au Secrétariat conjoint, le Bureau du Secrétaire exécutif supervise et coordonne l'action menée par la Commission en faveur du bon fonctionnement du Secrétariat conjoint réunissant la CEA, la BAfD et l'Union africaine. Par l'intermédiaire du Bureau d'appui, le Bureau du Secrétaire exécutif travaille en étroite coopération avec ses principaux partenaires institutionnels régionaux (la BAfD et la Commission de l'Union africaine) pour exécuter un certain nombre d'initiatives spéciales, telles que le Forum pour le développement de l'Afrique, la Coalition pour le dialogue sur l'Afrique, le Forum des partenaires stratégiques, le processus de responsabilisation mutuelle et les forums de haut niveau destinés à renforcer l'action de la CEA et à imprimer un nouveau

dynamisme aux actions en faveur du développement de l'Afrique. En outre, le Bureau du Secrétaire exécutif apporte son aide dans différents domaines : le service des réunions du Secrétariat conjoint et de ses groupes de travail; l'intensification des échanges et le renforcement des mécanismes de coopération institutionnelle; et le suivi des progrès réalisés dans la mise en œuvre des programmes et initiatives spéciales menés par le Secrétariat conjoint. Il joue un rôle d'impulsion et de supervision crucial dans le soutien que la CEA apporte au Mécanisme africain d'évaluation par les pairs et au NEPAD dans son ensemble. Il anime les efforts de mobilisation de ressources déployés par la CEA dans le cadre des partenariats qu'elle s'attache à nouer, et veille à ce qu'il soit tiré le meilleur parti des ressources ainsi mobilisées au service du développement de l'Afrique.

- 18A.37 Le Bureau de la planification stratégique et de la gestion des programmes apporte appui et conseils au Secrétaire exécutif pour ce qui est des questions stratégiques générales, des priorités et des politiques dans le domaine de la planification des programmes et de l'exécution, du suivi et de l'évaluation des activités des sous-programmes, et de l'établissement de rapports sur la mise en œuvre du programme de travail de la CEA. Il favorise la culture de la gestion axée sur les résultats et l'assurance qualité en proposant des directives opérationnelles et des formations utiles pour l'application du programme. Il veille en particulier à ce que les rapports soient présentés dans les délais voulus, fondés sur les faits et établis dans un système électronique, le Système intégré de suivi, pour assurer la coordination avec la CEA dans le cadre : a) des réunions sur l'exécution du programme et le contrôle de la gestion; b) des rapports sur l'exécution du programme; c) des contributions au rapport annuel du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation; et d) des rapports aux organisations intergouvernementales et aux organes de contrôle. En outre, le Bureau oriente et coordonne la planification du programme de travail de la Commission, notamment en définissant le cadre stratégique et le budget-programme. Jouant un rôle stratégique, il coordonne la préparation et le service de la session annuelle de la CEA et de son comité d'experts et se charge du suivi de l'application des décisions de la Commission. Le Bureau assure également la coordination et les échanges concernant des questions relatives aux programmes avec les autres départements du Secrétariat (en particulier les commissions régionales) par le truchement du Bureau des commissions régionales à New York. De plus, la Section de l'assurance qualité du Bureau du Secrétaire exécutif dirige les travaux de la CEA dans ce domaine, par l'instauration et l'harmonisation de directives applicables à l'échelle de la Commission, en s'inspirant des pratiques, procédures et méthodes existantes et nouvelles. Le Bureau vise en particulier à faire en sorte que les activités d'analyse et de conseil de la CEA soient davantage prises en compte dans la réalisation de son objectif fondamental, à savoir favoriser le développement économique et social des pays africains, tout en veillant à ce que ces activités remplissent des critères de qualité très stricts et correspondent aux pratiques optimales en vigueur au moment où elles sont menées. Le champ d'activités du Bureau à cet égard englobe les deux principaux types d'activités d'analyse et de conseil menées par la CEA, à savoir, d'une part, la recherche normative et analytique, de l'autre, l'appui technique ou les activités opérationnelles, qui comprennent les campagnes de mobilisation et de recherche de consensus. Le Bureau renseigne la CEA sur les pratiques en matière d'assurance qualité par le biais de ses débats semestriels sur la qualité et d'un rapport annuel sur la question.
- 18A.38 Les Services d'information et de communication donnent des avis et assurent des services en matière de rédaction, de révision, de diffusion et de communication dans le cadre des activités menées à l'échelle de la CEA, de ses services et de ses bureaux sous-régionaux; ils facilitent les communications entre la CEA et ses principaux interlocuteurs et partenaires régionaux et internationaux, ainsi qu'avec la presse; ils se font l'écho des orientations de la CEA concernant les grands problèmes de développement de l'Afrique et les mesures à prendre pour les surmonter; ils

assurent la diffusion et la publicité des travaux de la CEA auprès des différentes parties prenantes et des partenaires.

- 18A.39 Le Bureau des partenariats et de la coopération technique coordonne les partenariats et les programmes de coopération technique de la CEA. Il gère également les projets et fonds de coopération technique; noue et entretient des partenariats entre la CEA et ses partenaires de développement et mobilise des ressources extrabudgétaires; formule des directives et apporte son appui aux divisions techniques et aux bureaux sous-régionaux pour que ceux-ci élaborent, en fonction de la demande, des projets de coopération technique de meilleure qualité articulés autour des travaux normatifs et analytiques de la Commission et contribuant notablement à la concrétisation des réalisations escomptées dans le programme de travail de la Commission; et assure l'évaluation de projets ainsi que le suivi et l'évaluation de projets de coopération technique. S'y ajoutent l'action en faveur de la mobilisation de l'assistance technique et des ressources financières nécessaires aux projets de coopération technique; la mise au point et l'application d'une stratégie de collecte de fonds destinée à accroître la base de financement de la coopération technique; l'organisation de consultations avec les partenaires et les donateurs; l'examen et la finalisation des descriptifs de projets; et l'établissement d'accords de subventions spéciaux conformes aux exigences des donateurs.
- 18A.40 Sont comptabilisées sous cette rubrique les ressources qui serviront à renforcer la gestion de la continuité des opérations indispensables en toutes circonstances, notamment lorsque la CEA fait face à des risques comme la menace d'une pandémie, une catastrophe soudaine et locale, des défaillances techniques ou des actes militaires ou terroristes. La CEA œuvre à l'amélioration de ses plans de continuité des opérations et de préparation aux pandémies.

Tableau 18A.8

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Veiller à la bonne exécution du mandat des organes délibérants et au respect des politiques et procédures de l'ONU en matière de gestion du programme de travail et des ressources humaines et financières

Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès
a) Gestion efficace du programme de travail	<p>a) i) Fourniture des produits et des services dans les délais prévus</p> <p><i>Mesure des résultats</i> 2008-2009 : 93 % des produits exécutés dans les délais prévus 2010-2011 (estimation) : 100 % des produits exécutés dans les délais prévus 2012-2013 (objectif) : 100 % des produits exécutés dans les délais prévus</p> <p>ii) Utilisation efficace et rationnelle des ressources</p> <p><i>Mesure des résultats</i> 2008-2009 : taux d'exécution du budget de 100 %</p>

	2010-2011 (estimation) : taux d'exécution du budget de 100 % 2012-2013 (objectif) : taux d'exécution du budget de 100 %
b) Amélioration des délais de soumission de la documentation	b) Proportion accrue des documents d'avant-session soumis dans les délais prescrits <i>Mesure des résultats</i> 2008-2009 : 88 % 2010-2011 (estimation) : 90 % 2012-2013 (objectif) : 95 %
c) Recensement de questions nouvelles à porter à l'attention des États membres	c) Pourcentage de questions nouvelles recensées par la CEA pour lesquelles des recommandations ont été formulées par des organes intergouvernementaux <i>Mesure des résultats</i> 2008-2009 : 80 % 2010-2011 (estimation) : 90 % 2012-2013 (objectif) : 90 %
d) Plus grande cohérence des politiques de gestion des activités économiques et sociales de l'ONU	d) i) Augmentation du nombre de programmes conjoints entrepris par les groupes créés au titre du Mécanisme de coordination régionale à l'appui des programmes du NEPAD à l'échelon régional <i>Mesure des résultats</i> 2008-2009 : 12 programmes conjoints mis en œuvre 2010-2011 (estimation) : 14 programmes conjoints mis en œuvre 2012-2013 (objectif) : 16 programmes conjoints mis en œuvre
e) Mobilisation et promotion de l'information sur le rôle de la CEA dans la région de l'Afrique	e) i) Augmentation de la couverture par les médias des activités de la CEA <i>Mesure des résultats</i> 2008-2009 : 600 articles dans les médias 2010-2011 (estimation) : 800 articles dans les médias 2012-2013 (estimation) : 1 000 articles dans les médias ii) Utilisation accrue des informations fournies par la CEA <i>Mesure des résultats</i> 2008-2009 : 17 293 722 visites et téléchargements sur les sites Web dédiés

	2010-2011 (estimation) : 20 550 000 visites et téléchargements sur les sites Web dédiés
	2012-2013 (objectif) : 22 500 000 visites et téléchargements sur les sites Web dédiés
f) Établir de nouveaux partenariats et renforcer ceux qui existent, en élargissant la base de ressources extrabudgétaires de la CEA	f) Partenariats consolidés et disponibilité accrue de ressources extrabudgétaires prévisibles et durables
	<i>Mesure des résultats</i>
	2008-2009 : 24 000 000 de dollars en ressources extrabudgétaires
	2010-2011 (estimation) : 36 000 000 de dollars en ressources extrabudgétaires
	2012-2013 (objectif) : 44 500 000 dollars en ressources extrabudgétaires

Facteurs externes

- 18A.41 Le sous-programme devrait permettre d'atteindre les objectifs visés et de parvenir aux réalisations escomptées si les parties intéressées assument leurs responsabilités et s'acquittent de leurs obligations.

Produits

- 18A.42 Durant l'exercice 2012-2013, les produits finals ci-après seront exécutés :
- a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts : Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la CEA :
 - i) Services fonctionnels pour les réunions : quarante-cinquième et quarante-sixième sessions de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique et du Comité d'experts (8);
 - ii) Documentation à l'intention des organes délibérants : rapport annuel sur la CEA (2); rapport sur l'exécution du programme de la CEA pour l'exercice 2012-2013 (1); projet de budget-programme de la CEA pour l'exercice 2014-2015 (1); projet de cadre stratégique de la CEA pour l'exercice 2014-2015 (1); documents de synthèse (2);
 - b) Autres activités de fond (budget ordinaire et fonds extrabudgétaires) :
 - i) Publications en série : plan d'activités de la CEA 2013-2015 (1); rapport sur la coopération technique de la CEA (2);
 - ii) Expositions, visites guidées, conférences, séances d'information et présentation des publications phares et autres publications importantes de la CEA aux principales parties prenantes et aux médias (1);
 - iii) Brochures, fiches d'information, planches murales, pochettes de documentation : profil des partenaires de la CEA; documents de politique stratégique sur les nouvelles questions clefs; réalisation de supports d'information à l'intention des usagers internes et externes (1); élaboration et publication des discours, commentaires et articles du Secrétaire exécutif (1);

- iv) Communiqués de presse, conférences de presse : organisation des conférences de presse du Secrétaire exécutif et d'autres hauts fonctionnaires de la CEA (1); communiqués de presse en anglais et en français sur les réunions et activités de la CEA et sur les renseignements fournis par le Département de l'information ainsi que d'autres bureaux et les institutions spécialisées des Nations Unies (1);
- v) Manifestations spéciales : Forum pour le développement de l'Afrique (1); forums des partenaires stratégiques (1); Journée des Nations Unies et autres manifestations de ce type (1);
- vi) Activités techniques : base de données des conclusions de recherche en tant que source de connaissances et contributions pour l'analyse de politique générale et la prise de décisions (1); prestation de services institutionnels pour la mise au point, l'actualisation et la maintenance des sites Web interne et externe de la CEA en anglais et en français (1); mise à disposition de disques compacts, de clefs USB et d'autres dispositifs de stockage pour tous les grands rapports et les manifestations majeures (1);
- vii) Audiovisuel : publications électroniques, enregistrements sonores et vidéos, y compris la réalisation d'entretiens enregistrés, de dépêches, de documentaires et de dossiers spéciaux pour diffusion à la radio, à la télévision ou sur le Web, en anglais, en arabe ou en français, au sujet des produits phares et des grands documents et conférences thématiques de la CEA (1);
- viii) Apports à des produits communs : programme de mobilisation/renforcement thématique des capacités des communicants africains, y compris les praticiens des médias, en collaboration avec la Commission de l'Union africaine et dans le cadre de l'élaboration des rapports sur le NEPAD, la CEA et les positions politiques de la Commission de l'Union africaine sur les principaux défis de développement de l'Afrique (1); appui au fonctionnement effectif du partenariat constitué par le secrétariat conjoint entre la CEA, l'Union africaine et la Banque africaine de développement ainsi qu'aux activités de la Coalition pour le dialogue sur l'Afrique (1);
- c) Coopération technique (fonds extrabudgétaires) : bourses et subventions : boursiers/universitaires invités/stagiaires pour appuyer l'initiative d'octroi de bourses de recherche à des spécialistes qualifiés qui vise à créer et promouvoir une démarche et une culture de recherche institutionnalisées (1);
- d) Services de conférence, administration et contrôle (budget ordinaire et fonds extrabudgétaires) :
 - i) Services de contrôle interne : évaluation portant sur les questions de gestion, d'exploitation et de politique générale (1);
 - ii) Évaluations : organisation du suivi et de l'évaluation des projets; coordination et mise en œuvre de plans d'autoévaluation au niveau des sous-programmes; élaboration de rapports sur l'exécution du budget à des fins internes pour soumission au Siège; évaluation de la qualité des réunions des organes intergouvernementaux et des groupes d'experts ainsi que des autres grandes réunions; et autres activités de fond, notamment la réalisation des publications phares (1);
 - iii) Examens de la gestion : service des réunions d'examen périodique de la gestion et de l'exécution des programmes, y compris l'élaboration de rapports sur l'exécution des programmes au niveau des sous-programmes; forums d'examen des projets menés dans le cadre de l'accord financier conjoint; rapport annuel sur la qualité à la CEA (2).

Tableau 18A.9

Ressources nécessaires : direction exécutive et administration

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2010-2011	2012-2013 (avant actuali- sation des coûts)	2010-2011	2012-2013
Budget ordinaire				
Postes	9 562,5	8 715,0	45	38
Autres objets de dépense	1 403,8	2 266,7	—	—
Total partiel	10 966,3	10 981,7	45	38
Fonds extrabudgétaires	2 821,8	2 235,5	15	9
Total	13 788,1	13 217,2	60	47

- 18A.43 Le montant de 8 715 000 dollars prévu pour les postes permettra de financer 38 postes (1 ASG, 1 D-2, 2 D-1, 5 P-5, 8 P-4, 6 P-3 et 15 postes d'agent local). La baisse de 847 500 dollars est imputable à la cession de postes du Bureau de la planification stratégique et de la gestion des programmes à la Division de l'administration, des services communs et de l'appui aux programmes, à savoir : a) un poste à la classe P-4, transféré du Bureau du Secrétaire exécutif à la Section des services de conférence (328 600 dollars); et b) 1 poste à la classe P-4, 4 postes d'agent local et 1 poste d'agent recruté sur le plan national, transférés du Bureau de la planification stratégique et de la gestion des programmes à la Division de l'administration, des services communs et de l'appui aux programmes, avec pour effet d'affiner la restructuration de la CEA en vue de renforcer l'ensemble de son programme de travail administratif et de fond et, partant, d'intégrer totalement les fonctions de gestion du budget qui incombaient auparavant au Bureau de la planification stratégique et de la gestion des programmes (518 900 dollars).
- 18A.44 Le montant de 2 266 700 dollars demandé à la rubrique Autres objets de dépense servira à financer les autres dépenses de personnel, les services de consultants, les voyages du personnel, les services contractuels, les frais généraux de fonctionnement, les fournitures et accessoires, ainsi que le mobilier et le matériel. La hausse de 862 900 dollars est due en grande partie aux frais à engager pour le programme de continuité des opérations de la CEA et doit couvrir entre autres les dépenses supplémentaires imputables aux autres dépenses de personnel au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions) afin de financer un poste à la classe P-3 dont le titulaire sera chargé de la continuité des opérations et des heures supplémentaires résultant du relèvement des traitements des agents des services généraux, des services de consultants, des voyages du personnel, des services contractuels, des frais généraux de fonctionnement, des fournitures et accessoires, ainsi que du mobilier et du matériel.
- 18A.45 Le montant de 2 235 500 dollars en fonds extrabudgétaires, qui doit être financé à la faveur d'accords bilatéraux et d'un appui programmatique restant à obtenir, servira notamment à soutenir des programmes et projets de fond dans les domaines de la conceptualisation, de la formulation, du suivi et de l'évaluation, de même que pour l'élaboration de rapports de situation périodiques sur la Commission de l'Union africaine, et à se tenir au fait des progrès de chacune des initiatives en mettant en place des outils de suivi et de gestion efficaces aux fins d'un contrôle et d'un emploi adaptés des fonds extrabudgétaires. Ces fonds serviront surtout à exécuter des activités de formation dans les domaines du suivi et de l'évaluation ainsi qu'à organiser des réunions du Forum des partenaires pour s'assurer que les donateurs et les partenaires, actuels et futurs, sont en mesure d'évaluer pleinement l'efficacité et la transparence de la CEA en matière d'exécution des

programmes et des projets convenus. Ils permettront également l'organisation du forum sur l'accord de financement conjoint pour passer en revue l'exécution des programmes et projets convenus, la mise en œuvre du plan de formation sur la gestion axée sur les résultats, et la conduite des activités d'assurance qualité, ainsi que la facilitation de la communication dans les domaines thématiques de fond du programme de travail et des projets extrabudgétaires, notamment le Forum sur le développement de l'Afrique.

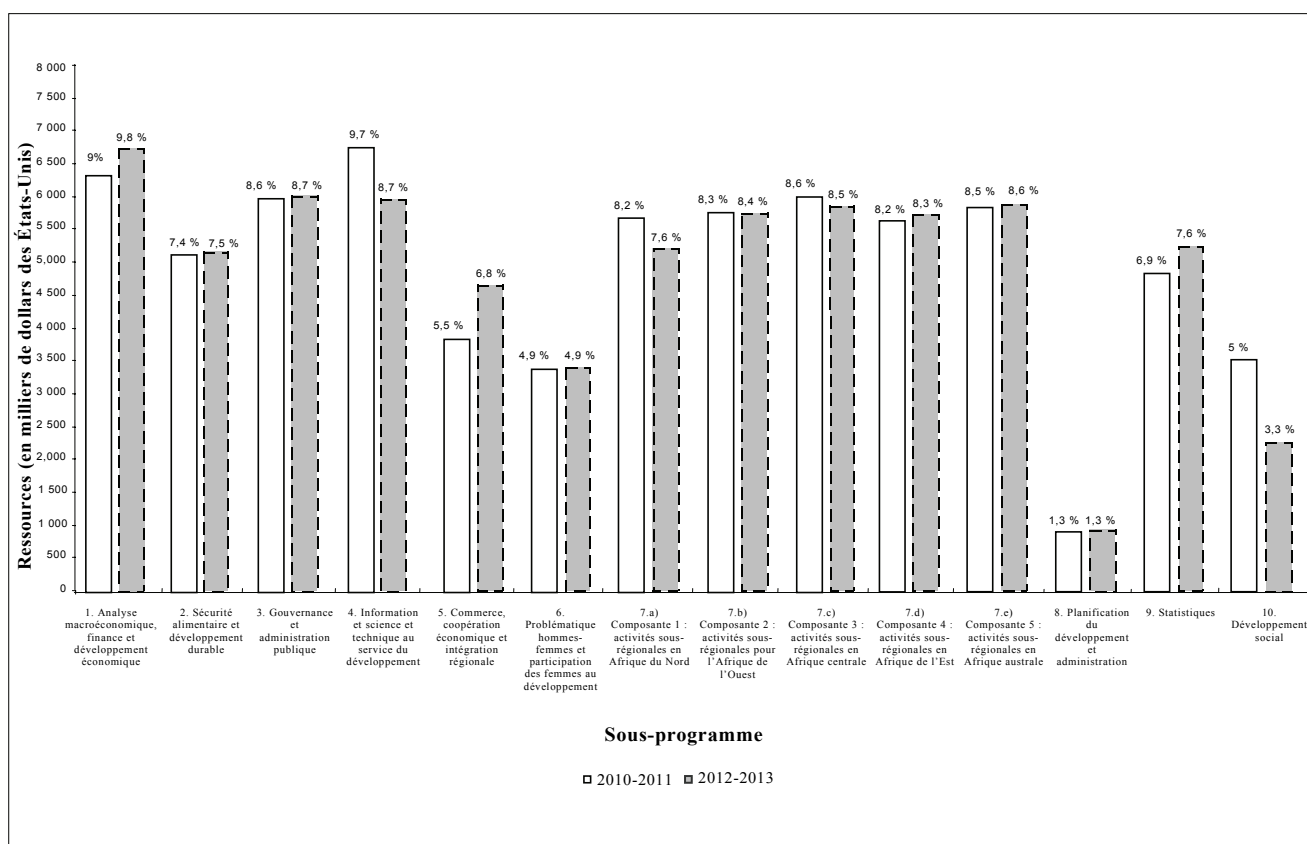
C. Programme de travail

Tableau 18A.10

Ressources nécessaires, par sous-programme

Sous-programme	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2010-2011	2012-2013 (avant actuali- sation des coûts)	2010-2011	2012-2013
1. Analyse macroéconomique, finance et développement économique	6 333,9	6 731,0	26	27
2. Sécurité alimentaire et développement durable	5 149,1	5 161,0	23	23
3. Gouvernance et administration publique	5 998,0	6 021,1	27	27
4. Information et science et technique au service du développement	6 769,7	5 973,3	40	37
5. Commerce, coopération économique et intégration régionale	3 857,7	4 662,2	16	19
6. Problématique hommes-femmes et participation des femmes au développement	3 399,6	3 391,4	13	13
7. Activités sous-régionales de développement				
a) Composante 1 : activités sous-régionales en Afrique du Nord	5 711,1	5 229,6	23	22
b) Composante 2 : activités sous-régionales pour l'Afrique de l'Ouest	5 785,4	5 750,6	22	22
c) Composante 3 : activités sous-régionales en Afrique centrale	6 025,6	5 865,4	22	22
d) Composante 4 : activités sous-régionales en Afrique de l'Est	5 763,1	5 719,5	22	22
e) Composante 5 : activités sous-régionales en Afrique australe	5 965,4	5 880,0	25	25
8. Planification du développement et administration	905,0	923,7	—	—
9. Statistiques	4 838,5	5 238,6	23	25
10. Développement social	3 520,5	2 268,0	12	8
Total partiel	70 022,6	68 815,4	294	292
Fonds extrabudgétaires	27 080,5	35 711,4	57	47
Total	97 103,1	104 526,8	351	339

Ressources nécessaires, par sous-programme



Sous-programme 1 Analyse macroéconomique, finance et développement économique

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 6 731 000 dollars

- 18A.46 Les activités inscrites à ce sous-programme relèvent de la Division du développement économique et du NEPAD. Le sous-programme mettra l'accent sur la recherche appliquée, le partage des connaissances, la prestation de services consultatifs et l'élaboration de recommandations pratiques à l'intention des États membres, dans le but de les aider à relever leur taux de croissance économique en vue d'un développement durable. Le sous-programme sera exécuté conformément à la stratégie exposée dans le sous-programme 1 du programme 14 du cadre stratégique pour la période 2012-2013.

Tableau 18A.11

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Promouvoir des politiques, des stratégies et des programmes pour une croissance durable et forte, la création d'emplois et l'éradication de la pauvreté, en tenant compte de la problématique hommes-femmes à haut niveau dans le contexte des objectifs du Millénaire pour le développement, du NEPAD et d'autres objectifs de développement convenus sur le plan international

Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès
a) Amélioration de la conception, de l'application et du suivi par les États membres de politiques macroéconomiques et sectorielles cohérentes et conformes aux priorités du NEPAD et aux objectifs du Millénaire pour le développement	<p>a) Hausse du nombre d'États membres menant des politiques macroéconomiques et sectorielles conformes aux priorités du NEPAD et aux objectifs du Millénaire pour le développement dans leur conception, leur application et leur suivi</p> <p><i>Mesure des résultats</i> 2008-2009 : 17 États membres 2010-2011 (estimation) : 23 États membres 2012-2013 (objectif) : 28 États membres</p>
b) Renforcement de la capacité des États membres à mobiliser des ressources internes et externes en faveur du développement	<p>b) Hausse du nombre de mesures et d'initiatives prises par les États africains pour mobiliser des ressources en faveur du développement</p> <p><i>Mesure des résultats</i> 2008-2009 : 2 mesures et initiatives 2010-2011 (estimation) : 6 mesures et initiatives 2012-2013 (objectif) : 8 mesures et initiatives</p>
c) Renforcement de la capacité régionale et nationale en matière de conception, d'application et de suivi des politiques et programmes économiques et sociaux visant à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, l'accent étant mis en particulier sur les pays les moins avancés	<p>c) Hausse du nombre d'organes directeurs régionaux et nationaux mettant en œuvre les enseignements tirés en matière de conception, d'application et de suivi des politiques sociales et économiques</p> <p><i>Mesure des résultats</i> 2008-2009 : 15 organes directeurs appliquant les enseignements tirés 2010-2011 (estimation) : 20 organes directeurs appliquant les enseignements tirés 2012-2013 (objectif) : 25 organes directeurs appliquant les enseignements tirés</p>

Facteurs externes

- 18A.47 Le sous-programme devrait permettre d'atteindre les objectifs visés et de parvenir aux réalisations escomptées si les conditions suivantes sont réunies : a) les États membres et les décideurs nationaux appuient les efforts de la Commission et collaborent sans réserve à l'incorporation de mesures de croissance dans leurs politiques nationales; b) les partenaires de développement

tiennent leurs engagements tels qu'énoncés, entre autres, dans le plan d'action du Groupe des Huit (G-8), le Consensus de Monterrey et la Déclaration du Millénaire; et c) le climat macroéconomique et politique mondial ne se dégrade pas.

Produits

18A.48 Les produits de l'exercice 2012-2013 seront les suivants :

- a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts :
 - i) Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la CEA : documentation destinée aux organes délibérants, y compris les rapports à l'intention de la Conférence des ministres sur l'évaluation des progrès réalisés en Afrique dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement (2); l'évolution récente de la situation économique et sociale en Afrique (2); et la mise en œuvre du Consensus de Monterrey sur le financement du développement en Afrique (2);
 - ii) Groupe spéciaux d'experts : amélioration de la résilience économique dans les pays les moins avancés d'Afrique face aux changements climatiques (1); développement des marchés de capitaux au profit de l'investissement productif en Afrique (1); examen collégial externe du Rapport économique sur l'Afrique (2); financement de petites et moyennes industries en Afrique (1);
 - iii) Assistance aux représentants et aux rapporteurs : appui fonctionnel aux États membres, aux communautés économiques régionales, à l'Union africaine et à son NEPAD dans le cadre du programme décennal de renforcement des capacités de l'ONU pour l'Union africaine, des programmes de travail pluriannuels et des objectifs du Millénaire pour le développement (1);
- b) Autres activités de fond (budget ordinaire et fonds extrabudgétaires) :
 - i) Publications en série : évaluation des progrès dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en Afrique (2); Rapport économique sur l'Afrique (2);
 - ii) Publications isolées : rapport d'évaluation sur la disponibilité et l'utilisation des ressources harmonisées de gestion des connaissances dans la région (1); amélioration de la résilience économique dans les pays les moins avancés d'Afrique face aux changements climatiques (1); développement des marchés de capitaux au profit de l'investissement productif en Afrique (1); financement de petites et moyennes industries en Afrique (1); promotion de l'économie verte en Afrique (1); rapport sur la finance et l'investissement en Afrique (1);
 - iii) Activités techniques : base de données sur les profils économiques des pays africains (1); notes d'orientation sur les questions et difficultés nouvelles qui intéressent la croissance et le développement de l'Afrique (6); réseaux de connaissances virtuels et gestion d'espaces de travail thématiques pour les réseaux de praticiens (1);
 - iv) Apports à des produits communs : contribution aux réunions des groupes thématiques du Réseau de coordination régionale pour l'Afrique (1); appui fonctionnel à l'intensification de la coopération Sud-Sud (1); appui fonctionnel à la Conférence des ministres africains de l'industrie réunissant l'Union africaine, la CEA et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (2); document de travail destiné au rapport intitulé *Situation et perspectives de l'économie mondiale* (2); contributions au rapport *Perspectives économiques en Afrique* (2); examen mutuel de l'efficacité en

matière de développement (1); rapport du Secrétaire général sur les pays les moins avancés (1); prévisions relatives aux principaux pays africains en ce qui concerne le projet LINK (2);

c) Coopération technique (budget ordinaire et fonds extrabudgétaires) :

- i) Stages, séminaires et ateliers : sur le thème « Réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement qui ont trait à la santé : aspects économiques » (1); séminaire consacré aux effets des changements climatiques sur la croissance et le développement de l'Afrique (1); symposiums sur la Conférence annuelle des économistes africains, organisée conjointement par la CEA et la Banque africaine de développement (2);
- ii) Projets opérationnels : a) renforcement des capacités des États membres et des communautés économiques régionales en ce qui concerne les politiques visant à promouvoir une économie verte (1); élaboration de stratégies nationales et régionales conformes au NEPAD et aux objectifs du Millénaire pour le développement dans le cadre des réunions du Groupe de réflexion africain sur les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté et les objectifs du Millénaire pour le développement (1); et développement industriel en Afrique ainsi qu'intensification de la coopération Sud-Sud (1); et b) consolidation de la gestion des connaissances aux niveaux régional et sous-régional pour des initiatives plus efficaces de développement en Afrique (1).

Tableau 18A.12

Ressources nécessaires : sous-programme 1

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2010-2011	2012-2013 (avant actuali- sation des coûts)	2010-2011	2012-2013
Budget ordinaire				
Postes	5 735,5	6 117,3	26	27
Autres objets de dépense	598,4	613,7	—	—
Total partiel	6 333,9	6 731,0	26	27
Fonds extrabudgétaires	2 548,1	2 023,0	—	—
Total	8 882,0	8 754,0	26	27

18A.49 Le montant demandé de 6 117 300 dollars doit servir à financer 27 postes (1 D-1, 4 P-5, 4 P-4, 6 P-3, 4 P-2 et 8 postes d'agent local). La hausse nette de 381 800 dollars est due aux opérations suivantes : a) transferts : i) d'un poste à la classe P-5 et de trois postes à la classe P-3 pour la section chargée des objectifs du Millénaire pour le développement et des pays les moins avancés afin de permettre à celle-ci d'assumer des fonctions de développement social qui relevaient auparavant du sous-programme 10; et ii) d'un poste à la classe P-4 et d'un poste d'agent local, hérités du sous-programme 5, pour mener des activités liées au NEPAD qui relevaient auparavant du sous-programme 5; et b) cession de postes (1 P-5, 2 P-3, 1 P-2 et 1 poste d'agent local) au sous-programme 5 pour assumer des fonctions relatives à la composante commerciale de l'ancien sous-programme 1, qui a été réattribuée au sous-programme 5 révisé. Le montant de 613 700 dollars prévu au titre des autres objets de dépense couvrira les autres dépenses de personnel, les services de consultants et d'experts, les voyages du personnel et les services contractuels. La hausse nette de 15 300 dollars est imputable aux transferts de postes rendus nécessaires par les

heures supplémentaires, les services de consultants et les voyages du personnel, et compensée par des dépenses moins élevées que prévu au titre des travaux contractuels d'imprimerie grâce à une utilisation plus rentable des moyens disponibles.

- 18A.50 Le montant de 2 023 000 dollars en fonds extrabudgétaires, qui doit être financé par des sources bilatérales, est destiné à des activités opérationnelles visant à : a) renforcer les capacités des États membres en matière de conception, d'application et de suivi de politiques macroéconomiques et sectorielles cohérentes; et b) accroître la capacité des États membres de mobiliser des ressources internes et externes pour le développement. Ces ressources financeront l'exécution de produits clefs, tels que le Rapport économique sur l'Afrique (une publication en 2012, un autre en 2013), et l'élaboration de notes d'information pour le rapport *Perspectives économiques en Afrique*, qui constituent des éléments importants du programme de travail. Le montant prévu en fonds extrabudgétaires permettra à la CEA de fournir des services consultatifs aux États membres; de s'appuyer sur des experts et des consultants pour comprendre et traiter le plus efficacement possible les préoccupations exprimées par les pays d'Afrique dans des domaines tels que la finance et l'investissement, le développement des marchés de capitaux au profit de l'investissement productif et les politiques de promotion d'une économie verte en Afrique; de réunir les groupes spéciaux d'experts; d'étudier les situations nationales; de produire plusieurs publications; de fournir les services fonctionnels nécessaires aux réunions interinstitutions; et d'organiser des conférences annuelles d'économistes africains et des ateliers de formation.

Sous-programme 2 Sécurité alimentaire et développement durable

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 5 161 000 dollars

- 18A.51 Ce sous-programme relève de la Division de la sécurité alimentaire et du développement durable. Pour faire face aux défis du développement durable en Afrique, recensés dans le Document final du Sommet mondial de 2005, le Plan de mise en œuvre du Sommet mondial pour le développement durable (« Plan de mise en œuvre de Johannesburg ») et le cadre stratégique du NEPAD, le sous-programme continuera de mettre l'accent sur les politiques et stratégies de transformation structurelle de l'agriculture et sur la sécurité alimentaire dans une optique de coopération et d'intégration régionales, l'accent étant mis en particulier sur les ressources foncières, hydrauliques et forestières, les liens entre milieu urbain et milieu rural, les établissements humains et les changements climatiques. Le sous-programme sera exécuté conformément à la stratégie exposée dans le sous-programme 2 du programme 14 du cadre stratégique pour la période 2012-2013.

Tableau 18A.13

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Promouvoir la sécurité alimentaire et le développement durable, notamment en faisant face aux changements climatiques en Afrique conformément aux priorités de l'Union africaine et de son programme du NEPAD et au Plan de mise en œuvre de Johannesburg

Réalizations escomptées du Secrétariat

Indicateurs de succès

a) Accroissement des capacités et de l'engagement aux niveaux national, sous-régional et régional pour élaborer et mettre en œuvre des politiques, stratégies et programmes

a) Augmentation du nombre d'accords de partenariat et de programmes de coopération technique sous-régionaux et régionaux visant à élaborer et à mettre en œuvre des politiques,

adaptés en vue d'assurer la sécurité alimentaire et le développement durable

stratégies et programmes en vue d'assurer la sécurité alimentaire et le développement durable

Mesure des résultats

2008-2009 : 6 accords de partenariat et programmes de coopération technique

2010-2011 (estimation) : 8 accords de partenariat et programmes de coopération technique

2012-2013 (objectif) : 12 accords de partenariat et programmes de coopération technique

b) Amélioration de la capacité des États membres d'intégrer les changements climatiques dans les politiques, stratégies et programmes de développement

b) Augmentation du nombre d'États membres bénéficiant du concours du sous-programme qui intègrent les changements climatiques dans les politiques, stratégies et programmes de développement

Mesure des résultats

2008-2009 : sans objet

2010-2011 (estimation) : 4 États membres

2012-2013 (objectif) : 10 États membres

Facteurs externes

18A.52 Le sous-programme devrait permettre d'atteindre les objectifs visés et de parvenir aux réalisations escomptées si les conditions suivantes sont réunies : a) les États membres et les autres partenaires clefs restent attachés à la bonne mise en œuvre du NEPAD et du Plan de mise en œuvre de Johannesburg; b) les États membres et les communautés économiques régionales soutiennent efficacement l'action que mène la CEA pour améliorer la capacité et l'engagement aux niveaux national, sous-régional et régional aux fins de l'élaboration et de la mise en œuvre de politiques, stratégies et programmes tendant à assurer la sécurité alimentaire et à réaliser un développement durable; et c) les États membres et les communautés économiques régionales soutiennent efficacement l'action que mène la Commission pour renforcer les capacités institutionnelles et humaines requises pour intégrer les changements climatiques dans les politiques, stratégies et programmes de développement.

Produits

18A.53 Les produits de l'exercice biennal 2012-2013 seront les suivants :

- a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire) :
 - i) Services fonctionnels pour les réunions : huitième session du Comité de la sécurité alimentaire et du développement durable (4);
 - ii) Documentation destinée aux organes délibérants : rapports à l'intention du Comité de la sécurité alimentaire et du développement durable présentant un aperçu de la question de la création et de la promotion de chaînes de valorisation pour les produits agricoles stratégiques afin d'améliorer la sécurité alimentaire et le développement durable en Afrique (1) et sur la sécurité alimentaire en Afrique (1); et rapport à l'intention du Comité de la sécurité alimentaire et du développement durable et à la Réunion d'application régionale pour l'Afrique sur les progrès enregistrés dans l'application des documents finals issus des grands sommets relatifs au développement durable (1);

- iii) Groupes spéciaux d'experts : évaluation de la biodiversité, des biotechnologies, des forêts, des montagnes et du tourisme à l'intention de la vingtième session du Comité du développement durable (2012) (1); examen collégial externe du cinquième numéro du Rapport sur le développement durable en Afrique (1); repenser l'agriculture et la transformation rurale en Afrique dans le cadre de la nouvelle conjoncture mondiale : défis, possibilités et solutions possibles (2012) (1); évaluation sous-régionale pour la création et la promotion de chaînes de valorisation pour les produits agricoles stratégiques en Afrique (1);
- iv) Fourniture d'une assistance aux représentants et rapporteurs : appui fonctionnel aux États membres, aux communautés économiques régionales, à l'Union africaine et à son programme du NEPAD dans le contexte du programme décennal de renforcement des capacités pour l'Union africaine, des programmes pluriannuels et des objectifs du Millénaire pour le développement (1);
- b) Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires) :
 - i) Publications en série : cinquième numéro du Rapport sur le développement durable en Afrique (1);
 - ii) Publications isolées : recueil d'examens thématiques sur la biodiversité, les biotechnologies, les forêts, les montagnes et le tourisme au titre des préparatifs de la vingtième session du Comité du développement durable (1); rapport sur l'évaluation sous-régionale de certaines chaînes de valorisation pour les produits agricoles stratégiques (1); rapport sur l'évaluation des systèmes d'exploitation agricole représentatifs de l'Afrique : la transformation agricole et rurale de l'Afrique dans la nouvelle conjoncture mondiale : défis, possibilités et solutions possibles (1);
 - iii) Activités techniques : mise au point d'outils analytiques ultramodernes pour améliorer la prise de décisions et débattre en connaissance de cause concernant l'agriculture et la transformation rurale en Afrique (1); tenue à jour et gestion des systèmes d'information régionaux sur les marchés agricoles en Afrique (1); fourniture d'un appui aux États membres aux fins de la mise en place de plates-formes de gestion des connaissances sur les échanges et l'environnement qui seront utilisées conjointement avec le Centre africain pour la politique commerciale (CAPC) (1);
 - iv) Apports à des produits communs : réunion d'application régionale pour l'Afrique pour la vingtième et la vingt et unième session de la Commission du développement durable (1); contribution aux réunions des groupes thématiques du Mécanisme de coordination régionale des Nations Unies pour l'Afrique (2); rapport à la Conférence sur le développement durable qui doit se tenir en 2012 (Rio +20) : déclaration consensuelle de l'Afrique à Rio +20 (1); une économie verte dans le contexte du développement durable et de la réduction de la pauvreté en Afrique (1); défis nouveaux et naissants (1); rapport d'examen régional sur les progrès enregistrés dans l'application des engagements en faveur d'un développement durable (1); rapports sous-régionaux sur les progrès enregistrés dans l'application des engagements en faveur d'un développement durable (1); et rapport sur le cadre institutionnel en faveur du développement durable (1);
- c) Coopération technique (budget ordinaire/ressources extrabudgétaires) :
 - i) Services consultatifs : des missions seront effectuées, sur leur demande, auprès des États membres, des communautés économiques régionales, de l'Union africaine et de son programme du NEPAD dans le domaine de la promotion de la sécurité alimentaire et du développement durable, y compris les changements climatiques, dans le contexte

du programme décennal de renforcement des capacités pour l'Union africaine, des programmes pluriannuels et des objectifs du Millénaire pour le développement (2);

- ii) Projets opérationnels : renforcement de la capacité des États membres et des organisations régionales et sous-régionales aux fins de l'élaboration et de l'application de politiques foncières en Afrique dans le cadre de l'initiative de politique foncière de l'Union africaine, de la CEA et de la Banque africaine de développement (2); renforcement de la capacité des États membres et des entités régionales et sous-régionales d'élaborer et d'appliquer des politiques et des programmes sur les changements climatiques et le développement par le biais du Centre africain sur les politiques climatiques (1).

Tableau 18A.14

Ressources nécessaires : sous-programme 2

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2010-2011	2012-2013 (avant actuali- sation des coûts)	2010-2011	2012-2013
Budget ordinaire				
Postes	4 822,3	4 822,3	23	23
Autres objets de dépense	326,8	338,7	—	—
Total partiel	5 149,1	5 161,0	23	23
Fonds extrabudgétaires	9 389,4	12 993,1	34	19
Total	14 538,5	18 154,1	57	42

18A.54 Le montant prévu (4 822 300 dollars) permettra de continuer à financer 23 postes (1 D-1, 3 P-5, 5 P-4, 3 P-3, 2 P-2 et 9 d'agent local). Le montant demandé de 338 700 dollars pour les autres objets de dépense permettra de couvrir les autres dépenses de personnel, les services de consultants et d'experts, les frais de voyage du personnel et les services contractuels. L'augmentation nette de 11 900 dollars est due aux dépenses supplémentaires prévues au titre des consultants et des voyages du personnel compensées en partie par la diminution des ressources demandées pour les services contractuels relatifs à la mise en page et à la diffusion des publications au titre du sous-programme.

18A.55 Les fonds extrabudgétaires (12 993 100 dollars) qui seront fournis dans le cadre d'accords bilatéraux permettront notamment de financer 1 D-1, 4 P-5, 4 P-4, 3 P-3 et 7 postes d'agent local. Les ressources prévues sont indispensables pour améliorer les activités d'analyse dans les domaines d'action prioritaires et, ainsi, intensifier l'élaboration et la diffusion des outils de connaissance et obtenir un consensus et un engagement politique pour l'application des moyens d'intervention prioritaires, afin de faire de la sécurité alimentaire et du développement durable en Afrique une réalité. Elles financeront l'exécution des projets opérationnels sur le renforcement de la capacité des États membres et des entités régionales et sous-régionales : a) d'élaborer et appliquer des politiques et programmes sur les changements climatiques et le développement par l'intermédiaire du Centre africain sur les politiques climatiques; et b) pour l'élaboration et l'application de politiques foncières en Afrique durant l'exercice 2012-2013. Elles financeront aussi : a) la tenue à jour et la gestion de systèmes d'information régionaux sur les marchés agricoles en Afrique; b) la mise au point d'outils analytiques ultramodernes pour améliorer la prise de décisions et débattre en connaissance de cause concernant l'agriculture et la transformation

rurale en Afrique; c) l'élaboration, la production et la diffusion de la publication en série du Rapport sur le développement durable en Afrique et de quatre publications isolées sur l'évaluation sous-régionale de certaines chaînes de valorisation pour les produits agricoles stratégiques; la transformation agricole et rurale de l'Afrique dans la nouvelle conjoncture mondiale : défis, possibilités et solutions possibles; et recueil de cinq rapports d'examen régionaux présentés à la réunion d'application régionale pour l'Afrique au titre des préparatifs de la vingtième et de la vingt et unième session du Comité du développement durable; d) l'élaboration de produits communs dans le cadre des préparatifs régionaux de Rio +20; et e) la fourniture d'un appui aux pays membres au titre de la mise en place de plates-formes de gestion des connaissances sur les échanges.

Sous-programme 3 Gouvernance et administration publique

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 6 021 100 dollars

- 18A.56 Les activités inscrites à ce sous-programme relèvent de la responsabilité de la Division de la gouvernance et de l'administration publique. La Division s'attachera à faire en sorte que la gestion du secteur public soit plus efficace et plus participative, à développer le secteur privé et à promouvoir la participation de la société civile. Le sous-programme sera exécuté conformément à la stratégie exposée dans le sous-programme 3 du programme 14 du cadre stratégique pour la période 2012-2013.

Tableau 18A.15

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Renforcer le respect des pratiques de bonne gouvernance dans tous les secteurs de la société, et le développement du secteur privé en appui aux processus du Mécanisme d'évaluation intra-africaine et du NEPAD, et dans le contexte des objectifs de développement convenus sur le plan international, dont les objectifs du Millénaire pour le développement

Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès
a) Amélioration de la capacité des pays africains de respecter des pratiques de bonne gouvernance, en appui à l'Union africaine et à ses programmes du NEPAD et du Mécanisme d'évaluation intra-africaine	<p>a) Augmentation du nombre d'États membres qui respectent les pratiques optimales et les politiques de bonne gouvernance adaptées</p> <p><i>Mesure des résultats</i> 2008-2009 : 10 États membres 2010-2011 (estimation) : 12 États membres 2012-2013 (objectif) : 18 États membres</p>
b) Amélioration de la capacité des institutions publiques africaines de répondre aux obligations de transparence, de responsabilité effective, d'efficacité et de fiabilité	<p>b) Augmentation du nombre d'institutions publiques africaines qui adoptent ou appliquent des méthodes et des outils adaptés</p> <p><i>Mesure des résultats</i> 2008-2009 : 12 institutions publiques africaines 2010-2011 (estimation) : 15 institutions publiques africaines</p>

	2012-2013 (objectif) : 18 institutions publiques africaines
c) Engagement accru de la société civile et du secteur privé dans des environnements propices à la bonne gouvernance et à la démocratisation des processus s'y rapportant	c) Augmentation du nombre d'États membres qui adoptent des mécanismes et des cadres réglementaires adaptés pour renforcer la participation des acteurs non étatiques
	<i>Mesure des résultats</i>
	2008-2009 : 12 États membres adoptant des mécanismes adaptés
	2010-2011 (estimation) : 15 États membres adoptant des mécanismes adaptés
	2012-2013 (objectif) : 18 États membres adoptant des mécanismes adaptés

Facteurs externes

- 18.A.57 Le sous-programme devrait permettre d'atteindre les objectifs visés et de parvenir aux réalisations escomptées si les conditions suivantes sont réunies : a) les gouvernements se montrent disposés à poursuivre les réformes d'orientation et institutionnelles et à mettre en place un environnement propice pour que les autres parties prenantes puissent contribuer efficacement aux processus de développement et de gouvernance; b) les États membres sont résolus à reconnaître l'importance de la mesure et de l'évaluation de la gouvernance et à mettre en place des systèmes efficaces pour fournir les services et utiliser les ressources publiques de façon améliorée; et c) les gouvernements sont disposés à continuer de participer au Mécanisme d'évaluation intra-africaine.

Produits

- 18A.58 Les produits de l'exercice biennal 2012-2013 seront les suivants :

- a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire) :
 - i) Services fonctionnels pour les réunions : troisième session du Comité de la gouvernance et de la participation populaire (4);
 - ii) Documentation à l'intention des organes délibérants : rapports au Comité sur la gouvernance et la participation populaire sur les progrès enregistrés dans l'application du plan d'action du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (1); l'état de la gouvernance en Afrique (1); les progrès enregistrés dans la promotion de la participation populaire et de la gouvernance en Afrique (1); le développement participatif dans le cadre de partenariats entre secteurs public et privé (1);
 - iii) Groupes spéciaux d'experts : renforcement du rôle des organisations de la société civile dans les pays émergeant d'un conflit en Afrique (1); promotion de la gouvernance économique et la direction des entreprises en vue d'améliorer l'investissement privé en Afrique (1); rôle des institutions dans les processus de développement (1);
- b) Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires) :
 - i) Publications en série : Rapport sur la gouvernance en Afrique (1); l'évaluation mutuelle de l'efficacité de l'aide au développement (2);
 - ii) Publications isolées : régler les problèmes des flux financiers illicites en Afrique (1); questions transversales dans les processus du Mécanisme africain d'évaluation par les

- pairs (1); conception et architecture des accords de paix en Afrique (1); renforcement du rôle des organisations de la société civile dans les situations d'après conflit en Afrique (1); minorités et gouvernance sans exclusive (1); promotion de la gouvernance économique et de la direction des entreprises en vue d'améliorer l'investissement privé en Afrique (1); reconstruire les services publics au niveau infranational dans les pays émergeant d'un conflit : problèmes et défis (1); rôle des institutions dans le processus de développement (1); renforcement de la gouvernance institutionnelle dans le domaine des changements climatiques (1);
- iii) Expositions, visites guidées, conférences : voyages d'étude organisés à l'intention des entreprises africaines pour mieux les faire connaître et favoriser l'échange de données d'information sur la création d'entreprises dans le cadre de la coopération Sud-Sud (1);
 - iv) Brochures, fiches d'information, planches murales, pochettes de documentation : production de brochures de la Division de la gouvernance et de l'administration publique (1); cartes indiquant l'emplacement des organisations non gouvernementales en Afrique, en collaboration avec d'autres divisions de la CEA (1);
 - v) Manifestations spéciales : lancement et validation des publications de l'évaluation mutuelle de l'efficacité de l'aide au développement, en collaboration avec l'Union africaine (2); forum panafricain sur la promotion des possibilités d'investissement et le développement du secteur privé (1);
 - vi) Activités techniques : inauguration du portail Web du Centre africain pour la société civile (1); tenue à jour et gestion de la base de données des organisations non gouvernementales africaines (1);
 - vii) Apports à des produits communs : contribution aux réunions des groupes thématiques du Mécanisme de coordination régionale des Nations Unies pour l'Afrique (2);
- c) Coopération technique (budget ordinaire/ressources extrabudgétaires) :
- i) Services consultatifs : des services consultatifs seront fournis, sur leur demande, aux États membres, aux communautés économiques régionales, à l'Union africaine et son programme du NEPAD dans les domaines de la promotion de la bonne gouvernance, en particulier dans les pays émergeant d'un conflit, dans le cadre de programmes pluriannuels, du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs, du programme décennal des Nations Unies de renforcement des capacités pour l'Union africaine, et des objectifs du Millénaire pour le développement (2);
 - ii) Stages, séminaires et ateliers : renforcement des capacités aux fins de la mise en œuvre de partenariats entre les secteurs public et privé en Afrique (1); mise en place de partenariats entre secteurs public et privé en vue d'accroître les ressources pour les investissements soucieux du climat (1); renforcement des capacités des organisations de la société civile dans les pays émergeant d'un conflit en collaboration avec les communautés économiques régionales (1); réformes institutionnelles et renforcement des capacités y compris dans les pays touchés par un conflit (1); ateliers de renforcement des capacités des experts fonctionnels en s'attaquant aux contraintes touchant à l'offre : initiatives nouvelles/originales (1); atelier de formation à l'intention des parties prenantes, en particulier des organisations de la société civile dans les pays membres du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (2);
 - iii) Bourses et subventions : problèmes posés par les flux financiers illicites en Afrique (2); universitaires invités, chercheurs et stagiaires mis à contribution pour appuyer les activités que mène la CEA dans les domaines ayant trait à la gouvernance, y compris

l'élaboration du Rapport sur la gouvernance en Afrique, le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs et la gestion du secteur public (6);

- iv) Projets opérationnels : renforcement des capacités des États membres pour atteindre les objectifs en matière de gouvernance à l'appui du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (5 pays) (1); sensibilisation des organisations de la société civile en Afrique aux questions liées aux flux financiers illicites (1); renforcement des systèmes de gouvernance et de la participation publique en Afrique, notamment dans les pays émergeant d'un conflit en utilisant les résultats du Rapport sur la gouvernance en Afrique et le processus du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (40 pays) (1); renforcement des capacités des réseaux régionaux d'organisations de la société civile aux fins de leurs relations avec les communautés économiques régionales (IGAD, CEDEAO et SADC) (1); renforcement des capacités des institutions régionales et nationales pour lutter contre la corruption (1); appuyer et renforcer les institutions nationales et régionales dans cinq pays, quatre communautés économiques régionales et deux organisations regroupant des organisations de la société civile en utilisant les méthodes et outils de « Results for Africa Initiative » (1); fourniture d'un appui aux États membres qui cherchent à résoudre les problèmes des flux financiers illicites (6 missions) (1).

Tableau 18A.16

Ressources nécessaires : sous-programme 3

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2012-2013 (avant actuali- sation des coûts)			
	2010-2011	2012-2013 (avant actuali- sation des coûts)	2010-2011	2012-2013
Budget ordinaire				
Postes	5 604,8	5 604,8	27	27
Autres objets de dépense	393,2	416,3	—	—
Total partiel	5 998,0	6 021,1	27	27
Fonds extrabudgétaires	3 012,6	3 385,3	—	3
Total	9 010,6	9 406,4	27	30

18A.59 Le montant prévu (5 604 800 dollars) permettra de continuer à financer 27 postes (1 D-1, 4 P-5, 5 P-4, 5 P-3, 1 P-2 et 11 d'agent local). Le montant de 416 300 dollars au titre des autres objets de dépense couvrira les autres dépenses de personnel, les honoraires des consultants et experts, les frais de voyage et les services contractuels. L'augmentation nette de 23 100 dollars s'explique par des dépenses supplémentaires prévues pour la tenue de réunions de groupes d'experts (38 100 dollars) compensées en partie par une diminution des besoins pour les services contractuels d'édition, d'impression et de traduction (15 000 dollars).

18A.60 Les fonds extrabudgétaires (3 385 300 dollars) qui seront fournis dans le cadre d'accords bilatéraux permettront notamment de financer 1 P-4, 1 P-3 et 1 poste d'agent local. Ils permettront également de continuer d'apporter une assistance aux États membres par le biais du plan de travail révisé du sous-programme, qui couvre les problèmes conceptuels, analytiques et méthodologiques et nécessitera de faire appel à des services de consultant pour aboutir aux réalisations escomptées et renforcer les capacités internes. Les activités à entreprendre seront les suivantes : a) travaux de synthèse et d'analyse qui seront produits et largement diffusés en tant que publications isolées;

b) voyages d'étude organisés à l'intention des entreprises africaines pour mieux les faire connaître et favoriser l'échange de données d'information sur la création d'entreprises dans le cadre de la coopération Sud-Sud; c) bourses visant à appuyer les travaux de la CEA sur la gouvernance; d) inauguration du portail Web du Centre africain pour la société civile, tenue à jour et gestion de la base de données des ONG africaines; e) tenue de manifestations spéciales sur le forum panafricain sur le développement des investissements et du secteur privé et lancement et validation des publications de l'évaluation mutuelle de l'efficacité de l'aide au développement en collaboration avec l'Union africaine; et f) activités diverses, telles que réunions de groupes spéciaux d'experts, projets opérationnels et formation de groupes.

Sous-programme 4 Information et science et technologie au service du développement

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 5 973 300 dollars

- 18A.61 Les activités prévues au titre de ce sous-programme relèvent de la responsabilité de la Division des technologies de l'information et des communications et de la science et de la technique. Les activités de la Division continueront d'appuyer des stratégies tenant compte de la problématique hommes-femmes pour constituer et soutenir l'économie numérique de l'Afrique et créer un environnement favorable à une économie axée sur les connaissances grâce à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques et stratégies nationales, sous-régionales et régionales en matière de technologies de l'information et des communications (TIC), d'information géographique et de science et technique. Grâce à ses activités liées aux applications électroniques, le sous-programme élaborera des applications adaptées dans les domaines de l'électronique et de la technologie géospatiale pour la consolidation de l'économie numérique africaine et contribuera à l'amélioration des résultats dans divers secteurs socioéconomiques. Le sous-programme sera exécuté conformément à la stratégie exposée dans le détail dans le sous-programme 4 du programme 14 du cadre stratégique pour la période 2012-2013.

Tableau 18A.17

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Renforcer l'adaptation et l'application de programmes d'information, de science et technique et d'innovation appropriés et intégrés pour permettre l'entrée de l'Afrique dans l'économie du savoir

Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès
a) Amélioration de la capacité des pays africains d'élaborer, de mettre en œuvre et d'évaluer des politiques et stratégies nationales et sectorielles sans exclusive, qui tiennent compte de la problématique hommes-femmes, en matière d'information, de communication, de géoinformation et de science, technique et innovation	a) Augmentation du nombre de pays qui ont élaboré, mis en œuvre et évalué ou révisé leurs politiques et programmes intégrés de TIC, de géoinformation et de science et technique <i>Mesure des résultats</i> 2008-2009 : sans objet 2010-2011 (estimation) : 40 pays 2012-2013 (objectif) : 45 pays

b) Renforcement de la capacité des États membres de promouvoir et mobiliser les technologies de l'information et des communications, la géoinformation, la science, la technique et l'innovation aux fins du développement aux niveaux national, sous-régional et régional

b) i) Augmentation du nombre d'initiatives nationales, sous-régionales et régionales, y compris des programmes pilotes et des réseaux de savoir, prises pour mettre l'innovation au service du développement

Mesure des résultats

2008-2009 : sans objet

2010-2011 (estimation) : 34 initiatives

2012-2013 (objectif) : 40 initiatives

ii) Plus grande utilisation des ressources d'information et de savoir et d'applications électroniques élaborées aux niveaux national, régional et mondial

Mesure des résultats

2008-2009 : sans objet

2010-2011 (estimation) : 20 cas d'utilisation des ressources de savoir et d'applications électroniques

2012-2013 (objectif) : 28 cas d'utilisation des ressources de savoir et d'applications électroniques

Facteurs externes

18A.62 Le sous-programme devrait permettre d'atteindre les objectifs visés et de parvenir aux réalisations escomptées si les conditions suivantes sont réunies : a) les gouvernements continuent à faire une place prioritaire aux technologies de l'information et des communications et à la science et à la technique dans leurs politiques de développement; b) les gouvernements allouent des ressources budgétaires à titre prioritaire aux activités identifiées dans les domaines des TIC, de la géoinformation, de la science, de la technique et de l'innovation aux fins du développement; c) les partenaires continuent de prêter leur concours à diverses activités ayant trait au sous-programme; et d) les parties prenantes continuent de prendre part à diverses activités relatives au sous-programme aux niveaux national, sous-régional et mondial.

Produits

18A.63 Les produits de l'exercice biennal 2012-2013 seront les suivants :

- a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire) :
 - i) Services fonctionnels pour les réunions : troisième session du Comité de l'information, des sciences et des technologies pour le développement (4);
 - ii) Documentation à l'intention des organes délibérants : rapport au Comité de l'information, des sciences et des technologies pour le développement (1);
 - iii) Groupes spéciaux d'experts : Comité consultatif technique africain sur l'initiative de la Société africaine de l'information (1); réunion sur un cadre juridique facilitateur pour l'utilisation de la géoinformation en Afrique (1); réunion des Groupes consultatifs scientifiques et techniques sur l'exploitation du potentiel de la science, de la technologie et de l'innovation au service du développement (1);

- iv) Assistance aux représentants, rapporteurs : appui fonctionnel aux États membres, communautés régionales économiques, à l'Union africaine et à son programme du NEPAD dans le contexte du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs, du programme décennal de renforcement des capacités pour l'Union africaine, des programmes pluriannuels et des objectifs du Millénaire pour le développement (1);
- b) Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires) :
 - i) Publications en série : tendances en matière d'innovations et de connaissances dans le cadre de l'application des politiques nationales de développement (2);
 - ii) Publications isolées : pratiques optimales dans le domaine des politiques relatives à la science, la technologie et l'innovation (1); directives pour la mise au point et l'utilisation de la cartographie locale en ligne (1); lignes directrices relatives aux pratiques optimales en matière d'acquisition, de stockage, de tenue à jour et de diffusion de lots de données géospatiales fondamentales (1); cadres juridiques et réglementaires nationaux et régionaux pour l'économie du savoir (1); le rôle des technologies de l'information et des communications en faveur de la facilitation des échanges et de l'intégration régionale (1);
 - iii) Expositions, visites guidées, conférences : expositions à l'intention des décideurs, lors de rencontres importantes, sur l'utilisation des sources et des services d'information (1);
 - iv) Brochures, fiches d'information, planches murales, pochettes de documentation : élaboration de notes d'information et d'orientation sur les questions touchant à l'économie du savoir (2);
 - v) Manifestations spéciales : Conférence sur la science en Afrique (1);
 - vi) Activités techniques : base de données géospatiales, bureaux d'échange, services en ligne, outils de géoinformation pour des applications, modules d'apprentissage en ligne et observatoires en ligne sur les technologies de l'information et des communications en faveur du développement (1); expériences nationales dans le domaine de l'acquisition et de la diffusion de technologies (1); réseaux virtuels de partage de connaissances et gestion d'espaces de travail thématiques pour les communautés de praticiens (1); portail du réseau africain de bibliothèques virtuelles et d'information (2); accès au portail des connaissances scientifiques en Afrique (2);
 - vii) Services fonctionnels à fournir pour les réunions interinstitutions : réunion interinstitutions sur les activités dans l'espace extra-atmosphérique (1); réunion sur la suite donnée au Sommet mondial sur la société de l'information (1); réunions des groupes thématiques et sous-groupes thématiques du Mécanisme régional de coordination de l'appui des Nations Unies à l'Union africaine et à son programme du NEPAD (groupe thématique de la science et de la technologie à l'appui du NEPAD, groupe thématique africain de la science et de la technologie, groupe thématique sur l'infrastructure) (1); consultations du groupe de travail des Nations Unies sur l'information géographique (1);
 - viii) Apports à des produits communs : apports aux réunions des conseils de direction du Centre d'excellence (notamment Centre régional de formation aux techniques des levés aériens, Centre régional de la cartographie des ressources de développement, Organisation africaine de cartographie et de télédétection, Association africaine de télédétection pour l'environnement, systèmes d'information géographique en Afrique) (1); apports aux réunions des groupes thématiques du Mécanisme de coordination régionale pour l'Afrique (2); apports au Centre régional africain de technologie (1);

appui fonctionnel à la Conférence ministérielle africaine sur les technologies de l'information et des communications (1); appui fonctionnel à la Conférence de l'Union africaine des ministres de la science et de la technologie (1); Commission de la science et de la technique au service du développement : Groupe des Nations Unies sur la société de l'information (1);

c) Coopération technique (budget ordinaire/ressources extrabudgétaires) :

- i) Stages, séminaires et ateliers : séminaire sur les technologies de l'information et des communications pour la gestion des catastrophes et l'atténuation du changement climatique (1); séminaire sur la science du changement climatique (1); séminaire sur les technologies de l'information et des communications, l'innovation et la croissance économique (1); séminaire sur les cadres juridiques et réglementaires nationaux et régionaux pour l'économie du savoir (1); séminaire sur le rôle des technologies de l'information et des communications pour la facilitation des échanges et l'intégration régionale (1);
- ii) Bourses d'études et subventions : universitaires invités, chercheurs et stagiaires mis à contribution pour renforcer les capacités nationales aux fins de l'utilisation des technologies de l'information et des communications, de la géoinformation, de la science et de la technique au service du développement socioéconomique (6);
- iii) Projets opérationnels : renforcement du Centre d'information et de science et technologie pour l'Afrique (1); promotion de la science, de la technologie et de l'innovation en Afrique (1); promotion de la société de l'information et de l'économie du savoir en Afrique, en mettant un accent spécial sur les tendances naissantes et les services gouvernementaux géomatisés (données et produits d'information spatiaux) aux niveaux régional et national (1).

Tableau 18A.18

Ressources nécessaires : sous-programme 4

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2010-2011	2012-2013 (avant actuali- sation des coûts)	2010-2011	2012-2013
Budget ordinaire				
Postes	5 594,3	4 846,6	40	37
Autres objets de dépense	1 175,4	1 126,7	—	—
Total partiel	6 769,7	5 973,3	40	37
Fonds extrabudgétaires	2 653,4	3 402,3	5	5
Total	9 423,1	9 375,6	45	42

18A.64 Le montant prévu (4 846 600 dollars), en baisse de 747 700 dollars, permettra de financer 37 postes (1 D-1, 2 P-5, 3 P-4, 5 P-3, 2 P-2 et 24 postes d'agent local). La baisse de 747 700 dollars résulte du transfert des postes suivants : a) un poste P-5 et un poste d'agent local, du fait du rattachement des activités d'information géographique au sous-programme 9 afin d'assurer la coordination et la supervision des activités de la CEA par le regroupement des domaines d'intervention en vue d'améliorer la cohérence dans le contexte des changements apportés à l'organisation de la Commission, qui ont été approuvés en mars 2010; et b) un poste P-4 à la

Section de la gestion des installations, en vue de renforcer les capacités nécessaires pour exécuter les nouvelles tâches résultant de la mise en service des nouveaux espaces de bureau début 2012. Le montant prévu au titre des autres objets de dépense (1 126 700 dollars) permettra de financer les heures supplémentaires, les honoraires des consultants et experts, les frais de voyage, les services contractuels et les fournitures et accessoires. La diminution de 48 700 dollars résulte d'économies réalisées dans l'emploi des fournitures et accessoires.

- 18A.65 Les fonds extrabudgétaires, d'un montant de 3 402 300 dollars, seront dégagés dans le cadre d'accords bilatéraux. Ils serviront à financer cinq postes (1 P-3, 1 P-2 et 3 postes d'agent local) et des activités visant à renforcer l'adaptation et l'application de programmes d'information, d'information géographique, de science, de technologie et d'innovation appropriés et intégrés pour permettre l'entrée de l'Afrique dans l'économie du savoir. Les activités menées dans ce domaine amélioreront la capacité des pays africains d'élaborer, de mettre en œuvre et d'évaluer des politiques et stratégies de développement nationales et sectorielles, sans exclusive et intégrant la dimension hommes-femmes, en matière de géo-information, de communication et de science, de technologie et d'innovation, ainsi que la disponibilité et l'utilisation de la science, de la technique et de l'innovation au service du développement aux échelons national, sous-régional et régional. Ils permettront notamment de fournir et de financer les produits suivants : a) stages, séminaires et ateliers de formation; b) bourses d'études et subventions; c) projets opérationnels; et d) activités de fond diverses (documentation technique et publications isolées, notamment).

Sous-programme 5 Commerce, coopération économique et intégration régionale

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 4 662 200 dollars

- 18A.66 Les activités inscrites à ce sous-programme relèvent de la Division de l'intégration régionale, de l'infrastructure et du commerce. Celle-ci s'attachera notamment à promouvoir le commerce intra-africain et la coopération monétaire et financière dans et entre les communautés économiques régionales, et à renforcer la coopération et l'intégration régionales. Le sous-programme sera exécuté conformément à la stratégie exposée dans le sous-programme 5 du programme 14 du cadre stratégique pour la période 2012-2013.

Tableau 18A.19

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'organisation : Encourager la création de zones de libre-échange, de marchés communs et d'unions monétaires au sein des communautés économiques régionales pour accélérer l'intégration économique et physique sous-régionale et régionale dans le cadre de la vision et des priorités de l'Union africaine et du NEPAD

Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès
a) Plus grande harmonisation et mise en œuvre des politiques et des programmes dans les secteurs du commerce et de l'intégration des marchés, de l'intégration physique et de la libre circulation des personnes et des marchandises entre les communautés économiques régionales et au sein de celles-ci	a) i) Augmentation du nombre de pays qui ont adhéré aux zones de libre-échange entre les communautés économiques régionales et du nombre de protocoles sur la libre circulation des personnes et l'intégration physique qui sont intégralement mis en œuvre

- Mesure des résultats*
 2008-2009 : 30 pays
 2010-2011 (estimation) : 34 pays
 2012-2013 (objectif) : 38 pays
- ii) Augmentation du nombre de politiques et de programmes harmonisés et mis en œuvre par les États membres
- Mesure des résultats*
 2008-2009 : 5 politiques et programmes
 2010-2011 (estimation) : 10 politiques et programmes
 2012-2013 (objectif) : 16 politiques et programmes
- b) Capacité renforcée pour l'harmonisation et la convergence des politiques et des programmes dans les zones d'intégration monétaire et financière au sein des communautés économiques régionales
- b) i) Augmentation du nombre de communautés économiques régionales qui sont parvenues à l'intégration monétaire et financière, soit par le passage à une monnaie unique soit par la convertibilité partielle des monnaies
- Mesure des résultats*
 2008-2009 : sans objet
 2010-2011 (estimation) : 9 communautés économiques régionales
 2012-2013 (objectif) : 12 communautés économiques régionales
- ii) Intensification de l'harmonisation et de la convergence des politiques et des programmes à l'intérieur des communautés économiques régionales
- Mesure des résultats*
 2008-2009 : 5 politiques bénéficiant d'une plus grande harmonisation et d'une plus grande convergence
 2010-2011 (estimation) : 6 politiques bénéficiant d'une plus grande harmonisation et d'une plus grande convergence
 2012-2013 (objectif) : 7 politiques bénéficiant d'une plus grande harmonisation et d'une plus grande convergence

c) Renforcement de la capacité des États membres de transversaliser et d'intégrer des politiques commerciales dans des stratégies nationales et régionales de développement menant à une participation effective au commerce bilatéral, régional et multilatéral et aux négociations commerciales

c) i) Augmentation du nombre de pays africains qui participent effectivement aux accords commerciaux bilatéraux, régionaux et multilatéraux

Mesure des résultats

2008-2009 : 5 pays

2010-2011 (estimation) : 10 pays

2012-2013 (objectif) : 15 pays

ii) Augmentation du nombre de politiques négociées et proposées par des pays africains dans les négociations commerciales multilatérales, bilatérales et régionales

Mesure des résultats

2008-2009 : 5 politiques

2010-2011 (estimation) : 15 politiques

2012-2013 (objectif) : 20 politiques

iii) Augmentation du nombre de stratégies de développement nationales et régionales transversalisées et intégrées pour un commerce efficace

Mesure des résultats

2008-2009 : 5 stratégies

2010-2011 (estimation) : 7 stratégies

2012-2013 (objectif) : 10 stratégies

Facteurs externes

18A.67 Le sous-programme devrait permettre d'atteindre les objectifs visés et de parvenir aux réalisations escomptées si les conditions suivantes sont réunies : a) les États membres et les communautés économiques régionales s'acquittent des obligations d'intégration économique inscrites dans la vision de l'Union africaine et son programme du NEPAD; b) les États membres et les communautés économiques régionales engagent des réformes institutionnelles et politiques résolues; c) les organismes des Nations Unies et les principaux partenaires (notamment la Commission de l'Union africaine, les communautés économiques régionales et la Banque africaine de développement) tirent parti de leur appui, en particulier par la mise en œuvre des programmes pluriannuels aux niveaux régional et sous-régional.

Produits

18A.68 Les produits de l'exercice 2012-2013 seront les suivants :

a) Service d'organismes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire) :

i) CEA : Comité de la coopération et de l'intégration régionales :

a. Services fonctionnels pour les réunions : huitième session du Comité (4);

b. Documentation à l'intention des organes délibérants : rapport d'activité au Comité sur le programme d'intégration régionale de l'Afrique (1); rapport au Comité sur le commerce intrarégional en Afrique (1); rapport au Comité sur le commerce

international et l'Afrique (1); rapport au Comité sur les évolutions et les progrès enregistrés dans le domaine du développement des infrastructures et de la mise en valeur des ressources naturelles en Afrique (1);

- ii) Groupes spéciaux d'experts : évaluation du stade atteint dans l'application des instruments et des mesures de facilitation des échanges et des transports en Afrique (1); diversification des exportations et commerce intra-industriel en Afrique (1); examen de l'état de l'intégration régionale en Afrique (1); vers une économie africaine émettant peu de carbone : moyens d'action pour renforcer la participation du secteur privé à la mise en œuvre des solutions axées sur l'énergie propre et renouvelable et sur l'efficacité énergétique (1);
 - iii) Assistance aux représentants et aux rapporteurs : appui fonctionnel à la mise en œuvre du Programme de développement des infrastructures en Afrique (2); appui fonctionnel aux groupes chargés de l'administration des couloirs de transit (1); appui fonctionnel aux États membres, aux communautés économiques régionales, à l'Union africaine et à son programme du NEPAD dans le cadre du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs, du Programme décennal de renforcement des capacités de l'Union africaine, des programmes pluriannuels et des objectifs du Millénaire pour le développement (1); appui fonctionnel à la Conférence des ministres africains chargés de l'énergie (2); appui fonctionnel à la Conférence des ministres africains chargés de la mise en valeur des ressources minérales (2); appui fonctionnel à la Conférence des ministres africains chargés des transports (2); appui fonctionnel à la Conférence des ministres africains chargés du commerce (2); appui fonctionnel à la Conférence des ministres africains chargés de l'intégration (2); appui fonctionnel au Comité de coordination de la Commission de l'Union africaine, de la Banque africaine de développement, de la Commission économique pour l'Afrique et des communautés économiques régionales (1); services fonctionnels pour la réunion annuelle du groupe de coordination du réseau ONU-Énergie/Afrique (2);
- b) Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires) :
- i) Publications en série : état de l'intégration régionale en Afrique (1);
 - ii) Publications isolées : stade atteint dans l'application des instruments et des mesures de facilitation des échanges et des transports en Afrique (1); diversification des exportations et commerce intra-industriel en Afrique (1); mise en œuvre de la Vision du régime minier de l'Afrique : orientations pour l'amélioration de l'action politique et réglementaire en Afrique (1); vers une économie africaine émettant peu de carbone : moyens d'action pour renforcer la participation du secteur privé à la mise en œuvre des solutions axées sur l'énergie propre et renouvelable et sur l'efficacité énergétique (1);
 - iii) Brochures, fiches d'information, planches murales, pochettes de documentation : élaboration de directives, de notes et d'outils en vue de concrétiser la Vision du régime minier de l'Afrique (2);
 - iv) Activités techniques : tenue d'une base de données statistiques sur la mise en valeur des infrastructures et des ressources naturelles (1); administration de l'Observatoire de l'intégration régionale en Afrique (2); réseaux virtuels d'échange de connaissances et gestion des espaces de travail thématiques pour les réseaux de praticiens (1);
 - v) Apports à des produits communs : lutte contre les flux de capitaux illicites en Afrique (1); contribution à la mise en œuvre de la Vision du régime minier de l'Afrique (1); contribution aux réunions des groupes thématiques du Mécanisme de coordination

régionale pour l'Afrique (2); promotion de la gouvernance économique et de la gouvernance d'entreprise en vue d'améliorer l'investissement privé en Afrique (1);

- c) Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires) :
- i) Stages, séminaires et ateliers : atelier régional sur l'échange des données d'expérience et des pratiques de référence dans les domaines de la convergence des politiques et de l'instauration de monnaies uniques dans les communautés économiques régionales (1); atelier régional sur la diversification des exportations et la facilitation des échanges en vue de stimuler le commerce intra-africain (1); atelier régional sur la prise en compte systématique de l'intégration régionale (1); atelier destiné aux États membres africains et aux communautés économiques régionales africaines sur l'action internationale menée en faveur de la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement n° 8 sur le partenariat mondial pour le développement : avancées réalisées, carences observées et enseignements tirés dans (1); atelier sur la constitution, l'utilisation, la gestion et la diffusion des statistiques relatives aux accidents de la route (1); atelier sur la Vision du régime minier de l'Afrique et sur les régimes miniers axés sur le développement (1); atelier tendant à renforcer les capacités nationales en matière d'accès aux fonds pour les technologies relatives aux énergies propres et en matière de négociation contractuelle (1);
 - ii) Conseils dispensés sur demande aux États membres, aux communautés économiques régionales, à l'Union africaine et à son programme du NEPAD dans les domaines de la promotion de l'intégration régionale, en particulier le renforcement des communautés économiques régionales, dans le cadre des programmes pluriannuels, du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs, du Programme décennal de renforcement des capacités de l'Union africaine et des objectifs du Millénaire pour le développement (2);
 - iii) Bourses de recherche et subventions : concours apporté à la CEA pour les universitaires invités, les chercheurs et les stagiaires dans les domaines de l'intégration régionale, du commerce, des infrastructures et de la mise en valeur des ressources naturelles (3);
 - iv) Projets opérationnels : renforcement de la capacité des États membres et des communautés économiques régionales d'augmenter la part de l'Afrique dans le commerce international (1); renforcement de la capacité des communautés économiques régionales de mettre en œuvre les instruments juridiques de facilitation des échanges et des transports (1); mise en œuvre du programme de travail du Programme de politiques de transport en Afrique subsaharienne (1); prise en compte transversale de l'intégration régionale dans les plans de développement nationaux (1); prise en compte systématique de la Vision du régime minier de l'Afrique dans les cadres d'harmonisation sous-régionaux des politiques minières (1); administration de l'Observatoire de l'intégration régionale en Afrique (1); appui au Mécanisme africain d'évaluation par les pairs et aux mécanismes de gouvernance (1).

Tableau 18A.20

Ressources nécessaires : sous-programme 5

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2010-2011	2012-2013 (avant actuali- sation des coûts)	2010-2011	2012-2013
Budget ordinaire				
Postes	3 319,0	4 149,7	16	19
Autres objets de dépense	538,7	512,5	–	–
Total partiel	3 857,7	4 662,2	16	19
Fonds extrabudgétaires	3 592,6	4 597,7	6	6
Total	7 450,3	9 259,9	22	25

18A.69 Le montant prévu (4 149 700 dollars), soit une hausse nette de 830 700 dollars, permettra de financer 19 postes (1 D-1, 3 P-5, 3 P-4, 4 P-3, 1 P-2 et 7 postes d'agent local). La hausse nette de 830 700 dollars résulte du transfert des postes suivants : a) 1 P-5, 2 P-3, 1 P-2 et 1 poste d'agent local, du fait du rattachement au sous-programme 5 de la composante commerce, qui dépendait initialement du sous-programme 1, ce qui devrait permettre de remédier à la dispersion de cette composante entre deux divisions; b) 1 P-4 et 1 poste d'agent local au sous-programme 1, du fait du rattachement à ce sous-programme des activités liées au NEPAD. Le montant prévu au titre des autres objets de dépense (512 500 dollars) servira à financer les heures supplémentaires, les honoraires des consultants et experts, les frais de voyage et les services contractuels. La diminution nette de 26 200 dollars s'explique par une baisse des dépenses prévues au titre des consultants compte tenu du programme de travail (35 600 dollars), contrebalancée en partie par une augmentation des dépenses prévues du fait de l'organisation pendant l'exercice 2012-2013 d'une réunion de groupe d'experts supplémentaire par rapport à l'exercice 2010-2011 (9 400 dollars).

18A.70 Les fonds extrabudgétaires (4 597 700 dollars), qui seront mobilisés dans le cadre d'accords bilatéraux et permettront notamment de financer 1 D-1, 1 P-4, 2 P-3 et 2 postes d'agent local, serviront à renforcer la capacité des États membres dans les domaines suivants : a) harmonisation et mise en œuvre de politiques et programmes dans les secteurs du commerce et de l'intégration des marchés, de l'intégration physique et de la libre circulation des personnes et des biens dans et entre les communautés économiques régionales; b) harmonisation et convergence des politiques et programmes dans les domaines de l'intégration monétaire et financière entre les communautés économiques régionales; c) intégration systématique des politiques commerciales dans les stratégies nationales et régionales de développement en vue d'une participation effective au commerce bilatéral, régional et multilatéral et aux négociations commerciales. Les fonds extrabudgétaires seront notamment utilisés pour financer les activités suivantes : a) le recours à des consultants et prestataires de services pour diverses publications; b) l'administration de l'Observatoire de l'intégration régionale de l'Afrique; c) l'appui fonctionnel à la Conférence des ministres africains chargés de différents domaines; d) les activités de coopération technique (stages, séminaires, ateliers, bourses et projets opérationnels, entre autres).

Sous-programme 6

Égalité des sexes et participation des femmes au développement

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 3 391 400 dollars

- 18A.71 Les activités prévues au titre de ce sous-programme relèvent du Centre africain pour le genre et le développement social. Le sous-programme visera à renforcer les effets de synergie et les liens entre le sous-programme 6 (Égalité des sexes et participation des femmes au développement) et le sous-programme 10 (Développement social) et à resserrer les liens avec les autres divisions de la CEA et les bureaux sous-régionaux, œuvrant à l'unisson en matière de planification, de mobilisation des ressources et d'exécution de programmes. Il continuera également de renforcer la collaboration avec la Commission de l'Union africaine, les communautés économiques régionales, la Banque africaine de développement, les partenaires du système des Nations Unies (par l'entremise des mécanismes de coordination régionale et de l'équipe de directeurs régionaux), les donateurs et les organisations et réseaux de la société civile, afin de favoriser l'exécution des programmes. Il sera exécuté conformément à la stratégie exposée dans le sous-programme 6 du programme 14 du cadre stratégique pour la période 2012-2013.

Tableau 18A.21

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Promouvoir l'égalité entre les sexes et l'émancipation de la femme en vue d'accélérer la mise en œuvre des engagements pris dans le cadre de l'examen de l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing +15, du Sommet du Millénaire et du Programme du NEPAD

Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès
a) Renforcement de la capacité des États membres d'intégrer la dimension sociale et la problématique hommes-femmes aux processus et politiques de développement	<p>a) i) Augmentation du nombre d'institutions nationales et d'organismes intergouvernementaux qui appliquent des politiques appropriées et intègrent le principe d'égalité entre les sexes et les facteurs sociaux dans les processus de développement</p> <p><i>Mesure des résultats</i> 2008-2009 : sans objet 2010-2011 (estimation) : sans objet 2012-2013 (objectif) : 10 institutions</p> <p>a) ii) Augmentation du nombre d'États membres en mesure d'adopter et d'appliquer des plans de développement tenant compte des questions de population et d'égalité entre les sexes comme convenu dans les textes issus de l'examen de l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le</p>

développement et de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing +15

Mesure des résultats

2008-2009 : sans objet

2010-2011 (estimation) : sans objet

2012-2013 (objectif) : 10 États membres

b) Renforcement de la capacité des États membres et des organismes intergouvernementaux de prendre systématiquement en compte le principe d'égalité entre les sexes et les droits de l'homme dans des politiques et des programmes

b) Augmentation du nombre d'institutions nationales et d'organismes intergouvernementaux qui utilisent ou appliquent des connaissances obtenues grâce à l'Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique, à l'établissement de modèles en matière d'égalité économique entre les sexes, à l'Observatoire africain des droits de la femme et à d'autres instruments ou instances appropriés

Mesure des résultats

2008-2009 : 27 institutions nationales et organismes intergouvernementaux

2010-2011 (estimation) : 40 institutions nationales et organismes intergouvernementaux

2012-2013 (objectif) : 48 institutions nationales et organismes intergouvernementaux

Facteurs externes

18A.72 Le sous-programme devrait permettre d'atteindre les objectifs visés et de parvenir aux réalisations escomptées si les conditions suivantes sont réunies : a) les États membres et les décideurs nationaux soutiennent les mesures prises dans le cadre du sous-programme et coopèrent pleinement à la prise en compte systématique de la problématique hommes-femmes et à la mise en œuvre des politiques et stratégies en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes en mobilisant les moyens humains et financiers voulus; b) les États membres, par l'intermédiaire de leurs institutions nationales, fournissent des données solidement étayées pour appuyer l'action menée par le Centre africain de la CEA pour le genre et le développement social; c) les moyens nécessaires pour assurer la mise en œuvre et le suivi des efforts menés par le Centre aux échelons national et sous-régional sont suffisants; et d) les partenaires du développement honorent les engagements qu'ils ont pris et continuent d'apporter leur soutien.

Produits

18A.73 Les produits de l'exercice 2012-2013 seront les suivants :

- a) Service d'organismes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire) :
 - i) Comité Femmes et développement :
 - a. Services fonctionnels pour les réunions : huitième session du Comité (4);
 - b. Documentation à l'intention des organes délibérants : rapport régional sur l'Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (1);

- rapport sur les travaux du sous-programme et les activités prévues (1); rapport au Comité sur la mise en œuvre des recommandations du Programme d'action de Beijing +15 (1);
- ii) Groupes spéciaux d'experts : examen du *Rapport sur les femmes en Afrique* (1); droits des femmes en Afrique : violences faites aux femmes (1); examen du rapport sur l'emploi du temps et la modélisation des politiques macroéconomiques (1);
- b) Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires) :
- i) Publications en série : *Rapport sur les femmes en Afrique* (1); inventaire des pratiques de référence relatives à la prise en compte systématique de la problématique hommes-femmes (1);
 - ii) Publications isolées : statistiques différenciées par sexe (1); droits des femmes en Afrique : violences faites aux femmes (1); rapport sur les changements climatiques en Afrique et la problématique hommes-femmes (1); rapport sur l'emploi du temps et élaboration de modèles macroéconomiques tenant compte de la problématique hommes-femmes (1);
 - iii) Activités techniques : Observatoire africain des droits de la femme (1); cyberréseau des mécanismes de défense de l'égalité des sexes (partage d'information et sensibilisation) (1);
 - iv) Apports à des produits communs : contribution aux réunions des groupes thématiques du Mécanisme de coordination régionale pour l'Afrique (2);
- c) Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires) :
- i) Services consultatifs : conseils dispensés sur demande aux États membres, aux communautés économiques régionales, aux organismes intergouvernementaux et aux organisations de la société civile dans le domaine de l'intégration systématique de la dimension hommes-femmes et des autres aspects sociaux dans les politiques et programmes de développement, dans le cadre des programmes pluriannuels, du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs, du Programme décennal de renforcement des capacités de l'Union africaine et des objectifs du Millénaire pour le développement (3);
 - ii) Stages, séminaires et ateliers de formation : atelier de renforcement des capacités dans le domaine de l'intégration des politiques en matière sociale et d'égalité des sexes dans les plans et stratégies de développement en Afrique (en collaboration avec l'Institut africain de développement économique et de planification) (1); ateliers sur l'intégration systématique de la dimension hommes-femmes et des autres aspects sociaux dans les politiques, programmes et stratégies au niveau national (1); ateliers visant à renforcer les droits des femmes en Afrique : violences faites aux femmes (1); atelier sur la problématique hommes-femmes et les changements climatiques en Afrique (1);
 - iii) Bourses de recherche et subventions : concours apporté par les universitaires invités, les chercheurs et les stagiaires sur les questions sociales et d'égalité des sexes, sur la modélisation de politiques macroéconomiques tenant compte de la problématique hommes-femmes et sur l'Indicateur du développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (1);
 - iv) Projets opérationnels : Observatoire africain des droits de la femme et cyberréseau des mécanismes de défense de l'égalité des sexes (1); évaluation du stade atteint dans l'application des déclarations et engagements régionaux et internationaux relatifs à

l'égalité des sexes et au développement social (1); intégration de la question des changements climatiques dans les stratégies et programmes en faveur de l'égalité des sexes aux échelons national, sous-régional et régional (1); appui à l'Union africaine et à son programme du NEPAD ainsi qu'aux communautés économiques régionales dans le domaine de l'égalité des sexes et du développement social, dans le cadre du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs, du Programme décennal de renforcement des capacités de l'Union africaine, des programmes pluriannuels et des objectifs du Millénaire pour le développement (1).

Tableau 18A.22

Ressources nécessaires : sous-programme 6

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2010-2011	2012-2013 (avant actuali- sation des coûts)	2010-2011	2012-2013
Budget ordinaire				
Postes	2 948,6	2 948,6	13	13
Autres objets de dépense	451,0	442,8	—	—
Total partiel	3 399,6	3 391,4	13	13
Fonds extrabudgétaires	4 022,5	4 480,4	6	6
Total	7 422,1	7 871,8	19	19

18A.74 Le montant prévu au titre des postes (2 948 600 dollars) permettra de financer 13 postes (1 D-1, 1 P-5, 2 P-4, 4 P-3, 1 P-2 et 4 postes d'agent local). Celui prévu au titre des autres objets de dépense (442 800 dollars) servira à financer les heures supplémentaires, les services de consultants et d'experts, les frais de voyage du personnel et les services contractuels. La diminution nette de 8 200 dollars s'explique par la baisse des dépenses prévues au titre des services contractuels (10 000 dollars) et des travaux contractuels d'imprimerie (7 500 dollars), contrebalancée en partie par une augmentation des dépenses prévues au titre des voyages du personnel liés aux services consultatifs dispensés sur demande (9 300 dollars).

18A.75 Les fonds extrabudgétaires (4 480 400 dollars), qui seront mobilisés dans le cadre d'accords bilatéraux et compléteront les ressources tirées du budget ordinaire pour assurer la fourniture des produits programmés, serviront à financer 1 P-5, 1 P-4, 1 P-3 et 3 postes d'agent local. Les activités à financer seront les suivantes : élaboration de trousseaux à outils opérationnelles permettant d'intégrer la dimension hommes-femmes et d'autres aspects sociaux dans les politiques, programmes et stratégies au niveau national; réalisation d'enquêtes sur l'emploi du temps et élaboration de modèles macroéconomiques tenant compte de la problématique hommes-femmes; élargissement de l'Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique; mise en œuvre et suivi des engagements mondiaux et régionaux; collecte de données et d'informations destinées à alimenter les publications en série consacrées au recueil des pratiques de référence dans le domaine de la prise en compte systématique de la problématique hommes-femmes et au *Rapport sur les femmes en Afrique*; renforcement des capacités des États membres et des communautés économiques régionales d'assurer le suivi et de rendre compte des progrès de l'Observatoire africain des droits de la femme et du cyberréseau. Les fonds extrabudgétaires compléteront également les ressources tirées du budget ordinaire pour les activités suivantes : l'organisation de réunions de groupes d'experts; le recrutement de consultants dans les domaines pour lesquels la

CEA ne dispose d'aucune compétence et dans le domaine de la collecte de données au niveau national; le financement des voyages du personnel liés à la fourniture de services techniques aux États membres; le recrutement d'universitaires invités et de boursiers chargés d'un travail d'analyse en rapport avec les produits du sous-programme.

Sous-programme 7

Activités sous-régionales de développement

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 28 445 100 dollars

- 18A.76 Les cinq bureaux sous-régionaux de la CEA chargés d'exécuter les composantes du sous-programme 7 sont respectivement situés à : a) Rabat, pour l'Afrique du Nord; b) Niamey, pour l'Afrique de l'Ouest; c) Yaoundé, pour l'Afrique centrale; d) Kigali, pour l'Afrique de l'Est; e) Lusaka, pour l'Afrique australe. La coordination des activités des bureaux sous-régionaux est assurée par le Bureau du Secrétaire exécutif de la CEA. Les activités menées au titre de ce sous-programme viseront essentiellement à renforcer l'appui technique apporté aux États membres et aux communautés économiques régionales pour améliorer leur capacité d'intégration régionale, en particulier dans leurs domaines prioritaires.
- 18A.77 Le sous-programme sera exécuté conformément à la stratégie exposée dans le sous-programme 7 du programme 14 du cadre stratégique pour la période 2012-2013.

a) Composante 1 : activités sous-régionales en Afrique du Nord

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 5 229 600 dollars

Tableau 18A.23

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Renforcer l'intégration régionale en Afrique du Nord en mettant l'accent sur les priorités des États membres de la sous-région en matière de développement socioéconomique, dans le cadre global du NEPAD et des objectifs de développement convenus à l'échelle internationale, notamment ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire, les priorités sous-régionales et la vision de l'Union africaine

Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès
a) Amélioration de la capacité des États membres de l'Union du Maghreb arabe et d'autres organisations intergouvernementales de formuler et mettre en œuvre des politiques et des programmes sectoriels et macroéconomiques harmonisés afin de répondre aux principales priorités de développement propres à la sous-région de l'Afrique du Nord	a) i) Augmentation du nombre de stratégies et de cadres d'action communs élaborés et adoptés dans les domaines prioritaires <i>Mesure des résultats</i> 2008-2009 : 8 stratégies et cadres d'action communs 2010-2011 (estimation) : 9 stratégies et cadres d'action communs 2012-2013 (objectif) : 10 stratégies et cadres d'action communs

	<p>ii) Augmentation du nombre d'États membres et d'organisations intergouvernementales comme l'Union du Maghreb arabe qui fournissent des informations sur la qualité des politiques et stratégies harmonisées qu'ils adoptent et mettent en œuvre</p> <p><i>Mesure des résultats</i> 2008-2009 : sans objet 2010-2011 (estimation) : 5 appréciations 2012-2013 (objectif) : 7 appréciations</p>
<p>b) Renforcement de la capacité de l'Union du Maghreb arabe de mettre en œuvre des programmes pluriannuels grâce à de meilleurs partenariats avec les principales parties prenantes, notamment les organisations intergouvernementales, les institutions des Nations Unies, la Banque asiatique de développement et le secrétariat du NEPAD</p>	<p>b) i) Augmentation du nombre de programmes et projets menés en commun avec les communautés économiques régionales respectives et les autres partenaires aux niveaux sous-régional et national</p> <p><i>Mesure des résultats</i> 2008-2009 : 5 programmes et projets communs 2010-2011 (estimation) : 6 programmes et projets communs 2012-2013 (objectif) : 7 programmes et projets communs</p> <p>ii) Augmentation du nombre de projets pour lesquels des ressources sont mises en commun avec les communautés économiques régionales en appui aux programmes pluriannuels</p> <p><i>Mesure des résultats</i> 2008-2009 : 8 projets 2010-2011 (estimation) : 9 projets 2012-2013 (objectif) : 10 projets</p>
<p>c) Intensification de la mise en réseau de l'information et des connaissances avec les principales parties prenantes engagées dans des activités de développement au niveau sous-régional, notamment les gouvernements, le secteur privé, la société civile, l'Union du Maghreb arabe et les institutions des Nations Unies</p>	<p>c) Augmentation du nombre de communautés de praticiens participant au programme d'échange de connaissances organisé par le Bureau sous-régional pour l'Afrique du Nord</p> <p><i>Mesure des résultats</i> 2008-2009 : 3 communautés de praticiens 2010-2011 (estimation) : 5 communautés de praticiens 2012-2013 (objectif) : 7 communautés de praticiens</p>

Facteurs externes

- 18A.78 Le sous-programme devrait permettre d'atteindre les objectifs visés et de parvenir aux réalisations escomptées si le bon déroulement des activités n'est pas entravé par les facteurs externes suivants :

a) instabilité politique ou conflits dans la sous-région et leurs conséquences sur le processus d'intégration régionale, en particulier refus de parvenir à des objectifs communs; b) crise internationale, telle que la crise financière et économique qui a eu des effets préjudiciables à la croissance et l'emploi; et c) changements climatiques et leurs répercussions dans la région.

Produits

18A.79 Les produits de l'exercice biennal 2012-2013 seront les suivants :

- a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire) :
 - i) Comité intergouvernemental d'experts du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique du Nord :
 - a. Services fonctionnels à fournir pour les réunions : session annuelle du Comité intergouvernemental d'experts du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique du Nord (8);
 - b. Documentation destinée aux organes délibérants : rapport annuel sur les travaux de la CEA en Afrique du Nord, notamment sur l'état d'avancement de l'exécution du programme pluriannuel (2); rapport sur les principales évolutions et perspectives économiques et sociales pour l'intégration régionale en Afrique du Nord (2); rapport sur les objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres programmes régionaux et internationaux et initiatives spéciales en Afrique du Nord (2);
 - ii) Groupes spéciaux d'experts : évaluation des implications de Rio +20 pour l'Afrique du Nord (1); égalité des sexes et développement rural au Maghreb (1); examen du rapport sur l'intégration régionale en Afrique du Nord, notamment la promotion de l'intégration financière et de la gouvernance régionale (1); examen du rapport sur l'intégration régionale en Afrique du Nord, y compris la modernisation et la diversification des économies de l'Afrique du Nord (1); renforcement de la protection sociale en Afrique du Nord (1);
 - iii) Aide aux représentants et rapporteurs : réunion annuelle du mécanisme sous-régional de coordination dans le cadre de l'appui du système des Nations Unies à l'Union africaine et au NEPAD, notamment dans le cadre du programme pluriannuel avec les communautés économiques régionales (2); services fonctionnels pour les travaux des équipes de pays des Nations Unies et les travaux des groupes thématiques du mécanisme régional de coordination des Nations Unies pour l'Afrique (2);
- b) Autres activités de fond (budget ordinaire et fonds extrabudgétaires) :
 - i) Publications en série : intégration régionale en Afrique du Nord (2);
 - ii) Publications isolées : rapport sur l'égalité des sexes et le développement rural au Maghreb (1); rapport sur la protection sociale en Afrique du Nord (1); rapport sur les implications de Rio +20 pour l'Afrique du Nord (1);
 - iii) Brochures, fiches d'information, planches murales, pochettes de documentation : notes d'information électroniques sur les principales activités du Bureau sous-régional pour l'Afrique du Nord, y compris sur d'autres initiatives sous-régionales (1); principales recommandations en matière de politiques du développement issues des recherches et études menées en Afrique du Nord (1);

- iv) Manifestations spéciales : colloque méditerranéen (2); forum nord-africain sur le développement : problèmes du développement en Afrique du Nord (1);
- v) Activités techniques : gestion de la base de données statistique pour l'Afrique du Nord (1); Observatoire de l'intégration régionale en Afrique du Nord (1); réseaux virtuels de connaissances et gestion d'espaces de travail thématiques pour les communautés de praticiens (1);
- c) Coopération technique (budget ordinaire et fonds extrabudgétaires) :
 - i) Services consultatifs : services consultatifs, sur demande, aux États membres, à l'Union du Maghreb arabe et à d'autres organisations sous-régionales et intergouvernementales dans le cadre des programmes pluriannuels; appui au programme décennal de renforcement des capacités des Nations Unies pour l'Union africaine, au Mécanisme africain d'évaluation par les pairs et concernant les objectifs du Millénaire pour le développement sur les problèmes institutionnels et sectoriels relatifs au renforcement de l'intégration régionale et de l'application du NEPAD en Afrique du Nord (3);
 - ii) Stages, séminaires et ateliers : séminaire pour les décideurs de haut niveau et d'autres parties prenantes sur la gouvernance et la politique sociale (1); séminaire pour les professionnels et d'autres parties prenantes sur les aspects sous-régionaux de la société du savoir (1); atelier pour les décideurs de haut niveau et d'autres parties prenantes sur le renforcement des capacités de suivi des États membres en ce qui concerne Rio +20 (1); atelier sur les outils d'évaluation des impacts des politiques régionales communes d'intégration dans le Maghreb (1); atelier sur l'évaluation de la société de l'information au Maghreb (1); atelier pour les professionnels et d'autres parties prenantes sur le Système de comptabilité nationale 2008 (1);
 - iii) Projets opérationnels : les technologies de l'information et des communications et l'efficacité énergétique au Maghreb (1).

Tableau 18A.24

Ressources nécessaires : sous-programme 7 a), composante 1

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2010-2011	2012-2013 (avant actuali- sation des coûts)	2010-2011	2012-2013
Budget ordinaire				
Postes	4 106,2	3 777,6	23	22
Autres objets de dépense	1 604,9	1 452,0	–	–
Total partiel	5 711,1	5 229,6	23	22
Fonds extrabudgétaires	173,8	590,8	1	1
Total	5 884,9	5 820,4	24	23

18A.80 Le montant de 3 777 600 dollars demandé à la rubrique Postes permettra de financer 22 postes (1 D-1, 1 P-5, 3 P-4, 4 P-3, 2 P-2, 2 administrateurs recrutés sur le plan national et 9 agents locaux). La diminution de 328 600 dollars s'explique par le transfert d'un poste de linguiste P-4 au Service des conférences de la CEA (Division de l'administration, Services communs et appui aux programmes) dans le cadre de la réorganisation en cours.

- 18A.81 Le montant de 1 452 000 dollars demandé à la rubrique Autres objets de dépense servira à financer les autres dépenses de personnel, les services de consultants et d'experts, les voyages du personnel, les services contractuels, les frais généraux de fonctionnement, les fournitures et accessoires, ainsi que le mobilier et le matériel. La diminution nette de 152 900 dollars s'explique principalement par la diminution du nombre des réunions des groupes spéciaux d'experts, la diminution des dépenses au titre des services contractuels, des achats de fournitures et d'accessoires ainsi que de mobilier et de matériel. Ces économies sont en partie annulées par les crédits supplémentaires demandés au titre des services de consultants et des frais généraux de fonctionnement.
- 18A.82 Les fonds extrabudgétaires d'un montant de 590 800 dollars, qui proviendront de sources bilatérales (551 700 dollars) et d'un appui au programme restant à obtenir (39 100 dollars), permettront de donner suite aux recommandations issues des réunions du Comité intergouvernemental d'experts sur la nécessité de mettre en place un processus de consultation élargi, destiné à renforcer la sensibilisation et le consensus concernant les questions essentielles de développement qui revêtent une importance particulière pour tous les pays d'Afrique du Nord; ils permettront aussi de renforcer la capacité des États membres à traiter les problèmes nouveaux. Ils serviront également au financement de plusieurs activités, notamment les manifestations spéciales et les activités de coopération technique menées dans le cadre du sous-programme, telles que la formation en groupe, les séminaires et les ateliers.

b) Composante 2 : activités sous-régionales pour l'Afrique de l'Ouest

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 5 750 600 dollars

Tableau 18A.25

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Renforcer l'intégration régionale dans la sous-région dans le cadre global du NEPAD et réaliser les objectifs de développement convenus à l'échelle internationale, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement, compte tenu des besoins particuliers de l'Afrique, des priorités sous-régionales (Vision 20/20 de la CEDEAO) et de la vision de l'Union africaine

Réalisations escomptées du Secrétariat

Indicateurs de succès

a) Amélioration de la capacité des États membres, de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de l'Union économique et monétaire ouest-africaine, de l'Union du fleuve Mano et d'autres organisations intergouvernementales et de la société civile de formuler et mettre en œuvre des politiques macroéconomiques et des programmes sectoriels, notamment pour l'intégration du principe d'égalité entre les sexes

a) Augmentation du nombre de mesures communes adoptées et mises en œuvre par les États membres, des organisations intergouvernementales et des organisations non gouvernementales, telles qu'elles figurent dans leurs documents de stratégie et programmes

Mesure des résultats

2008-2009 : 20 mesures communes
2010-2011 (estimation) : 25 mesures communes
2012-2013 (objectif) : 30 mesures communes

b) Amélioration de la mise en réseau entre les principales parties prenantes œuvrant dans le domaine du développement, notamment les États membres, les organisations intergouvernementales, les communautés économiques régionales, les organisations de la société civile, les équipes de pays des Nations Unies et les autres entités sous-régionales	b) Augmentation du nombre de programmes et projets menés en commun avec la CEDEAO dans le contexte des programmes pluriannuels et du programme de la Vision 20/20 <i>Mesure des résultats</i> 2008-2009 : 7 projets communs 2010-2011 (estimation) : 10 projets communs 2012-2013 (objectif) : 14 projets communs
c) Renforcement de la capacité des communautés économiques régionales et des États membres de formuler et mettre en œuvre des politiques en matière de règlement des conflits et de reconstruction après les conflits	c) Augmentation du nombre de politiques pertinentes formulées par les États membres et les communautés économiques de la sous-région <i>Mesure des résultats</i> 2008-2009 : 5 politiques formulées 2010-2011 (estimation) : 8 politiques formulées 2012-2013 (objectif) : 20 politiques formulées

Facteurs externes

- 18A.83 Le sous-programme devrait permettre d'atteindre les objectifs visés et de parvenir aux réalisations escomptées si les conditions suivantes sont réunies : a) les États membres appliquent effectivement les mesures et les mécanismes institutionnels communs sur lesquels ils se sont entendus; b) les États membres donnent corps aux principes régissant le NEPAD (y compris l'intégration régionale et la résolution des conflits) et les objectifs du Millénaire pour le développement en lançant des programmes de développement nationaux; c) les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales soutiennent le NEPAD et sont déterminées à coopérer plus étroitement entre elles et avec le Bureau de la CEA dans la sous-région; et d) les partenaires de l'aide au développement harmonisent leurs politiques et leurs programmes pour soutenir les efforts de développement économique et social menés aux niveaux national et sous-régional.

Produits

- 18A.84 Les produits de l'exercice biennal 2012-2013 seront les suivants :
- a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire) :
 - i) Comité intergouvernemental d'experts du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest :
 - a. Services fonctionnels à fournir pour les réunions : session annuelle du Comité intergouvernemental d'experts du Bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest (8);
 - b. Documentation destinée aux organes délibérants : rapport annuel sur les travaux de la CEA en Afrique de l'Ouest, notamment sur l'état d'avancement de l'exécution du programme pluriannuel (2); rapport sur l'état d'avancement des objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres programmes régionaux et internationaux et initiatives spéciales dans la sous-région (2); rapport en collaboration avec la CEDEAO sur les principales évolutions et perspectives économiques et sociales pour l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest (2);
 - ii) Groupes spéciaux d'experts : renforcement de la plateforme des organisations intergouvernementales d'Afrique de l'Ouest (1); renforcement de l'activité minière

artisanale et à petite échelle en faveur du développement socioéconomique, de la réduction de la pauvreté et de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en Afrique de l'Ouest (1); renforcement des capacités des pays d'Afrique de l'Ouest en matière d'économie verte en vue d'atténuer les changements climatiques (1); renforcement de la capacité des pays d'Afrique de l'Ouest à mobiliser les énergies renouvelables pour l'alimentation en électricité, la réduction de la pauvreté et l'atténuation des changements climatiques (2012) (1);

- iii) Aide aux représentants et rapporteurs : réunion annuelle du mécanisme sous-régional de coordination dans le cadre de l'appui des institutions des Nations Unies à l'Union africaine et au NEPAD (2); appui fonctionnel aux travaux des équipes de pays des Nations Unies ainsi qu'aux travaux des groupes thématiques du mécanisme régional de coordination des Nations Unies pour l'Afrique (2); appui fonctionnel au renforcement de la CEDEAO et d'autres organisations intergouvernementales sous-régionales, y compris l'évaluation annuelle du programme pluriannuel du Bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest et de la CEDEAO (1);
- b) Autres activités de fond (budget ordinaire et fonds extrabudgétaires) :
 - i) Publications en série : Intégration régionale en Afrique de l'Ouest (2);
 - ii) Publications isolées : rapport sur la prise en compte systématique de la problématique hommes-femmes dans le développement de l'esprit d'entreprise en Afrique de l'Ouest (1); rapport sur le renforcement de l'activité minière artisanale et à petite échelle en faveur du développement socioéconomique, de la réduction de la pauvreté et de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en Afrique de l'Ouest (1); rapport sur le renforcement des capacités des pays d'Afrique de l'Ouest en matière d'économie verte en vue d'atténuer les changements climatiques (1); rapport sur le renforcement de la capacité des pays d'Afrique de l'Ouest à mobiliser les énergies renouvelables pour l'alimentation en électricité, la réduction de la pauvreté et l'atténuation des changements climatiques (1);
 - iii) Brochures, fiches d'information, planches murales, pochettes de documentation : notes d'information électroniques sur les principales activités du Bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest, y compris le programme d'aide technique de la CEA (1); questions nouvelles en Afrique de l'Ouest (1);
 - iv) Supports techniques : gestion de la base de données statistique de l'Afrique de l'Ouest (1); observatoire de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest (1); réseaux virtuels de connaissances et gestion d'espaces de travail thématiques pour les communautés de praticiens (1);
- c) Coopération technique (budget ordinaire et fonds extrabudgétaires) :
 - i) Services consultatifs, sur demande, aux États membres, à la CEDEAO et à d'autres organisations sous-régionales et intergouvernementales dans le cadre des programmes pluriannuels; appui au programme décennal de renforcement des capacités des Nations Unies pour l'Union africaine, le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs et les objectifs du Millénaire pour le développement concernant les problèmes institutionnels et sectoriels relatifs au renforcement de l'intégration régionale et à la mise en œuvre du NEPAD en Afrique de l'Ouest (10);
 - ii) Stages, séminaires et ateliers : ateliers pour les décideurs et d'autres parties prenantes sur le renforcement du programme de développement communautaire dans la région de la CEDEAO (1); atelier pour les décideurs de haut niveau et d'autres parties prenantes

sur la création et la mise en œuvre d'un cadre institutionnel et stratégique favorable à l'intervention du secteur privé dans l'élaboration de projets énergétiques (1); atelier pour les décideurs de haut niveau et d'autres parties prenantes sur l'harmonisation de la politique minière dans la mise en œuvre de la directive de la CEDEAO sur l'exploitation minière et la réalisation de la Vision africaine pour l'industrie minière en Afrique de l'Ouest (1);

- iii) Projets opérationnels : renforcement des capacités de coordination des politiques de gestion des ressources naturelles dans la région de la CEDEAO (1); renforcement de l'appui institutionnel aux organisations intergouvernementales d'Afrique de l'Ouest qui s'occupent de problèmes de développement comme l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (1).

Tableau 18A.26

Ressources nécessaires : sous-programme 7b), composante 2

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2010-2011	2012-2013 (avant actuali- sation des coûts)	2010-2011	2012-2013
Budget ordinaire				
Postes	4 233,5	4 233,5	22	22
Autres objets de dépense	1 551,9	1 517,1	—	—
Total partiel	5 785,4	5 750,6	22	22
Fonds extrabudgétaires	173,8	682,7	—	1
Total	5 959,2	6 433,3	23	23

18A.85 Le montant de 4 233 500 dollars demandé à la rubrique Postes permettra de financer 22 postes (1 D-1, 2 P-5, 5 P-4, 2 P-3, 2 P-2, 2 administrateurs recrutés sur le plan national et 8 agents locaux). Le montant de 1 517 100 dollars demandé à la rubrique Autres objets de dépense servira à financer les autres dépenses de personnel, les services de consultants et d'experts, les voyages du personnel, les services contractuels, les frais généraux de fonctionnement, les fournitures et accessoires, ainsi que le mobilier et le matériel. La diminution nette de 34 800 dollars s'explique par la réduction des besoins au titre de l'aide temporaire pour les réunions, des services contractuels, des fournitures et accessoires, et du mobilier et du matériel, faisant suite à une utilisation accrue des capacités internes en ce qui concerne l'aide temporaire pour les réunions et les services contractuels. Cette diminution est annulée par des besoins supplémentaires au titre des services contractuels, compte tenu de l'augmentation du nombre d'études devant être réalisées pendant l'exercice biennal 2012-2013, et au titre des frais généraux de fonctionnement du fait de l'augmentation du coût de l'entretien des locaux et des communications.

18A.86 Les fonds extrabudgétaires (682 800 dollars), qui devraient provenir de sources bilatérales (643 700 dollars) et d'un appui aux programmes restant à obtenir (39 100 dollars) pendant l'exercice biennal 2012-2013, serviront à répondre à la demande de travaux/d'activités de renforcement des capacités venant appuyer les programmes sous-régionaux de développement prioritaires; à appuyer la contribution du Bureau sous-régional en faveur de l'intégration régionale et de l'exécution d'initiatives d'aide technique devant permettre de répondre aux besoins des États membres, dans des domaines tels que la sécurité alimentaire et les pénuries d'énergie, le renforcement des capacités nationales et sous-régionales en matière d'élaboration de stratégies

minières, l'élaboration de politiques énergétiques et le renforcement du programme de développement communautaire de la CEDEAO, qui doit aider à surmonter les principales difficultés en matière de développement en Afrique de l'Ouest. Par ailleurs, la mise en œuvre des projets opérationnels s'effectuera en conformité avec le programme pluriannuel et la Vision 20/20 de la CEDEAO.

c) Composante 3 : activités sous-régionales en Afrique centrale

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 5 865 400 dollars

Tableau 18A.27

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Renforcer l'intégration régionale en Afrique centrale dans le cadre global du NEPAD, des objectifs du Millénaire pour le développement et des autres nouveaux défis de portée mondiale, compte tenu des besoins particuliers de l'Afrique, des priorités sous-régionales et de la vision de l'Union africaine

Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès
a) Amélioration de la capacité des États membres, des communautés économiques régionales de l'Afrique centrale, à savoir la Communauté économique des États d'Afrique centrale et l'Union économique et monétaire de l'Afrique centrale, et d'autres organisations intergouvernementales de formuler et mettre en œuvre des politiques macroéconomiques et des programmes sectoriels harmonisés pour traiter les principales priorités d'intégration sous-régionale de l'Afrique centrale	<p>a) i) Augmentation du nombre de politiques macroéconomiques et sectorielles formulées ou mises en œuvre dans la sous-région</p> <p><i>Mesure des résultats</i> 2008-2009 : 4 politiques macroéconomiques et sectorielles formulées 2010-2011 (estimation) : 6 politiques macroéconomiques et sectorielles formulées 2012-2013 (objectif) : 7 politiques macroéconomiques et sectorielles formulées</p> <p>ii) Augmentation du nombre d'États membres, de communautés économiques régionales et d'organisations intergouvernementales qui fournissent des informations sur la qualité des politiques et stratégies harmonisées qu'ils adoptent et mettent en œuvre</p> <p><i>Mesure des résultats</i> 2008-2009 : sans objet 2010-2011 (estimation) : 6 retours d'information d'États membres et de communautés économiques régionales 2012-2013 (objectif) : 7 retours d'information d'États membres et de communautés économiques régionales</p>

b) Renforcement de la capacité des communautés économiques régionales de l'Afrique centrale et de leurs institutions spécialisées de mettre en œuvre leurs fonds communautaires de compensation et de développement aux fins de l'exécution de projets d'intégration

b) i) Augmentation du nombre de règles harmonisées et appliquées en vue de l'institution d'un marché commun unique en Afrique centrale

Mesures des résultats

2008-2009 : 6 règles harmonisées et appliquées

2010-2011 (estimation) : 8 règles harmonisées et appliquées

2012-2013 (objectif) : 10 règles harmonisées et appliquées

ii) Accroissement du nombre de communautés économiques et d'institutions spécialisées de la sous-région qui mettent en œuvre des fonds régionaux et des projets d'intégration appropriés

Mesure des résultats

2008-2009 : sans objet

2010-2011 (estimation) : 6 communautés économiques et institutions spécialisées de la sous-région

2012-2013 (objectif) : 7 communautés économiques et institutions spécialisées de la sous-région

c) Renforcement de la capacité des communautés économiques régionales et des États membres de formuler des politiques de relèvement après les conflits

c) Augmentation du nombre de politiques pertinentes formulées par les États membres et les communautés économiques régionales de l'Afrique centrale

Mesure des résultats

2008-2009 : sans objet

2010-2011 (estimation) : 2 politiques pertinentes formulées

2012-2013 (objectif) : 3 politiques pertinentes formulées

Facteurs externes

18A.87 Le sous-programme devrait permettre d'atteindre les objectifs visés et de parvenir aux réalisations escomptées si le bon déroulement des activités n'est pas entravé par les facteurs externes suivants : a) instabilité politique, notamment dans les pays sortant d'un conflit; b) affaiblissement de la gouvernance économique et politique; et c) faible réactivité des institutions régionales et des États membres concernant la mise en œuvre des programmes régionaux d'intégration.

Produits

18A.88 Les produits de l'exercice biennal 2012-2013 seront les suivants :

a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire) :

- i) Comité intergouvernemental d'experts du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique centrale :
 - a. Services fonctionnels à fournir pour les réunions : session annuelle du Comité intergouvernemental d'experts du Bureau sous-régional pour l'Afrique centrale (8);
 - b. Documentation destinée aux organes délibérants : rapport annuel sur l'état d'avancement des nouvelles technologies de l'information destinées à soutenir le développement en Afrique centrale (2); rapports annuels sur les travaux de la CEA en Afrique centrale, notamment l'état d'avancement de l'exécution du programme pluriannuel (2); rapports sur l'état d'avancement des objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres programmes régionaux et internationaux et initiatives spéciales menées en Afrique centrale (2); rapports sur les principales évolutions économiques et sociales et les perspectives d'intégration régionale en Afrique centrale (2);
- ii) Groupes spéciaux d'experts : évaluation de la facilitation du commerce et du transport sur les grands axes d'Afrique centrale (1); harmonisation de la réglementation relative aux technologies de l'information et des communications en Afrique centrale (2012) (1); rationalisation des dispositifs d'intégration des marchés de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) et de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) (1);
- iii) Aide aux représentants et rapporteurs : réunion annuelle du mécanisme sous-régional de coordination pour l'appui du système des Nations Unies à l'Union africaine et au NEPAD, notamment dans le contexte du programme pluriannuel avec les communautés économiques régionales (2); appui fonctionnel aux travaux des équipes de pays des Nations Unies ainsi qu'aux travaux des groupes thématiques du mécanisme régional de coordination des Nations Unies pour l'Afrique (2); réunion d'évaluation annuelle du programme pluriannuel du Bureau sous-régional pour Afrique de l'Ouest, la CEMAC et la CEEAC (1);
- b) Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires) :
 - i) Publications en série : l'économie des pays d'Afrique centrale (2);
 - ii) Publications isolées : rapport sur l'harmonisation des législations en matière de technologies de l'information et des communications en Afrique centrale (1); rapport sur la mise en œuvre d'un système d'information statistique sur le commerce du bétail, de la viande et du poisson en Afrique centrale (1); rapport sur la rationalisation des dispositifs d'intégration des marchés de la CEMAC et de la CEEAC (1); rapport sur la facilitation du commerce et du transport sur les grands axes d'Afrique centrale (1);
 - iii) Brochures, fiches d'information, planches murales, pochettes de documentation : exposé sur les questions nouvelles en Afrique centrale (1); brochure sur l'égalité des sexes et l'éducation en matière de culture de la paix en Afrique centrale (1); lettres d'information : nouvelles hebdomadaires du Bureau sous-régional pour l'Afrique centrale (1); lettre d'information électronique trimestrielle sur les principales activités du Bureau sous-régional pour l'Afrique centrale, y compris le programme d'aide technique de la CEA (1); lettres d'information trimestrielles : Échos d'Afrique centrale (1); scénario de la mise en œuvre opérationnelle des crédits compensatoires en Afrique centrale (1);

- iv) Manifestations spéciales : forum sur la gouvernance en situation de sortie de conflit : la lutte contre la corruption (1); journée de l'intégration régionale en Afrique centrale (1);
 - v) Activités techniques : gestion de la base de données statistique d'Afrique centrale (1); observatoire de l'intégration régionale en Afrique centrale (1); plate-forme pour le développement et l'échange d'information sur les changements climatiques entre des experts gouvernementaux, des organisations intergouvernementales et des parlementaires (1); réseaux virtuels de connaissances et gestion d'espaces de travail thématiques pour les communautés de praticiens (1);
- c) Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires) :
- i) Services consultatifs, à la demande, aux États membres de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) et de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC) et d'autres organisations sous-régionales et intergouvernementales dans le cadre des programmes pluriannuels; appui au programme décennal des Nations Unies pour le renforcement des capacités intéressant l'Union africaine, le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs et les objectifs du Millénaire pour le développement, notamment en ce qui concerne les problèmes institutionnels et sectoriels relatifs au renforcement de l'intégration régionale et de la mise en œuvre du NEPAD en Afrique centrale (6);
 - ii) Stages, séminaires et ateliers : atelier de formation pour les décideurs et les professionnels sur les cibles et les indicateurs de convergence macroéconomique adaptés (1); atelier de formation pour les décideurs et les professionnels sur la prise en compte de l'intégration régionale dans les programmes nationaux de développement (1); atelier de formation pour les décideurs de haut niveau et les autres parties prenantes sur la prise en compte des changements climatiques dans les politiques agricoles (1); atelier de formation pour les opérateurs du secteur public sur le processus de candidature aux régimes préférentiels de la CEEAC et de la CEMAC (1); atelier de formation pour les professionnels et les autres parties prenantes sur l'égalité des sexes et l'éducation à la culture de la paix en Afrique centrale (1);
 - iii) Projets opérationnels : suivi de la mise en œuvre du programme régional de sortie de conflit dans la zone de la CEEAC (1); prise en compte des mesures de conservation des forêts dans les politiques environnementales et agricoles pour la sécurité alimentaire et l'atténuation des changements climatiques en Afrique centrale (1).

Tableau 18A.28

Ressources nécessaires : sous-programme 7 c), composante 3

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2010-2011	2012-2013 (avant actuali- sation des coûts)	2010-2011	2012-2013
Budget ordinaire				
Postes	4 125,1	4 125,1	22	22
Autres objets de dépense	1 900,5	1 740,3	–	–
Total partiel	6 025,6	5 865,4	22	22
Fonds extrabudgétaires	128,9	590,8	–	1
Total	6 154,5	6 456,2	22	23

- 18A.89 Le montant de 4 125 000 dollars demandé à la rubrique Postes permettra de financer 22 postes (1 D-1, 1 P-5, 4 P-4, 5 P-3, 1 P-2, 2 administrateurs recrutés sur le plan national et 8 agents locaux). Le montant de 1 740 300 dollars demandé à la rubrique Autres objets de dépense permettra de financer les dépenses suivantes : autres dépenses de personnel, services de consultants et d'experts, voyages du personnel, services contractuels, autres frais généraux de fonctionnement, fournitures et accessoires et mobilier et équipements. La diminution nette de 160 200 dollars est essentiellement due aux facteurs suivants : baisse des crédits demandés à la rubrique Autres dépenses de personnel pour les services d'interprètes et de traducteurs indépendants (anglais, français, espagnol et portugais), externalisation de l'impression, diminution des achats de fournitures et accessoires et de mobilier et équipements. Cette diminution est contrebalancée par une augmentation des crédits demandés compte tenu des frais supplémentaires liés à l'entretien des installations et des communications.
- 18A.90 Les fonds extrabudgétaires (590 800 dollars) provenant de sources bilatérales (551 700 dollars) et de l'appui au programme restant à obtenir (39 100 dollars) devraient permettre de renforcer les activités menées au titre du programme de travail ordinaire par le truchement des activités suivantes : la préparation de supports techniques et de publications, la participation à des réunions organisées en partenariat avec la CEEAC, la CEMAC et d'autres organisations intergouvernementales et leur service et les rencontres de parties prenantes sur des questions prioritaires pour la sous-région d'Afrique centrale, telles que la corruption dans les pays sortant d'un conflit, la prise en compte des changements climatiques dans les politiques agricoles, la prise en compte de la conservation des forêts dans les politiques environnementales et agricoles et la formation des opérateurs du secteur privé en matière de régimes préférentiels de la CEEAC et de la CEMAC. Les fonds extrabudgétaires seront principalement utilisés pour financer des services consultatifs, des stages, des séminaires et des ateliers ainsi que des projets opérationnels.

d) Composante 4 : activités sous-régionales pour l'Afrique de l'Est

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 5 719 500 dollars

Tableau 18A.29

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Renforcer l'intégration régionale en Afrique de l'Est dans le cadre global du NEPAD, en réalisant les objectifs convenus à l'échelle internationale, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement, compte tenu des besoins particuliers de l'Afrique, des priorités sous-régionales et de la vision de l'Union africaine

Réalisations escomptées du Secrétariat

a) Amélioration de la capacité des États membres, des communautés économiques régionales et des organisations intergouvernementales de formuler et mettre en œuvre des politiques macroéconomiques et des programmes sectoriels et d'intégrer systématiquement les processus, instruments et décisions d'intégration régionale dans les cadres d'orientation, juridiques et réglementaires nationaux

Indicateurs de succès

a) i) Augmentation du nombre de mesures communes adoptées et mises en œuvre par les États membres, les communautés économiques régionales et les organisations intergouvernementales de la sous-région

Mesure des résultats

2008-2009 : adoption de 3 mesures communes

2010-2011 (estimation) : adoption de 4 mesures communes

	<p>2012-2013 (objectif) : adoption de 5 mesures communes</p> <p>ii) Augmentation du nombre d'États membres, de communautés économiques régionales et d'autres organisations intergouvernementales qui fournissent des informations sur la qualité des politiques et stratégies harmonisées qu'ils adoptent et mettent en œuvre</p> <p><i>Mesure des résultats</i> 2008-2009 : 8 réponses 2010-2011 (estimation) : 10 réponses 2012-2013 (objectif) : 11 réponses</p>
b) Renforcement des plates-formes de sensibilisation et de partage du savoir, de données d'expérience et de pratiques, pour la recherche du consensus et l'expression d'une voix et d'une position communes de l'Afrique de l'Est concernant le programme de développement et les priorités sous-régionales	<p>b) Accroissement du nombre de plates-formes et d'instances de mise en réseau et de concertation concernant le programme de développement et les priorités sous-régionales</p> <p><i>Mesure des résultats</i> 2008-2009 : 8 plates-formes et instances de mise en réseau 2010-2011 (estimation) : 10 plates-formes et instances de mise en réseau 2012-2013 (objectif) : 12 plates-formes et instances de mise en réseau</p>
c) Renforcement de la capacité des communautés économiques régionales et d'autres organisations intergouvernementales, à savoir la Communauté des États de l'Afrique de l'Est, l'Autorité intergouvernementale pour le développement, la Communauté économique des pays des Grands Lacs, la Commission de l'océan Indien et la Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs, grâce à des partenariats améliorés pour approfondir l'intégration régionale en Afrique de l'Est	<p>c) Augmentation du nombre de programmes et projets menés conjointement avec les communautés économiques régionales, les organisations intergouvernementales et d'autres parties prenantes pour approfondir l'intégration régionale aux niveaux sous-régional et national</p> <p><i>Mesure des résultats</i> 2008-2009 : 2 programmes et projets menés conjointement 2010-2011 (estimation) : 3 programmes et projets menés conjointement 2012-2013 (objectif) : 4 programmes et projets menés conjointement</p>

Facteurs externes

- 18A.91 Le sous-programme devrait permettre d'atteindre les objectifs visés et de parvenir aux réalisations escomptées si les conditions suivantes sont réunies : a) les gouvernements de l'Afrique de l'Est adoptent des mesures pour harmoniser leurs politiques macroéconomiques; b) les partenaires continuent d'appuyer le NEPAD et sont désireux de coopérer plus étroitement avec les bureaux de la CEA dans les sous-régions à la faveur d'activités de programmation communes; et c) la Commission dispose de moyens financiers suffisants pour mener ses activités opérationnelles aux niveaux national et sous-régional.

18A.92 Les produits de l'exercice 2012-2013 seront les suivants :

- a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire)
 - i) CEA – Comité intergouvernemental d'experts du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique de l'Est :
 - a. Services fonctionnels à fournir pour les réunions : session annuelle du Comité intergouvernemental d'experts du Bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Est (8);
 - b. Documentation destinée aux organes délibérants : rapport annuel sur les travaux de la CEA en Afrique de l'Est, notamment sur l'exécution du programme pluriannuel (2); rapports de situation sur les objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres programmes régionaux et internationaux et initiatives propres à la sous-région (2); rapports sur les grandes évolutions économiques et sociales et les perspectives d'intégration régionale en Afrique de l'Est (2);
 - ii) Groupes spéciaux d'experts : ressources naturelles et gestion des conflits (Conférence internationale sur la région des Grands Lacs) (1); examen du rapport sur l'intégration régionale en Afrique de l'Est : prise en compte des processus, instruments et décisions d'intégration régionale dans les grandes orientations et les cadres juridique et réglementaire nationaux : enjeux et perspectives (1); examen du rapport sur l'intégration régionale en Afrique de l'Est : vers une monnaie commune dans la région de la Communauté d'Afrique de l'Est : enjeux et perspectives (1); expansion des échanges commerciaux et des marchés en Afrique de l'Est : conséquences des plans de libéralisation des échanges (1);
 - iii) Assistance aux représentants et rapporteurs : appui technique aux travaux des équipes de pays des Nations Unies et des groupes thématiques du Mécanisme de coordination régionale pour l'Afrique (2); services fonctionnels pour la réunion du Mécanisme de coordination sous-régionale, et notamment élaboration d'un document relatif au principe d'unité dans l'action au niveau sous-régional (1); services fonctionnels pour la réunion du Mécanisme de coordination sous-régionale et notamment élaboration d'un document relatif aux activités de programmation communes : la sécurité alimentaire en Afrique de l'Est (1);
- b) Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires) :
 - i) Publications en série : l'intégration régionale en Afrique de l'Est (2);
 - ii) Publications isolées : ressources naturelles et gestion des conflits (Conférence internationale sur la région des Grands Lacs) (1); rapport sur l'expansion des échanges commerciaux et des marchés en Afrique de l'Est : conséquences des plans de libéralisation des échanges (1);
 - iii) Brochures, fiches d'information, planches murales, pochettes de documentation : notes d'information électroniques sur les principales activités du Bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Est, en particulier sur le programme d'assistance technique de la CEA et d'autres initiatives sous-régionales (1);
 - iv) Manifestations spéciales : forum sur la sécurité énergétique et l'amélioration de l'accès à l'énergie en Afrique de l'Est (1);
 - v) Activités techniques : maintenance de la base de données statistiques de l'Afrique de l'Est (1); Observatoire de l'intégration régionale en Afrique de l'Est (1); réseaux

virtuels de connaissances et gestion d'espaces de travail thématiques pour les communautés de pratique (1);

c) Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires) :

- i) Services consultatifs : services consultatifs fournis sur demande aux États membres, aux communautés économiques régionales, aux organisations intergouvernementales et aux organisations de la société civile dans le cadre des programmes pluriannuels, sur des questions institutionnelles et sectorielles touchant au renforcement de l'intégration régionale et à la mise en œuvre du NEPAD en Afrique de l'Est (1); appui au Programme décennal de l'Organisation des Nations Unies pour le renforcement des capacités de l'Union africaine et au Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (8);
- ii) Stages, séminaires et ateliers : séminaire destiné aux spécialistes et autres acteurs sur l'élaboration de plans directeurs pour le secteur du tourisme : mesures et stratégies décisives (1); atelier à l'intention des hauts responsables et autres parties prenantes sur le renforcement de la recherche et développement dans le domaine agricole pour favoriser la création de valeur ajoutée en Afrique de l'Est (1); atelier à l'intention des hauts responsables et autres parties prenantes sur la prise en compte de la problématique hommes-femmes dans la budgétisation (1); atelier à l'intention des hauts responsables et autres parties prenantes sur la modélisation et la prévision dans les banques centrales de la CAE (1); colloque sur la connexité et l'intégration régionales : dématérialisation des échanges commerciaux en Afrique de l'Est (1);
- iii) Projets opérationnels : prise en compte des processus, instruments et décisions d'intégration régionale dans les grandes orientations et les cadres juridique et réglementaire nationaux (1).

Tableau 18A.30

Ressources nécessaires : sous-programme 7 d), composante 4

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2010-2011	2012-2013 (avant actuali- sation des coûts)	2010-2011	2012-2013
Budget ordinaire				
Postes	4 286,7	4 286,7	22	22
Autres objets de dépense	1 476,4	1 432,8	—	—
Total partiel	5 763,1	5 719,5	22	22
Fonds extrabudgétaires	286,4	590,1	1	4
Total	6 049,5	6 309,6	23	26

18A.93 Le montant de 4 286 700 dollars demandé à la rubrique Postes permettra de financer 22 postes (1 D-1, 2 P-5, 5 P-4, 3 P-3, 1 P-2, 2 administrateurs recrutés sur le plan national et 8 agents locaux). Le montant de 1 432 800 dollars couvrira quant à lui les autres dépenses de personnel, les honoraires des consultants et experts, les frais de voyage du personnel et les dépenses générales de fonctionnement. La baisse nette de 43 600 dollars s'explique principalement par la diminution des dépenses à engager pour les services contractuels, les fournitures et accessoires et le mobilier et matériel, qui résulte d'une utilisation plus rationnelle des ressources. Elle est limitée par l'augmentation des dépenses au titre des réunions de groupes d'experts et de consultants due à

l'intensification des activités prévues dans le cadre du sous-programme et par l'augmentation des frais généraux consécutive à l'augmentation des coûts de maintenance des installations et du coût des communications.

- 18A.94 Le montant estimatif de 590 100 dollars de fonds extrabudgétaires, soit 551 000 dollars provenant de sources bilatérales et 39 100 dollars à obtenir au titre de l'appui aux programmes, permettra d'assurer la qualité et l'exécution, dans les délais impartis, des produits prévus au titre du sous-programme, ce qui renforcera la capacité des États membres et des communautés économiques régionales d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques et des programmes bien conçus, à même de réduire rapidement la pauvreté dans la sous-région, et contribuera à améliorer la qualité, l'ampleur et les résultats de l'assistance apportée au Gouvernement Rwandais, principal bénéficiaire du sous-programme. Les ressources serviront à financer un forum sur la sécurité énergétique et l'amélioration de l'accès à l'énergie en Afrique, des formations collectives et des projets opérationnels.

e) **Composante 5 : activités sous-régionales pour l'Afrique australe**

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 5 880 000 dollars

Tableau 18A.31

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Renforcer l'intégration régionale en Afrique australe dans le cadre global du NEPAD, des objectifs du Millénaire pour le développement et des autres nouveaux défis de portée mondiale, compte tenu des priorités sous-régionales et de la vision de l'Union africaine

Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès
a) Amélioration de la capacité des États Membres, de la SADC et d'autres organisations intergouvernementales de formuler et mettre en œuvre des politiques macroéconomiques et des programmes sectoriels harmonisés pour traiter les principales priorités en matière d'intégration sous-régionale de l'Afrique australe, et réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement	<p>a) Augmentation du nombre de stratégies et cadres d'action communs élaborés et adoptés dans ces domaines</p> <p><i>Mesure des résultats</i> 2008-2009 : 7 stratégies et cadres d'action communs 2010-2011 (estimation) : 10 stratégies et cadres d'action communs 2012-2013 (objectif) : 12 stratégies et cadres d'action communs</p>
b) Renforcement de la capacité de la SADC de mettre en œuvre des programmes pluriannuels et de la capacité du COMESA, de la Communauté d'Afrique de l'Est et de la SADC de mettre en œuvre le programme tripartite convenu grâce au renforcement des partenariats avec les principales parties prenantes, notamment d'autres organisations	<p>b) i) Augmentation du nombre de programmes et projets menés en commun avec les communautés économiques régionales et d'autres partenaires aux niveaux sous-régional et national</p> <p><i>Mesure des résultats</i> 2008-2009 : 4 programmes et projets menés en commun</p>

intergouvernementales, les institutions des Nations Unies, la Banque africaine de développement, l'Union africaine et le secrétariat du NEPAD

2010-2011 (estimation) : 8 programmes et projets menés en commun
2012-2013 (objectif) : 10 programmes et projets menés en commun

ii) Augmentation du nombre de projets pour lesquels des ressources sont mobilisées conjointement avec les communautés économiques régionales en appui aux programmes pluriannuels

Mesure des résultats

2008-2009 : 1 projet
2010-2011 (estimation) : 4 projets
2012-2013 (objectif) : 5 projets

c) Renforcement de la mise en réseau de l'information et des connaissances avec les principales parties prenantes engagées dans les activités de développement sous-régionales, notamment les gouvernements, la SADC, le secteur privé, la société civile et les institutions des Nations Unies

c) Augmentation du nombre de communautés de praticiens participant à la plate-forme de partage du savoir qu'accueille le Bureau sous-régional pour l'Afrique australe

Mesure des résultats

2008-2009 : 3 communautés de praticiens
2010-2011 (estimation) : 5 communautés de praticiens
2012-2013 (objectif) : 7 communautés de praticiens

Facteurs externes

- 18A.95 Le sous-programme devrait permettre d'atteindre les objectifs visés et de parvenir aux réalisations escomptées si les conditions suivantes sont réunies : a) les États membres appliquent effectivement les mesures et les mécanismes institutionnels communs sur lesquels ils se sont entendus; b) les États membres adhèrent totalement aux principes directeurs du NEPAD et aux objectifs du Millénaire pour le développement, qu'ils transposent dans des programmes de développement nationaux; c) les partenaires continuent d'appuyer le NEPAD et sont désireux de coopérer plus étroitement avec les bureaux de la CEA dans les sous-régions à la faveur d'activités de programmation communes; et d) la Commission dispose de moyens financiers suffisants pour mener ses activités opérationnelles aux niveaux national et sous-régional.

Produits

- 18A.96 Les produits de l'exercice 2012-2013 seront les suivants :
- a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires) :
 - i) CEA – Comité intergouvernemental d'experts du Centre de développement sous-régional pour l'Afrique australe :
 - a. Services fonctionnels à fournir pour les réunions : session annuelle du Comité intergouvernemental d'experts du Bureau sous-régional pour l'Afrique australe (8);

- b. Documentation destinée aux organes délibérants : rapport annuel sur les travaux de la CEA en Afrique australe, notamment sur l'état d'avancement des programmes pluriannuels (2); rapport de situation sur les objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres programmes régionaux et internationaux et initiatives propres à l'Afrique australe (2); rapport sur les grandes évolutions économiques et sociales et les perspectives d'intégration régionale en Afrique australe (2);
 - ii) Groupes spéciaux d'experts: gestion des ressources naturelles en Afrique australe (1); examen de rapports sur l'intégration régionale en Afrique australe traitée sous l'angle des questions d'actualité suivantes : surmonter les difficultés de la zone tripartite de libre échange entre la SADC, la CAE et le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) (1); harmonisation des politiques en faveur de l'égalité des sexes en Afrique australe (1); harmonisation des politiques, programmes et protocoles entre la SADC et le COMESA dans le cadre des programmes pluriannuels de collaboration (1); incidences positives et négatives des changements climatiques sur l'agriculture et la sécurité alimentaire en Afrique australe (1);
 - iii) Assistance aux représentants et rapporteurs : réunion annuelle du Mécanisme de coordination sous-régionale consacrée à l'appui apporté par l'ensemble du système des Nations Unies à l'Union africaine et au NEPAD, notamment dans le cadre du programme pluriannuel mené avec les communautés économiques régionales (2); appui technique aux travaux des équipes de pays des Nations Unies et des groupes thématiques du Mécanisme de coordination régionale pour l'Afrique (2);
- b) Autres activités de fonds (budget ordinaire) :
 - i) Publications en série : l'intégration régionale en Afrique australe (2);
 - ii) Publications isolées : incidences positives et négatives des changements climatiques sur l'agriculture et la sécurité alimentaire en Afrique australe (question d'actualité) (1); harmonisation des politiques en faveur de l'égalité des sexes en Afrique australe (question d'actualité); gestion des ressources naturelles en Afrique australe (1);
 - iii) Brochures, fiches d'information, planches murales, pochettes de documentation : note d'information électronique sur les principales activités du Bureau sous-régional pour l'Afrique australe et sur d'autres initiatives sous-régionales (1); principales recommandations pour les politiques de développement issues de travaux de recherche et d'études menés en Afrique australe (1);
 - iv) Manifestations spéciales : diffusion des normes et codes du NEPAD et du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs en matière de gouvernance des entreprises en Afrique australe (1);
 - v) Activités techniques : maintenance de la base de données statistiques de l'Afrique australe (1); Observatoire de l'intégration régionale en Afrique australe (1); réseaux virtuels de connaissances et gestion d'espaces de travail thématiques pour les communautés de pratique (1); site Web d'information sur les activités du Bureau sous-régional pour l'Afrique australe (1);
- c) Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires) :
 - i) Services consultatifs : services consultatifs fournis sur demande aux États membres, à la SADC, au COMESA, aux organisations intergouvernementales et aux organisations de la société civile pour la réalisation des activités figurant au programme pluriannuel

auquel sont parties la SADC et le COMESA, et pour les activités relatives aux questions de développement prioritaires, dans le but de renforcer l'intégration régionale en Afrique australe dans le cadre du Programme décennal de l'Organisation des Nations Unies pour le renforcement des capacités de l'Union africaine, du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs et des objectifs du Millénaire pour le développement (10);

- ii) Stages, séminaires et ateliers : séminaire de trois jours à l'intention de 20 spécialistes de la gestion axée sur les résultats, pour le compte du COMESA et de la SADC (1); séminaire de formation de trois jours à l'intention de décideurs, de spécialistes et autres parties prenantes sur la prise en compte systématique de l'intégration régionale dans les plans nationaux de développement (1); atelier de trois jours sur l'agriculture et le commerce de denrées alimentaires au sein de la SADC (question d'actualité) (1); atelier destiné aux institutions sous-régionales sur la planification, l'élaboration, l'exécution, le suivi et l'évaluation de programmes en matière de technologies de l'information et des communications (1);
- iii) Projets opérationnels : appui institutionnel à la SADC, au COMESA et aux États membres pour renforcer leurs capacités institutionnelles et humaines afin de faciliter l'intégration régionale et de lancer l'initiative e-SADC (1); consolidation du triangle de croissance Zambie-Malawi-Mozambique (1).

Tableau 18A.32

Ressources nécessaires : sous-programme 7 e), composante 5

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2010-2011	2012-2013 (avant actuali- sation des coûts)	2010-2011	2012-2013
Budget ordinaire				
Postes	4 544,1	4 544,1	25	25
Autres objets de dépense	1 421,3	1 335,9	—	—
Total partiel	5 965,4	5 880,0	25	25
Fonds extrabudgétaires	173,9	100,1	—	1
Total	6 139,3	5 980,1	25	26

18A.97 Le montant de 4 544 100 dollars demandé à la rubrique Postes permettra de financer 25 postes (1 D-1, 2 P-5, 4 P-4, 4 P-3, 2 P-2, 3 administrateurs recrutés sur le plan national et 9 agents locaux). Le montant de 1 335 900 dollars couvrira quant à lui les autres dépenses de personnel, les honoraires de consultants et d'experts, les frais de voyage du personnel, les services contractuels et d'autres dépenses générales de fonctionnement. La baisse nette de 85 400 dollars s'explique par la diminution des besoins en ce qui concerne les services d'interprètes et de traducteurs indépendants, les services contractuels, les fournitures et accessoires, et le mobilier et matériel, qui résulte d'une utilisation plus rationnelle des ressources. Cette baisse est toutefois compensée par les ressources supplémentaires demandées pour faire face à l'augmentation du coût de la maintenance des installations et du coût des communications.

18A.98 Les 100 100 dollars de fonds extrabudgétaires, soit 61 000 dollars provenant de sources bilatérales et 39 100 dollars à obtenir au titre de l'appui aux programmes, serviront à mener les activités de renforcement des capacités planifiées pour soutenir les secrétariats de la SADC et du COMESA,

notamment dans la consolidation des systèmes de suivi et d'évaluation dont ils se sont dotés pour assurer le suivi du projet de zone tripartite de libre échange entre la SADC, la CAE et le COMESA. Parmi les activités à financer figurent une manifestation spéciale visant à diffuser des normes et codes du NEPAD et du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs en matière de gouvernance des entreprises en Afrique australe, ainsi que des formations collectives et des projets opérationnels.

Sous-programme 8 Planification du développement et administration

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 923 700 dollars

- 18A.99 Les activités prévues au titre de ce sous-programme relèvent de l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP). L'un des principaux éléments du sous-programme est l'organisation de programmes d'enseignement sanctionnés par un diplôme ou un certificat visant à doter les cadres intermédiaires et supérieurs des secteurs public et privé des États membres des compétences requises pour répondre aux exigences présentes et futures des politiques de développement en Afrique. Le sous-programme sera exécuté conformément à la stratégie exposée dans le sous-programme 8 du programme 14 du cadre stratégique pour la période 2012-2013 (A/65/6/Rev.1).

Tableau 18A.33

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Améliorer la gestion dans le secteur public eu égard à l'analyse des politiques économiques et à la planification du développement par les gouvernements des pays africains et d'autres acteurs du développement connexes

Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès
a) Renforcement de la capacité des États membres de la CEA d'échanger des données d'expérience et d'adopter de nouvelles méthodes pour faire face aux nouvelles questions concernant la politique et l'analyse macroéconomiques	a) i) Augmentation du nombre de pays qui adoptent de nouvelles méthodes d'élaboration et d'analyse des politiques ainsi que des mesures appropriées, conformément aux recommandations de l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP/CEA)
	<i>Mesure des résultats</i>
	2008-2009 : non disponible
	2010-2011 (estimation) : adoption de nouvelles méthodes d'élaboration des politiques par 5 pays
	2012-2013 (objectif) : adoption de nouvelles méthodes d'élaboration des politiques par 10 pays

	<p>ii) Accroissement du nombre de services et d'institutions nationaux et sous-régionaux du secteur public en Afrique qui appliquent de nouvelles politiques et méthodes appropriées en matière de planification et d'analyse</p> <p><i>Mesure des résultats</i> 2008-2009 : sans objet 2010-2011 (estimation) : 13 services et institutions du secteur public 2012-2013 (objectif) : 23 services et institutions du secteur public</p>
b) Renforcement des capacités et échange de pratiques optimales et de données d'expérience entre États membres en vue de l'adoption de politiques et méthodes de planification du développement (y compris le développement local)	<p>b) i) Accroissement du nombre de pays et de sous-régions (à l'intérieur des pays) qui adoptent des politiques et des mesures ou mènent des activités dans le domaine de la planification du développement (y compris le développement local) conformément aux recommandations de l'IDEP/CEA</p> <p><i>Mesure des résultats</i> 2008-2009 : sans objet 2010-2011 (estimation) : 5 pays et sous régions 2012-2013 (objectif) : 10 pays et sous régions</p> <p>ii) Accroissement du nombre de personnes interrogées dans la région de l'Afrique qui se déclarent satisfaites des publications et du matériel de formation sur la planification du développement qu'elles utilisent</p> <p><i>Mesure des résultats</i> 2008-2009 : sans objet 2010-2011 (estimation) : 5 réponses positives 2012-2013 (objectif) : 7 réponses positives</p>

Facteurs externes

- 18A.100 Le sous-programme devrait permettre d'atteindre les objectifs visés et de parvenir aux réalisations escomptées si les conditions suivantes sont réunies : a) les gouvernements africains et leurs cadres intermédiaires et supérieurs chargés des questions de développement continuent de soutenir les activités de l'Institut et de faire appel à ses services; b) les gouvernements africains continuent de s'acquitter de leur quote-part au budget ordinaire de l'Institut; et c) les partenaires de développement internationaux maintiennent leurs contributions financières et autres formes d'appui aux activités de l'Institut.

Produits

- 18A.101 Les produits de l'exercice 2012-2013 seront les suivants :
- a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire) :

- i) Services fonctionnels à fournir pour les réunions : sessions semestrielles du Conseil d'administration de l'Institut africain de développement économique et de planification (4);
 - ii) Documentation destinée aux organes délibérants : rapport au Conseil d'administration de l'Institut africain de développement économique et de planification sur l'évolution de la planification du développement en Afrique (4);
 - iii) Groupes spéciaux d'experts : évaluation des conséquences des changements climatiques pour le projet de développement de l'Afrique à long terme : aspects économiques (1); conduire le développement en Afrique : le rôle de l'État dans la transformation de l'économie (1);
- b) Autres activités de fonds (budget ordinaire) :
 - i) Publications isolées : conduire le développement en Afrique : le rôle de l'État dans la transformation de l'économie (1); conséquences des changements climatiques pour le projet de développement de l'Afrique à long terme : aspects économiques (1); manuels/monographies pour la formation sur des sujets choisis (2);
 - ii) Expositions, visites guidées, conférences : programme annuel de conférences publiques sur la politique et la gestion économiques (2);
 - iii) Brochures, fiches d'information, planches murales, pochettes de documentation : bulletin de l'Institut africain de développement économique et de planification sur les questions économiques récurrentes et nouvelles (2); documents d'information publique sur la politique socioéconomique et ses résultats en Afrique, y compris des dossiers de presse et des supports d'exposés de l'Institut africain de développement économique et de planification portant sur des questions importantes ou des sujets intéressant les États membres (1);
 - iv) Activités techniques : développement de réseaux avec des institutions ayant des centres d'intérêt analogues; maintenance des services d'information et de documentation sur le développement économique et sa planification (1);
 - v) Ressources audiovisuelles : CD-ROM sur les principales questions de fond du sous-programme (1);
- c) Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires) :
 - i) Services consultatifs : services consultatifs fournis sur demande aux États membres, aux organisations et institutions intergouvernementales régionales et sous-régionales et autres parties prenantes en vue de répondre aux besoins d'assistance technique pour des programmes et projets de développement nationaux et régionaux, notamment dans les domaines suivants : conception de programmes de relèvement économique; analyse des politiques; études sur les perspectives à long terme; études de pré faisabilité et analyse de projets et stratégies et méthodes de négociation (1);
 - ii) Stages, séminaires et ateliers : programme d'enseignement en gestion et politique économiques sanctionné par un master à l'intention des cadres intermédiaires et des dirigeants (2); formations intensives dans certains domaines à l'intention de fonctionnaires et d'employés des secteurs public et privé africains (20); cours intensifs sur l'intégration régionale; politique et négociation commerciales; croissance et développement économiques, notamment sous l'angle des objectifs du Millénaire pour le développement et des réponses à apporter aux besoins particuliers de l'Afrique (8);
 - iii) Bourses et subventions : participants au master de gestion et politique économiques (4);
 - iv) Projets opérationnels : participants au master de gestion et politique économiques (1).

Tableau 18A.34

Ressources nécessaires : sous-programme 8

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2010-2011	2012-2013 (avant actuali- sation des coûts)	2010-2011	2012-2013
Budget ordinaire				
Objets de dépense autres que les postes	905,0	923,7	—	—
Total partiel	905,0	923,7	—	—
Fonds extrabudgétaires ^a	—	—	—	—
Total	905,0	923,7	—	—

^a Conformément au Statut de l'Institut africain de développement économique et de planification, les ressources extrabudgétaires de ce sous-programme sont fournies directement non pas à la CEA, mais à l'Institut.

- 18A.102 Les ressources nécessaires, d'un montant de 923 700 dollars, permettront de maintenir la subvention octroyée à l'Institut pour financer quatre postes d'administrateur (1 D-1, 1 P-5, 1 P-4 et 1 P-3), en application de la section V de la résolution 45/248 A de l'Assemblée générale et de la section XVII de sa résolution 46/185 C. L'augmentation permet de rétablir le montant initial de la subvention, qui est de 923 700 dollars. Conformément à son statut, l'Institut est financé par des contributions des gouvernements africains, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et d'autres sources.

Sous-programme 9

Statistiques

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 5 238 600 dollars

- 18A.103 Les activités prévues au titre de ce sous-programme relèvent du Centre africain pour la statistique. Le sous-programme vise à renforcer la capacité des pays africains à collecter, synthétiser et utiliser des statistiques comparables, harmonisées et de qualité afin d'assurer le suivi des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et d'appuyer l'intégration régionale, notamment par l'harmonisation des méthodes employées pour les recensements, les enquêtes, la comptabilité nationale, les classifications économiques et les indicateurs relatifs aux objectifs du Millénaire pour le développement, conformément aux méthodologies internationales telles que le Système de comptabilité nationale de 1993. Le sous-programme sera exécuté conformément à la stratégie exposée dans le sous-programme 9 du programme 14 du cadre stratégique pour la période 2012-2013 (A/65/6/Rev.1).

Tableau 18A.35

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Au service des processus d'intégration de l'Afrique, renforcer sur ce continent la disponibilité et l'exploitation d'une information statistique de qualité aux fins de l'élaboration de politiques fondées sur les faits et du suivi des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement fixés aux niveaux national et international, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement, conformément au Cadre stratégique régional de référence pour le renforcement des capacités statistiques en Afrique

Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès
a) Renforcement de la capacité des États membres de produire et utiliser des statistiques économiques, démographiques, sociales et écologiques, y compris des statistiques ventilées par sexe et tenant compte de la problématique hommes-femmes, au service de l'intégration régionale et des objectifs du Millénaire pour le développement	<p>a) i) Augmentation du nombre de pays ayant adopté une stratégie nationale de développement de la statistique conforme aux normes et pratiques statistiques internationales</p> <p><i>Mesure des résultats</i> 2008-2009 : 22 pays 2010-2011 (estimation) : 30 pays 2012-2013 (objectif) : 38 pays</p> <p>ii) Augmentation du nombre de pays ayant mené à bien des recensements de la population et de l'habitation pendant le cycle 2010 conformément aux normes et pratiques internationales</p> <p><i>Mesure des résultats</i> 2008-2009 : 19 pays 2010-2011 (estimation) : 25 pays 2012-2013 (objectif) : 34 pays</p>
b) Renforcement des capacités nationales pour la production de données statistiques harmonisées et comparables au service de l'intégration régionale, des programmes de convergence macroéconomique, de la monnaie commune et d'une meilleure gestion de l'économie dans les communautés économiques régionales	<p>b) i) Augmentation du nombre de bureaux de statistique nationaux qui établissent des ensembles comparables de comptes économiques et écologiques conformément au Système de comptabilité nationale 2008</p> <p><i>Mesure des résultats</i> 2008-2009 : 30 bureaux de statistique nationaux 2010-2011 (estimation) : 35 bureaux de statistique nationaux 2012-2013 (objectif) : 40 bureaux de statistique nationaux</p>

ii) Augmentation du nombre de pays ayant adopté le tronc commun minimum de manuels nécessaire à l'harmonisation des statistiques

Mesure des résultats

2008-2009 : 21 pays

2010-2011 (estimation) : 27 pays

2012-2013 (objectif) : 35 pays

Facteurs externes

- 18A.104 Le sous-programme devrait permettre d'atteindre les objectifs visés et de parvenir aux réalisations escomptées si les conditions suivantes sont réunies : a) les États membres mettent davantage de ressources au service des activités statistiques régulières, des recensements, des enquêtes et des données administratives; b) les communautés économiques régionales et les partenaires régionaux et internationaux s'associent aux efforts d'harmonisation et de renforcement des capacités en matière de statistique; et c) le Comité africain de coordination des statistiques, composé de représentants de la Banque africaine de développement, de la Commission de l'Union africaine et de la Fondation africaine pour le renforcement des capacités, améliorera la coordination statistique régionale, conformément au Cadre stratégique régional de référence pour le renforcement des capacités statistiques et à la Charte africaine de la statistique.

Produits

- 18A.105 Les produits de l'exercice 2012-2013 seront les suivants :

- a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire) :
 - i) Services fonctionnels à fournir pour les réunions : troisième session de la Commission africaine de statistique (4); deuxième Conférence des ministres africains chargés de l'état civil (4);
 - ii) Documentation destinée aux organes délibérants : évaluation extérieure indépendante de l'application du Cadre stratégique régional de référence pour le renforcement des capacités statistiques en Afrique (1); rapport sur l'enregistrement des actes d'état civil en Afrique (1); bilan du Programme mondial de recensements de la population et des logements (2010) en Afrique (1); rapport sur les statistiques de l'état civil en Afrique (1); rapport sur la mise en œuvre des stratégies nationales de développement de la statistique en Afrique établi pour la troisième réunion de la Commission africaine de statistique (1); évaluation des systèmes d'établissement des statistiques de l'état civil et d'enregistrement des actes d'état civil en Afrique (1);
 - iii) Groupes spéciaux d'experts : groupe d'experts sur l'enregistrement des actes d'état civil et les statistiques de l'état civil (1); groupe d'experts sur la gestion des données (1); groupe d'experts sur les indicateurs de développement (1); groupe d'experts sur les statistiques ventilées par sexe à l'appui de l'intégration régionale et de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (1); groupe d'experts sur les comptes satellites de l'économie parallèle (1); groupe d'experts sur la comptabilité nationale (1);

- b) Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires) :
 - i) Publications en série : recueil de statistiques sur le commerce extérieur africain (1); recueil de statistiques ventilées par sexe (1); Annuaire statistique de l'Afrique, publié conjointement par la CEA et la BAFD (2);
 - ii) Publications isolées : manuel d'utilisation du principal logiciel de gestion de données statistiques (1); manuel sur le développement de la statistique de l'environnement en Afrique (1); manuel sur la mise au point de comptes satellites de l'économie parallèle (2013) (1); manuel sur la production et l'utilisation de statistiques ventilées par sexe (2012) (1); guide pratique pour l'enregistrement des actes d'état civil (2012) (1); manuel consacré à l'élaboration d'indicateurs au-delà de 2015 (2013) (1); manuel sur la mise en œuvre du Système de comptabilité nationale de 2008 en Afrique (1); guide pratique pour les statistiques de l'état civil (1);
 - iii) Brochures, fiches d'information, planches murales, pochettes de documentation : Journée africaine de la statistique (2); Journal statistique africain (2); Bulletin d'information africain sur la statistique (2); Statistiques de poche africaines (1);
 - iv) Manifestations spéciales : Journée africaine de la statistique (2); Symposium africain annuel sur le développement de la statistique (2); cinquième Forum sur le développement de la statistique en Afrique (1);
 - v) Activités techniques : mise en place et maintenance d'une base de données sur les changements climatiques (1); développement d'une base de données statistiques sur les infrastructures et l'exploitation des ressources naturelles (1); maintenance d'une base de données statistiques africaine (1); maintenance d'une base de données sur les indicateurs socioéconomiques (1);
 - vi) Apports à des produits communs : contribution aux réunions des groupes thématiques du Mécanisme de coordination régionale pour l'Afrique;
- c) Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires) :
 - i) Services consultatifs : services consultatifs fournis sur demande aux États membres, aux communautés économiques régionales et aux organisations intergouvernementales sur la comptabilité nationale, les statistiques ventilées par sexe, le traitement de données de recensement et la formation à la statistique dans le cadre du Programme décennal de l'Organisation des Nations Unies pour le renforcement des capacités de l'Union africaine, des programmes pluriannuels et de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (3);
 - ii) Stages, séminaires et ateliers : examen extérieur de l'Annuaire statistique de l'Afrique (2); séminaire sur les comptes satellites nationaux de la production des ménages (1); formations sur l'économie parallèle, la comptabilité nationale et la matrice des apports de travail (1); atelier sur la statistique du commerce international (1); atelier sur le développement de la statistique et de la comptabilité de l'environnement en Afrique (1); atelier sur le cinquième Forum sur le développement de la statistique en Afrique (1); atelier sur la mise en œuvre du Système de comptabilité nationale de 2008 en Afrique (1); atelier sur la production et l'utilisation de statistiques ventilées par sexe (1); atelier sur l'utilisation d'enquêtes sur les budgets-temps pour mesurer la contribution des femmes à l'économie nationale (1); atelier technique du Symposium africain sur le développement de la statistique axé sur l'enregistrement des actes d'état civil (1); atelier technique du Symposium africain sur le développement de la statistique

axé sur l'état civil (1); atelier sur les classifications économiques et sociales (1); atelier sur la formation à la statistique (1);

- iii) Bourses et subventions : collaboration avec six chercheurs, boursiers et stagiaires en appui aux travaux de la CEA dans divers domaines de la statistique comme l'économie parallèle, les statistiques ventilées par sexe, le Programme de formation statistique pour l'Afrique et la gestion des données (6);
- iv) Projets opérationnels : programme de formation statistique pour l'Afrique visant à renforcer les capacités des États membres en collaboration avec des partenaires (formation initiale et continue) (1); renforcement des moyens statistiques en matière de comptes satellites de la production des ménages, d'enquêtes sur les budgets-temps, de gestion de bases de données et de systèmes d'information géographique (1); renforcement des capacités des bureaux de statistique nationaux en vue de la mise en œuvre du système de comptabilité nationale dans la perspective du cycle de 2011 du Programme de comparaison internationale pour l'Afrique, en collaboration avec la Banque africaine de développement, à l'occasion de formations collectives, d'études pilotes et de l'élaboration de manuels et de méthodologies permettant de décomposer le PIB en fonction des dépenses pour calculer les parités de pouvoir d'achat, et la production de données pour le Programme (1).

Tableau 18A.36

Ressources nécessaires : sous-programme 9

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2010-2011	2012-2013 (avant actuali- sation des coûts)	2010-2011	2012-2013
Budget ordinaire				
Postes	4 286,9	4 706,0	23	25
Autres objets de dépense	551,6	532,6	—	—
Total partiel	4 838,5	5 238,6	23	25
Fonds extrabudgétaires	449,1	919,6	—	—
Total	5 287,6	6 158,2	23	25

- 18A.106 Le montant de 4 706 000 dollars, qui représente une augmentation de 419 100 dollars, permettra de financer 25 postes (1 D-1, 4 P-5, 3 P-4, 4 P-3, 1 P-2 et 12 postes d'agent local). L'augmentation de 419 100 dollars tient au transfert : a) d'un poste de coordonnateur de la gestion des données (P-5) du sous-programme 4 au sous-programme 9, pour permettre à la CEA de renforcer les liens entre les programmes de ses divers sous-systèmes statistiques [le coordonnateur de la gestion des données viendra renforcer la composante gestion des données statistiques et géographiques du sous-programme 9, tandis que le sous-programme 4 continuera d'être axé sur les technologies de l'information et des communications, la science et les techniques (innovations)]; b) d'un poste d'agent local, occupé par un assistant aux systèmes d'information (gestion de données), du sous-programme 4 pour répondre aux nouveaux besoins en données. Six des postes en question (2 P-5, 2 P-4 et 2 P-3) ont été créés par la résolution 63/260 de l'Assemblée générale relative aux activités touchant au développement. Le montant de 532 600 dollars prévu au titre des autres objets de dépense servira à couvrir les autres dépenses de personnel, les services de consultants et d'experts, les frais de voyage et les services contractuels. La diminution de 19 000 dollars est

imputable à la diminution des dépenses afférentes aux services de consultants, tous les emplois de temporaire étant pourvus, et à la diminution des dépenses afférentes aux services contractuels étant donné qu'on a moins besoin de faire appel aux services contractuels pour la traduction et la mise au net de documents techniques.

- 18A.107 Les fonds extrabudgétaires (919 600 dollars), qui devraient provenir de sources bilatérales, serviront à soutenir les efforts faits par les pays et les partenaires de développement en vue d'intensifier les opérations statistiques pour obtenir les résultats prévus, à améliorer les systèmes d'enregistrement des faits d'état civil et d'établissement des statistiques de l'état civil pour faciliter la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, à réduire les écarts entre les sources de données nationales et internationales concernant le suivi du développement, et à renforcer la gestion des données et notamment la diffusion et l'exploitation des données par les responsables politiques. Les activités suivantes seront financées à l'aide des ressources extrabudgétaires : services consultatifs dans le domaine de la comptabilité nationale, un accent particulier étant mis sur la mise en œuvre du Système de comptabilité nationale 2008 et la définition des parités des pouvoirs d'achat pour l'Afrique dans le cadre du Programme de comparaison internationale; production et exploitation des statistiques ventilées par sexe; traitement des données de recensement pour les pays qui ont déjà effectué leur recensement; formation statistique (formation initiale et en cours d'emploi); production et exploitation des données relatives au secteur informel et à l'emploi informel.

Sous-programme 10 Développement social

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 2 268 000 dollars

- 18A.108 Les activités prévues dans ce sous-programme relèvent de la responsabilité du Centre africain pour le genre et le développement social. Des ressources sont prévues au titre de ce sous-programme pour l'Institut africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants. L'objectif étant de renforcer les synergies et les liens avec le sous-programme problématique hommes-femmes et participation des femmes au développement et de resserrer les liens avec les autres divisions de la CEA et les bureaux sous-régionaux, œuvrant à l'unisson en matière de planification, de mobilisation des ressources et d'exécution de programmes, le Centre s'attachera à lancer, à analyser, à renforcer, à généraliser et à suivre les politiques touchant au domaine du développement social et humain. Le sous-programme sera exécuté selon la stratégie exposée en détail au titre du sous-programme 10 du programme 14 du cadre stratégique pour la période 2012-2013 (A/65/6/Rev.1).

Tableau 18A.37

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Faire reculer la pauvreté et favoriser un développement social durable, équitable et sans exclusive, conformément aux objectifs de développement fixés au niveau international, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement

Réalisations escomptées du Secrétariat

Indicateurs de succès

a) Renforcement de la capacité des États membres d'intégrer la dimension sociale et la

a) i) Augmentation du nombre d'institutions nationales et d'organismes

problématique hommes-femmes aux processus et politiques de développement

intergouvernementaux qui appliquent des politiques adaptées et intègrent la dimension sociale et la problématique hommes-femmes aux processus de développement

Mesure des résultats

2008-2009 : sans objet

2010-2011 (estimation) : 5 institutions nationales et organismes

intergouvernementaux appliquent des politiques adaptées

2012-2013 (objectif) : 10 institutions nationales et organismes

intergouvernementaux appliquent des politiques adaptées

ii) Augmentation du nombre d'États membres et d'organismes

intergouvernementaux qui appliquent des connaissances et des outils découlant du sous-programme lors de l'adoption et de la mise en place de programmes de développement tenant compte des questions de population et de la problématique hommes-femmes, comme il en a été convenu dans les textes issus de l'examen de l'application du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing +15

Mesure des résultats

(Nombre d'États membres et d'organismes intergouvernementaux qui sont en mesure d'adopter et de mettre en place des programmes de développement)

2008-2009 : sans objet

2010-2011 (estimation) : 3

2012-2013 (objectif) : 6

b) Renforcement de la capacité des États membres et des organismes intergouvernementaux d'analyser et d'élaborer des politiques et d'agir en faveur de l'intégration sociale

b) Augmentation du nombre d'États membres et d'organismes intergouvernementaux qui mettent à profit les connaissances obtenues pour concevoir et mettre en œuvre des politiques d'intégration sociale adaptées fondées sur les droits de l'homme et pour en assurer le suivi

Mesure des résultats

(Nombre d'États membres et d'organismes intergouvernementaux qui sont en mesure de concevoir des politiques adaptées)

2008-2009 : sans objet

2010-2011 (estimation) : 10

2012-2013 (objectif) : 20

Facteurs externes

- 18A.109 Le sous-programme devrait permettre d'atteindre les objectifs visés et de parvenir aux réalisations escomptées si les conditions suivantes sont réunies : a) les États membres s'emploient résolument à mettre en œuvre les politiques générales régionales et internationales de développement social, en prenant en compte les conclusions de l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement 15 après; b) les États membres prennent des mesures pour présenter régulièrement des données et des rapports; et c) les partenaires sont disposés à collaborer avec la CEA et à harmoniser les activités pour aider la CEA, les États membres et les communautés économiques régionales.

Produits

- 18A.110 Les produits de l'exercice 2012-2013 seront les suivants :
- a) Services d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire) :
 - i) Services fonctionnels à fournir pour les réunions : troisième session du Comité du développement humain et social (4);
 - ii) Documentation à l'intention des organes délibérants : rapport de l'examen régional, au niveau de l'Afrique, de la mise en œuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement 20 ans après (1); rapport sur la deuxième réunion d'examen du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement (1); rapport du Comité du développement humain et social (1);
 - iii) Groupes spéciaux d'experts : examen externe du rapport sur le développement social en Afrique (1); examen du rapport sur la jeunesse africaine (1); examen du rapport sur les migrations internationales (1);
 - b) Autres activités de fond (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires) :
 - i) Publications en série : évaluation des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (2); rapport sur le développement social en Afrique (1);
 - ii) Publications isolées : rapport sur la jeunesse africaine (1); rapport sur les migrations internationales (1);
 - iii) Brochures, fiches d'information, planches murales, pochettes de documentation : planche murale et pochette de documentation sur la population et le développement destinées aux responsables politiques africains (1);
 - iv) Activités techniques : mise au point d'un indice de développement social pour aider à l'élaboration et au suivi des politiques en Afrique (1); base de connaissances sur les pratiques optimales et le dialogue sur le développement social et humain en Afrique (1);
 - v) Apport à des produits communs : contribution aux réunions des groupes thématiques du Mécanisme de coordination régionale pour l'Afrique (2);

- c) Coopération technique (budget ordinaire/fonds extrabudgétaires) :
- i) Services consultatifs : services consultatifs fournis à la demande des gouvernements et des organismes intergouvernementaux sur l'intégration du développement humain et social dans les stratégies nationales de développement dans le cadre des programmes pluriannuels, du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (APRM), du programme décennal de renforcement des capacités de l'Union africaine et des objectifs du Millénaire pour le développement (4);
 - ii) Stages, séminaires et ateliers : atelier de renforcement des capacités sur l'intégration des politiques de développement humain et social dans les programmes et stratégies de développement de l'Afrique (en collaboration avec l'Institut africain de développement économique et de planification) (1); atelier régional sur l'intégration de la question des personnes handicapées dans les programmes de développement (en collaboration avec le Département des affaires économiques et sociales, la Commission de l'Union africaine et Leonard Cheshire Disability) (1); atelier sur l'intégration des dimensions humaine et sociale dans les politiques, stratégies et programmes nationaux (1);
 - iii) Bourses et subventions : universitaires invités, chercheurs et stagiaires mis à contribution pour appuyer les diverses activités de la CEA, notamment le suivi, au niveau régional, de la mise en œuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement, la réduction de la mortalité maternelle et les activités en faveur des jeunes (2);
 - iv) Projets opérationnels : suivi et communication de l'information sur la mise en œuvre des déclarations d'engagement adoptées aux niveaux régional et mondial en faveur de l'égalité entre les sexes et du développement social (1); intégration des problèmes liés au développement humain et social dans les stratégies d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets (1); travaux de recherche sur le développement humain et social pour étayer les choix politiques (1).

Tableau 18A.38

Ressources nécessaires : sous-programme 10

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2010-2011	2012-2013 (avant actuali- sation des coûts)	2010-2011	2012-2013
Budget ordinaire				
Postes	2 856,0	1 643,5	12	8
Autres objets de dépense	664,5	624,5	-	-
Total partiel	3 520,5	2 268,0	12	8
Fonds extrabudgétaires	476,0	1 355,4	1	-
Total	3 996,5	3 623,4	13	8

- 18A.111 Le montant de 1 643 500 dollars permettra de financer huit postes (1 P-5, 2 P-4, 1 P-3, 1 P-2 et 3 postes d'agent local). La diminution de 1 212 500 dollars résulte de la cession de quatre postes (1 P-5 et 3 P-3), le volet objectifs du Millénaire pour le développement et pays les moins avancés du sous-programme 10 (Développement social) ayant été transféré au sous-programme 1 (Analyse macroéconomique, finance et développement économique) afin de mieux harmoniser les questions

thématiques et les priorités sectorielles, de relier les domaines d'activité correspondants et de renforcer les effets de synergie, la cohérence et la complémentarité entre les services compétents. Le montant de 624 500 dollars prévu au titre des autres objets de dépense servira à couvrir les autres dépenses de personnel, les services de consultants et d'experts, les frais de voyage, les services contractuels et les subventions et contributions à l'Institut africain des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants. La diminution de 40 000 dollars tient à la réduction des dépenses afférentes aux services d'experts et aux services contractuels compte tenu des dépenses engagées récemment.

- 18A.112 Les fonds extrabudgétaires (1 355 400 dollars), qui devraient provenir de sources bilatérales, serviront à financer les activités opérationnelles visant à aider les institutions nationales et les organismes intergouvernementaux à intégrer le développement social et humain dans les stratégies de développement, à mettre en œuvre le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et à promouvoir l'intégration sociale. Ces activités sont les suivantes : travaux d'analyse visant à faire progresser le développement social et à définir les liens entre la population, l'égalité entre les sexes, les objectifs du Millénaire pour le développement, le VIH/sida et le développement; renforcement de la capacité des pays de produire et de traiter des statistiques sur le développement social et d'utiliser des méthodes standardisées de collecte de données; renforcement de l'échange d'informations et de la transmission du savoir entre les pays; et application d'une stratégie de communication efficace pour assurer une large diffusion des supports de connaissance produits par le sous-programme. Les fonds extrabudgétaires serviront à financer la diffusion du rapport sur le développement social en Afrique, qui est une publication en série, de deux publications isolées, d'une planche murale et d'une pochette de documentation, des activités techniques, des bourses destinées à deux universitaires invités; les voyages des représentants de la CEA à des réunions de haut niveau; les voyages du personnel appelé à fournir une assistance technique; et deux ateliers de renforcement des capacités. Des travaux de recherche et des études, des visites de terrain, des séminaires et séances de formation, et un examen technique de la mise en œuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement au niveau régional sont également prévus dans le sous-programme.

D. Appui au programme

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 38 520 800 dollars

- 18A.113 Relevant du Chef de l'administration, des services communs et de l'appui au programme, les services d'appui au programme englobent les fonctions et structures se rapportant aux domaines suivants : gestion et mise en valeur des ressources humaines; gestion financière et budgétaire; publications, traduction et gestion des conférences au Centre de conférences des Nations Unies à Addis-Abeba; documentation, gestion des archives et des dossiers; finances et comptabilité; gestion des services centraux d'appui, y compris les services généraux et la gestion des installations; services informatiques; gestion des opérations du SIG; gestion du Centre médical des Nations Unies; rénovation et construction; gestion des nouveaux locaux à usage de bureaux et gestion des services communs.
- 18A.114 Au cours de l'exercice biennal 2012-2013, le Bureau du Chef de l'administration, des services communs et de l'appui au programme continuera de coordonner la prestation des services susmentionnés afin d'aider au bon fonctionnement du secrétariat de la CEA, de ses cinq bureaux régionaux et de l'Institut africain de développement économique et de planification. Le Bureau coordonnera ses activités d'appui avec celles des organismes des Nations Unies ayant leur siège en Éthiopie, comme le prévoit le cadre des services communs des Nations Unies. Durant l'exercice 2012-2013, les activités du Bureau seront axées sur : l'achèvement de la construction des

nouveaux bureaux prévue en 2012; l'achèvement de la mise en place du système de contrôle d'accès aux locaux, qui fait partie du projet PACT II; l'amélioration de l'infrastructure informatique actuelle des bureaux sous-régionaux pour renforcer sa résilience et sa fiabilité, notamment grâce à l'utilisation des centres de reprise après sinistre qui doivent être mis en place à la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie) et à la Base d'appui des Nations Unies à Valence (Espagne); le lancement d'une campagne de recrutement pour ramener le taux de vacance de poste aux 5 % prévus; l'appui à la mise en œuvre des Normes comptables internationales pour le secteur public et au lancement d'Umoja; la gestion efficace des transactions financières de la CEA; et l'amélioration de la gestion des archives et des dossiers. La gestion des archives et des dossiers mérite une attention particulière, sachant qu'actuellement tout se fait à la main et que certains dossiers s'étendent sur une période de 35 ans.

- 18A.115 Au cours de l'exercice biennal 2012-2013, le Bureau devra régler des problèmes importants, dont les suivants : achèvement à temps de la construction des nouveaux bureaux; retard possible dans l'exécution des travaux de remise en état prévus à l'ancien bâtiment de bureaux actuellement occupé par les organismes des Nations Unies qui doivent en principe emménager dans le nouveau bâtiment; problèmes liés à l'administration des nouveaux bureaux, notamment pour ce qui est des ressources humaines, techniques, contractuelles et financières; fourniture d'un appui adéquat pour la continuité des opérations et la reprise après sinistre à la CEA; fourniture d'un appui administratif et d'autres services centraux d'appui aux organismes des Nations Unies nouvellement installés à Addis-Abeba; accroissement de la demande de services d'appui administratif de la part des bureaux sous-régionaux; mise en place d'un système moderne, bien conçu et efficace pour la gestion des archives et des dossiers à la CEA; accroissement du nombre d'activités de représentation que doit entreprendre le Directeur de l'administration.

Produits

- 18A.116 Les produits de l'exercice 2012-2013 seront les suivants :

- a) Services d'appui administratif : fourniture d'une interprétation faisant autorité des politiques et procédures financières, des rapports financiers, des méthodes et systèmes comptables; modernisation et intégration des systèmes financiers; amélioration de l'information financière; et renforcement de la responsabilité au sein de la Commission. Les activités prévues sont les suivantes : fourniture de conseils et d'avis en matière de gestion financière globale sur l'utilisation adéquate des ressources et la comptabilisation rigoureuse des transactions financières conformément au Règlement financier, aux règles de gestion financière et au Règlement du personnel; établissement d'états financiers mensuels, annuels et biennaux; établissement d'états de rapprochement bancaire, vérification et approbation des paiements; enregistrement des opérations comptables et fourniture de conseils et d'avis aux bureaux sous-régionaux; traitement, examen et approbation de tous les paiements, y compris les traitements et les prestations; fourniture d'un appui informatique pour le contrôle et l'établissement de rapports financiers;
- b) Mobilisation et gestion des ressources humaines : planification, recrutement et affectation; administration du personnel compte tenu des conditions d'emploi à la CEA, y compris le personnel des cinq bureaux sous-régionaux; services au personnel, notamment examen et traitement des divers avantages et prestations; activités de planification des carrières en vue de renforcer les compétences et qualifications du personnel; et relations entre le personnel et l'administration. Les activités prévues consistent à : prendre des décisions concernant la sélection du personnel; administrer les prestations dues au personnel compte tenu des conditions d'emploi définies dans les statuts et règlements du personnel; tenir à jour les bases de données sur les ressources humaines, établir un répertoire des compétences et introduire

l'informatique pour améliorer la prestation des services, réduire le coût des opérations et mieux répondre aux attentes des clients; fournir des données et informations pertinentes au personnel d'encadrement pour lui permettre de prévoir les compétences nécessaires en fonction des activités prévues au programme; veiller au classement des postes et à la diffusion rapide des avis de vacance de poste; veiller à ce que les décisions relatives à la sélection soient fondées sur des critères objectifs liés à l'emploi concerné et tiennent compte des questions de portée générale telles que la représentation géographique, l'équilibre entre les effectifs des deux sexes, les compétences de base et les compétences de gestion; assurer la formation du personnel d'encadrement, du personnel chargé d'évaluer les candidats, des membres des organes centraux de contrôle et du personnel pour les doter des connaissances qui leur permettent de s'acquitter de leurs responsabilités et appliquer les procédures d'Inspira; mener des activités de communication énergiques pour faire connaître les avantages liés à l'emploi à la CEA; planifier et mettre en place des programmes de perfectionnement des compétences de base et des compétences techniques, gérer les programmes coordonnés au niveau central relatifs aux valeurs fondamentales de l'ONU, les compétences de base, les compétences en matière d'encadrement et d'autres compétences non techniques essentielles; conseiller le personnel et les cadres supérieurs sur les révisions des rapports d'appréciation du comportement professionnel, les plaintes et les examens disciplinaires et autres révisions de procédures administratives; offrir des formations au personnel pour améliorer ses compétences et lui permettre de faire face aux nouvelles exigences et accroître la mobilité d'une catégorie professionnelle à une autre afin de réaliser l'ambition du Secrétaire général de constituer un corps de fonctionnaires polyvalents, mobiles et expérimentés; et mettre en place des programmes visant à promouvoir un style de gestion garantissant des normes de conduite élevées et d'excellentes relations de travail; et veiller à ce que la CEA soit dotée d'un mécanisme équitable et efficace de concertation entre le personnel et l'administration;

- c) Services de conférence : dans la CEA repositionnée, la priorité a été donnée à l'amélioration des installations de conférence, des services linguistiques, de publication, de documentation et de reproduction, qui sont regroupés au sein de la Section des publications et de la gestion des conférences, ainsi qu'aux activités de commercialisation et de relations publiques. La Section assurera le service des séances, des services d'interprétation et de rédaction de procès-verbaux de séances, des services de traduction et d'édition, et des services de documentation et de publication, y compris les services de traitement de texte, et continuera de fournir des services aux bureaux sous-régionaux. Au cours de l'exercice biennal 2012-2013, la Section s'attachera surtout à : a) élaborer des stratégies de gestion commerciale destinées à promouvoir l'utilisation du Centre de conférences des Nations Unies à Addis-Abeba en renforçant les stratégies et activités de commercialisation; b) continuer à tirer parti des pratiques optimales des services linguistiques et de la documentation (système de gestion en ligne des réunions, système de contrôle des documents et de la productivité, etc.) déjà en place; c) fixer des tarifs réalistes, actualiser la politique d'utilisation des installations du Centre de conférences des Nations Unies et assurer le recouvrement intégral des coûts des réunions et services non prévus au calendrier; d) continuer d'améliorer la qualité des publications et des autres documents de la CEA, notamment la qualité des travaux de traduction et d'édition et leur exécution en temps voulu; e) resserrer la coordination avec la Commission de l'Union africaine et la Banque africaine de développement afin de déterminer les domaines de coopération future en matière de services de conférence; f) prendre l'initiative d'intégrer les nouvelles techniques de publication dans tous les travaux, notamment en mettant en place des services de diffusion par voie électronique et d'impression sur mesure pour réduire le coût de la diffusion sur papier et en recherchant les nouveaux outils et techniques qui permettent de gagner en efficacité; et g) jouer un rôle de

premier plan dans la recherche d'une solution simple, sûre et peu onéreuse pour tous les problèmes liés à la gestion des archives et des dossiers;

- d) Les fonctions liées au budget peuvent en gros être rangées dans deux rubriques, à savoir, d'une part, la coordination et l'établissement du budget-programme et, d'autre part, la gestion et l'administration du budget. Les activités prévues consisteront à : établir les budgets-programmes biennaux et le budget annuel de frais généraux; fournir des orientations et de l'aide aux directeurs de programme concernant l'établissement du budget selon les directives du Secrétaire général; vérifier et contrôler l'utilisation des ressources; vérifier et certifier les documents autorisant des dépenses; nommer les agents certificateurs; et allouer des crédits;
- e) Le Centre médical des Nations Unies continuera d'assurer des services curatifs aux fonctionnaires de l'ONU et aux personnes à leur charge et entreprendra des activités préventives afin de réduire l'incidence des maladies en général et des troubles et du stress liés au travail. Il organisera également des activités de préparation aux situations d'urgence pour son personnel et l'ensemble du personnel de l'ONU afin de leur permettre de faire face à toute catastrophe;
- f) Services informatiques : fourniture de l'ensemble des services d'informatique, de télécommunications et de bureautique et appui à l'infrastructure; fourniture d'un appui concernant les logiciels et le matériel et des services qui répondent à l'évolution des besoins de la CEA, de ses cinq bureaux sous-régionaux et de l'Institut africain de développement économique et de planification; et fourniture de services informatiques aux organismes des Nations Unies sur place et prise en compte de leurs besoins opérationnels informatiques conformément à l'accord sur les services communs du système des Nations Unies. La gestion du savoir et les télécommunications revêtent une très grande importance, étant donné la nécessité croissante de disposer d'un système de stockage de données sûr, solide et fiable afin d'améliorer la gestion de l'information et les communications avec le Siège de l'ONU à New York, les cinq bureaux sous-régionaux, l'Institut africain de développement économique et de planification, les communautés économiques régionales et d'autres partenaires de développement et les parties prenantes du monde entier. La Section des services informatiques s'emploiera en priorité à appuyer les travaux de la CEA repositionnée et le programme de communication de celle-ci, notamment le renforcement des activités de gestion et de diffusion de l'information et du savoir, comme il est prévu dans le plan d'activité pour 2010-2012. Au cours de l'exercice 2012-2013, la Section s'attachera à obtenir des résultats concrets dans les quatre principaux domaines d'activité de la CEA : a) poursuite de l'action en faveur du renforcement des capacités des bureaux sous-régionaux en matière informatique; b) amélioration de la qualité et de la quantité des services de renforcement du programme de travail des divisions techniques et des bureaux sous-régionaux; c) renforcement de la gestion administrative et de l'appui au programme; et d) encouragement du partage, de la diffusion et de l'utilisation de données, des applications et du capital connaissance institutionnelle;
- g) Système intégré de gestion (SIG) : le passage du SIG à un progiciel de gestion intégré nécessite la mise en place de plates-formes de matériel et de logiciel spécialement adaptées, capables d'assurer le nettoyage des données, les recoupements nécessaires et la préparation des données à transférer. Le SIG demeure indispensable jusqu'à ce qu'il soit progressivement éliminé. Certaines tâches continueront d'être effectuées au cours de l'exercice 2012-2013, notamment : entretien et appui au fonctionnement de l'infrastructure du SIG à la CEA et dans ses bureaux régionaux; fourniture d'un appui fonctionnel et technique aux utilisateurs du SIG à la CEA et dans les bureaux sous-régionaux; renforcement de la sécurité des données, notamment préparation en cas d'incident majeur, reprise après sinistre et continuité des

opérations; développement et renforcement des compétences concernant l'utilisation du progiciel de gestion intégré, l'accent étant mis sur les techniques, les compétences et les pratiques en matière de gestion de l'information; et analyse, conception, exploitation, fonctionnement, entretien et appui des systèmes de gestion du travail et de la documentation de la CEA. Il sera également question de nouvelles technologies et initiatives visant à tirer parti de nouvelles techniques telles que la virtualisation, des serveurs plus rapides, un meilleur équilibre de la charge et des applications plus sûres, notamment des systèmes d'exploitation, des bases de données et des applications de communication;

- h) Services centraux d'appui : coordination de l'établissement du plan d'achat de la CEA et mise en œuvre transparente et économique des procédures d'achat; services de voyage, de logistique et de transport, notamment gestion de l'ensemble des activités de la Commission relatives aux voyages autorisés des fonctionnaires, des personnes à charge, des participants aux réunions et de toute autre personne effectuant un voyage dûment autorisé par la CEA; gestion des biens et gestion des stocks et des magasins de la CEA, ce qui suppose l'achat, la réception et l'inspection des articles, et tenue de la comptabilité matières; gestion des installations, notamment fourniture de services techniques et d'entretien et poursuite de l'amélioration de la gestion des grands projets de construction en cours et prévus pour 2012-2013 concernant les nouveaux bureaux et le système normalisé de contrôle des accès; gestion des installations; travaux de construction et activités commerciales dans l'enceinte de la CEA, y compris l'agence de voyages, les services de restauration, la station d'essence, l'évacuation des déchets de papier, le service de lavage de voitures et la liquidation des biens de l'ONU.

Tableau 18A.39

Ressources nécessaires : appui au programme

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2010-2011	2012-2013 (avant actuali- sation des coûts)	2010-2011	2012-2013
Budget ordinaire				
Postes	20 015,8	21 603,8	214	223
Autres objets de dépense	20 029,0	16 917,0	—	—
Total partiel	40 044,8	38 520,8	214	223
Fonds extrabudgétaires	6 100,5	6 826,7	57	58
Total	46 145,3	45 347,5	271	281

- 18A.117 Le montant de 21 603 800 dollars prévu au titre des postes, qui représente une augmentation de 1 588 000 dollars, permettra de financer 223 postes (1 D-1, 7 P-5, 16 P-4, 19 P-3, 8 P-2, 168 postes d'agent local, 1 poste d'agent du Service mobile et 3 postes d'administrateur recruté sur le plan national). L'augmentation de 1 588 000 dollars tient : a) au transfert : i) d'un poste P-4, d'un poste d'administrateur recruté sur le plan national et de quatre postes d'agent local du Bureau de la planification stratégique et de la gestion des programmes à la Division de l'administration, des services communs et de l'appui au programme en raison des ajustements apportés aux travaux de restructuration entrepris récemment en vue de renforcer les activités techniques et administratives de la Commission, ce qui fait que la Division de l'administration, des services communs et de l'appui au programme reprend toutes les fonctions de gestion du budget qui relevaient auparavant

du Bureau de la planification stratégique et de la gestion des programmes; ii) d'un poste P-4 du Bureau du Secrétaire exécutif à la Section des services de conférence; iii) d'un poste P-4 (traducteur) du bureau sous-régional pour l'Afrique du Nord; et iv) d'un poste P-4 du sous-programme 4; b) à la transformation d'un poste d'agent du Service mobile de la classe F-6 en poste P-4, dont le titulaire sera le chef du Groupe des services de télécommunications et aura pour fonctions de planifier et diriger l'exécution de projets de télécommunications présentant une importance majeure pour la Commission, d'encadrer l'équipe chargée des télécommunications, d'assurer la coordination avec les autres organismes des Nations Unies afin d'optimiser la coopération interinstitutions dans le domaine des télécommunications, de traiter avec les prestataires de services extérieurs, de proposer des solutions de connectivité, notamment des solutions satellite, qui pourraient être mises en place en cas d'urgence; et c) à la transformation d'un poste d'agent local en poste d'administrateur recruté sur le plan national, qui sera occupé par un spécialiste de la gestion des installations exerçant les fonctions suivantes : fournir des documents techniques, examiner en détail les plans des nouveaux bureaux de la CEA et procéder à l'analyse de la valeur pour les systèmes d'éclairage, de chauffage, de ventilation et de climatisation et les installations connexes en vue de garantir leur durabilité et leur efficacité énergétique; aider à l'établissement des plans et des documents techniques et fournir des services d'appui administratif concernant les projets de modernisation de l'ancien bâtiment de bureaux de la CEA, du Centre de conférences des Nations Unies et de la Maison de l'Afrique; et se concerter avec le pays hôte, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et l'Union africaine sur les projets relatifs aux installations. Le montant de 16 917 000 dollars prévu au titre des autres objets de dépense servira à couvrir les autres dépenses de personnel, les frais de voyage, les services contractuels, les frais généraux de fonctionnement, les fournitures et accessoires, le mobilier et le matériel et les subventions et contributions. La diminution nette de 3 112 000 dollars tient principalement à la diminution des dépenses de fonctionnement basée sur l'expérience passée; elle est en partie compensée par l'augmentation des autres dépenses de personnel, des frais de voyage et des dépenses afférentes aux services contractuels.

- 18A.118 Les fonds extrabudgétaires d'un montant de 6 826 700 dollars au titre de l'appui au programme, qui proviennent des organismes des Nations Unies, des activités extrabudgétaires menées par la CEA, des contributions au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique et de sources bilatérales, permettront de financer 5 postes d'administrateur, 1 poste d'administrateur recruté sur le plan national et 52 postes d'agent local ainsi que d'autres objets de dépense. La Division de l'administration continuera de fournir des services d'appui au titre des programmes et projets de fond dans divers domaines de leurs programmes d'activité pour l'exercice 2012-2013.

Tableau 18A.40

**État récapitulatif de la suite donnée aux recommandations formulées
par les organes de contrôle**

Résumé de la recommandation

Suite donnée à la recommandation

**Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires
(A/64/7)**

Le Comité consultatif note que le projet de programme de la CEA contient de nouvelles activités dans des domaines prioritaires, ce qui correspond à de nouveaux mandats ou

Pour mettre en œuvre cette recommandation, la CEA a présenté, respectivement à la session de 2010 de la Commission et à la session de fond de 2010 du Conseil économique et social, les deux rapports intermédiaires E/ECA/COE/29/7 et E/ECA/CM/43/6 qui ont mis en

Résumé de la recommandation

Suite donnée à la recommandation

reflète les modifications apportées aux anciens mandats par les organes intergouvernementaux compétents dans les domaines de la sécurité alimentaire, de l'agriculture et des changements climatiques, des statistiques et du renforcement de la capacité statistique des États membres, mais aussi aux ressources destinées à la Coalition pour le dialogue sur l'Afrique, qui succède à la Grande Table et à la Coalition mondiale pour l'Afrique (ibid., par. 17A.16 et 17A.17). Le Comité a été informé que la Coalition, une initiative conjointe de la Banque africaine de développement, de la Commission de l'Union africaine et de la CEA, est un forum de dialogue sur les défis émergents et pressants qui vise à renforcer le contrôle par les Africains de l'agenda du développement de l'Afrique. Le Comité note également que les orientations programmatiques de la CEA continueront de se fonder sur l'engagement de faire de la CEA une organisation qui s'appuie sur le savoir et se place à l'avant-garde de la réflexion sur le développement dans la région (ibid., par. 17A.10). **Le Comité attend avec intérêt d'être informé de l'évolution de ces initiatives dans le prochain projet de budget.**

Le Comité a été informé que les programmes de l'Union africaine et les programmes connexes, notamment le NEPAD, étaient tous basés sur la nécessité d'inscrire la promotion de l'intégration et du développement de l'Afrique dans une perspective sous-régionale. La CEA a donc pris des mesures pour renforcer ses bureaux sous-régionaux. **Le Comité recommande d'établir une évaluation de l'efficacité du renforcement des bureaux sous-régionaux et de faire figurer les résultats dans le prochain projet de budget.**

évidence les principaux résultats obtenus au titre de ses 10 sous-programmes centrés sur la sécurité alimentaire, l'agriculture et les changements climatiques, les statistiques et le renforcement de la capacité statistique des États membres, ainsi que les ressources fournies à la Coalition pour le dialogue sur l'Afrique. La Commission a noté que la CEA avait accompli des progrès significatifs dans la fourniture de la plupart de ses services. Dans la résolution 870 (XLII), notamment, il a été demandé à la CEA de continuer de travailler en étroite collaboration avec la Commission de l'Union africaine, la Banque africaine de développement et d'autres organisations pour renforcer la capacité des États membres et de leurs organisations intergouvernementales à résoudre les problèmes liés au climat. La Commission a également adopté une résolution relative à une stratégie pour l'harmonisation des statistiques et l'application de la Charte africaine des statistiques [871 (XLIII)], et une autre [877 (XLIII)] visant à assurer la sécurité alimentaire en Afrique.

En janvier 2010, la CEA a fait procéder à une évaluation externe et indépendante de ses cinq bureaux sous-régionaux. Les éléments relatifs au contexte, les justifications et les principales conclusions ont été transmis à la Commission à sa session de 2010 pour examen. Conformément aux instructions qu'elle avait reçues, l'équipe chargée de l'évaluation a cherché notamment à apprécier le bon fonctionnement et l'adéquation des procédés, systèmes et modalités opérationnelles des bureaux sous-régionaux, et à juger de la nécessité de les améliorer ou de les ajuster. À cette fin, elle avait préalablement vérifié que les recommandations sur le renforcement du rôle des bureaux sous-régionaux de la CEA, formulées dans le rapport du Secrétaire général (A/61/471), avaient bien été appliquées en

*Résumé de la recommandation**Suite donnée à la recommandation*

réponse aux conclusions de l'inspection menée en 2004 par le Bureau des services de contrôle interne sur le programme et la gestion administrative des bureaux sous-régionaux.

Les conclusions ont confirmé que l'action de renforcement des bureaux sous-régionaux, entreprise en 2006, avait largement atteint les résultats escomptés.

Toutefois, en vue de pérenniser les améliorations et les résultats obtenus par ces bureaux dans les différentes sous-régions, il a été recommandé que la CEA puisse réexaminer la possibilité d'accroître ses ressources ordinaires et ses fonds extrabudgétaires, plus particulièrement dans le contexte des programmes pluriannuels de mise en œuvre opérationnelle que les bureaux ont signés avec les principales communautés économiques régionales et les organisations intergouvernementales chargées de donner effet au NEPAD, ainsi que dans le cadre du nouveau mandat de coordonnateur stratégique du mécanisme de coordination régionale de l'appui apporté au NEPAD par le système des Nations Unies, attribué aux bureaux. Dans cet esprit, par sa résolution 874 (XLII) sur le renforcement de ses bureaux sous-régionaux, la Commission lance un appel aux donateurs et à ses partenaires afin qu'ils accroissent leurs efforts de financement, salue l'action du Secrétaire général en faveur du renforcement des bureaux sous-régionaux et le prie de continuer d'appuyer son programme de travail et ses objectifs prioritaires.

Sachant que l'appui des Nations Unies au NEPAD est inscrit aux chapitres 11 et 17A du projet de budget-programme, le Comité consultatif recommande d'identifier clairement les domaines de complémentarité entre les deux programmes et de les indiquer dans les prochains rapports sur l'exécution du programme et les projets de budget.

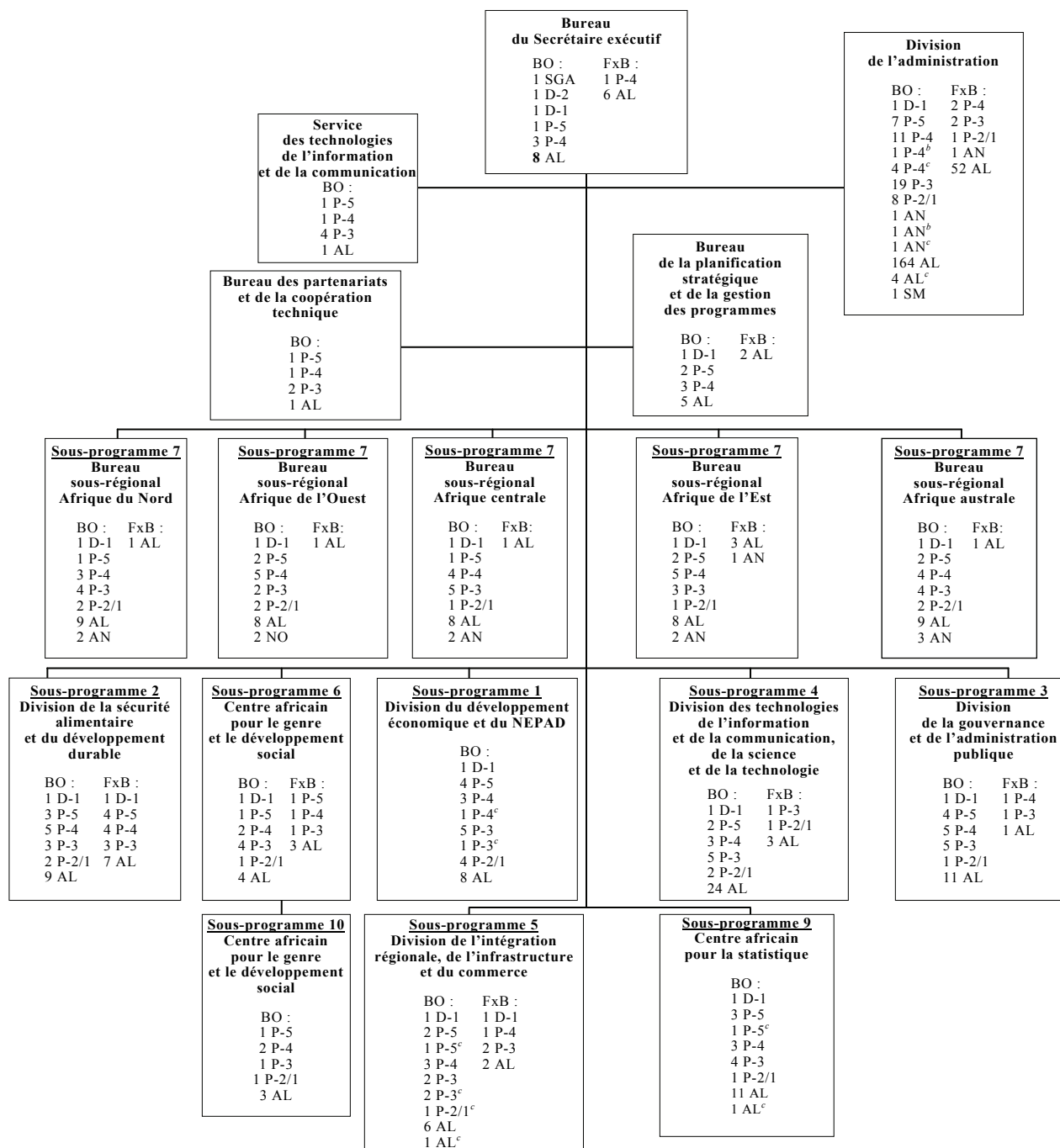
Du fait que la Commission joue un plus grand rôle s'agissant de renforcer la coordination de la mise en œuvre du NEPAD et l'appui fourni à cette fin, et conformément aux recommandations formulées par le Corps commun d'inspection dans son rapport sur les autres mesures visant à renforcer l'appui du système des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (JIU/REP/2005/8), ainsi qu'au rapport du Groupe consultatif du Secrétaire général sur l'appui international au NEPAD (A/60/85), tous les efforts ont été déployés lors de l'établissement du projet de budget-programme de la Commission pour l'exercice biennal 2012-2013 pour inscrire les activités de base au principal budget-programme de la Commission (sect. 18A) en appui au NEPAD (sect. 11). En particulier, le Secrétaire exécutif a constitué le Groupe d'appui au programme, dont la mission a consisté, entre autres, à incorporer la section 11 et le programme décennal de renforcement des capacités de l'Union africaine dans le

*Résumé de la recommandation**Suite donnée à la recommandation*

texte de la section 18A, dans le cadre du concept Unis dans l'action pour l'Afrique. En conséquence, les activités prévues dans tous les sous-programmes du programme 14 sont de caractère général et comprennent notamment l'aide aux organes intergouvernementaux et aux représentants/rapporteurs de l'ONU, l'appui fonctionnel aux États membres, aux communautés économiques régionales, à l'Union africaine et au NEPAD, aux programmes pluriannuels et aux objectifs du Millénaire pour le développement, et une offre de services consultatifs, le cas échéant, aux États membres, aux communautés économiques régionales et aux organisations intergouvernementales dans le cadre du NEPAD et du programme décennal de renforcement des capacités de l'Union africaine de l'ONU, au Mécanisme africain d'évaluation par les pairs, aux programmes pluriannuels et aux objectifs du Millénaire pour le développement. En outre, tous les bureaux sous-régionaux seront chargés d'assurer le service des réunions annuelles du mécanisme de coordination sous-régionale rattaché au Mécanisme de coordination régionale pour l'Afrique. Cela traduit non seulement la détermination de la Commission à accompagner le NEPAD mais aussi sa volonté d'élaborer son programme de travail en fonction des domaines prioritaires de cette initiative continentale.

Commission économique pour l'Afrique

Organigramme et répartition des postes pour l'exercice biennal 2010-2011^a



Abréviations : BO : budget ordinaire; FxB : fonds extrabudgétaires; SGA : Secrétaire général adjoint; AL : agent local; SM : agent du Service mobile; AN : administrateur recruté sur le plan national.

^a Le sous-programme 8 ne figure pas dans l'organigramme car il est exécuté par l'Institut africain de développement économique et de planification.

^b Reclassement d'un poste d'agent du Service mobile en poste P-4 et d'un poste d'agent local en poste d'administrateur recruté sur le plan national.

^c Redéploiement.

Chapitre 18B

Bureau des commissions régionales à New York

Ressources nécessaires (avant actualisation des coûts) : 1 895 600 dollars

- 18B.1 Le Bureau des commissions régionales à New York coordonne, sous tous leurs aspects, les activités de fond et les activités opérationnelles que les cinq commissions régionales mènent en collaboration avec les départements, les bureaux, les fonds et les programmes des Nations Unies au Siège de l'ONU. Il est régulièrement en contact, pour le compte des commissions régionales, avec les missions permanentes des États Membres, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales concernées, les bureaux de liaison des organismes des Nations Unies et le public. Il fournit à l'Assemblée générale et au Conseil économique et social des services de fond et des services de représentation au titre de questions intéressant les travaux des commissions régionales. En participant aux réunions intergouvernementales mondiales, le Bureau veille à ce que les mandats et activités des commissions régionales, qui portent sur un grand nombre de questions économiques et sociales, soient pris en compte dans les délibérations et recommandations de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et de leurs organes subsidiaires. Il prend part aux réunions interinstitutions et intersecrétariats, à savoir celles du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (notamment à propos de sa politique et de ses principaux domaines d'action, par le biais du Comité de haut niveau sur les programmes) et du Groupe des Nations Unies pour le développement et de leurs organes subsidiaires, ainsi que du Comité exécutif pour les affaires économiques et sociales, afin de veiller à ce que les commissions régionales soient représentées de façon cohérente, efficace et au moindre coût, et qu'elles coopèrent de manière plus harmonieuse avec les organismes compétents des Nations Unies, notamment les fonds, les programmes et les institutions spécialisées. Il présente aux commissions une analyse et une synthèse des travaux des réunions intergouvernementales et des réunions interorganisations tenues au Siège, et formule des recommandations pratiques. Il aide à déterminer les tendances, les difficultés et les ouvertures mondiales qui peuvent avoir une incidence sur l'activité et l'orientation des commissions régionales et donne les conseils stratégiques voulus. Il fait office de centre général de coordination des activités de coopération et des activités interrégionales menées par les commissions régionales; il assure le service des réunions des secrétaires exécutifs et apporte un appui au Coordonnateur des commissions régionales.

Tableau 18B.1

Objectifs de l'exercice biennal, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats

Objectif de l'Organisation : Soutenir la mise en œuvre effective des directives des organes délibérants au niveau régional en fournissant des conseils aux commissions régionales face aux tendances mondiales susceptibles d'avoir une incidence sur leur positionnement stratégique ou des conséquences sur leur programme de travail

Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès
a) Présentation aux commissions régionales d'orientations générales pertinentes, fondées sur le suivi et l'analyse de l'élaboration des politiques en matière de coopération internationale et régionale, ainsi que sur les initiatives et décisions prises	a) i) Contributions stratégiques aux programmes et aux orientations générales fournies par le Bureau des commissions régionales à New York lors des réunions des secrétaires exécutifs des commissions régionales

par les mécanismes intergouvernementaux, interorganisations et interdépartementaux de l'ONU opérant à l'échelle mondiale

Mesure des résultats

(Nombre de contributions aux programmes et aux orientations générales fournies lors des réunions des secrétaires exécutifs)

2008-2009 : 8

2010-2011 (estimation) : 7

2012-2013 (objectif) : 8

ii) Nombre de communications et de conseils fournis en temps utile aux commissions régionales, portant sur les principaux débats et décisions des mécanismes intergouvernementaux, interorganisations et interdépartementaux de l'ONU opérant à l'échelle mondiale, ayant d'importantes conséquences sur leur rôle et leur mandat

Mesure des résultats

2008-2009 : 24 rapports formulant des orientations générales relatives au travail des mécanismes intergouvernementaux et interorganisations présentés aux commissions régionales

2010-2011 (estimation) : 19 rapports formulant des orientations générales relatives au travail des mécanismes intergouvernementaux et interorganisations présentés aux commissions régionales

2012-2013 (objectif) : 19 rapports formulant des orientations générales relatives au travail des mécanismes intergouvernementaux et interorganisations présentés aux commissions régionales

b) Adoption par les mécanismes intergouvernementaux, interorganisations et interdépartementaux de l'ONU opérant à l'échelle mondiale de décisions fondées sur la connaissance et la prise en compte des orientations générales, des décisions, des contributions aux programmes et des activités des commissions régionales

b) Nombre de positions et de prescriptions des commissions régionales prises en compte et traduites dans les décisions et mesures prises par les mécanismes intergouvernementaux, interorganisations et interdépartementaux à l'échelle mondiale

Mesure des résultats

2008-2009 : 75 résolutions de l'Assemblée générale et 29 résolutions du Conseil économique et social adoptées en adéquation avec le programme de travail des commissions régionales

2010-2011 (estimation) : 76 résolutions de l'Assemblée générale et 29 résolutions du Conseil économique et social adoptées en

- adéquation avec le programme de travail des commissions régionales
- 2012-2013 (objectif) : 76 résolutions de l'Assemblée générale et 29 résolutions du Conseil économique et social adoptées en adéquation avec le programme de travail des commissions régionales
- c) Renforcement de l'action en faveur de la coopération interrégionale entre les commissions régionales
- c) i) Présentation d'initiatives, de mesures concertées et de notes d'information par le biais du Bureau des commissions régionales à New York et appuyées par lui, en vue de promouvoir l'harmonisation, les bonnes pratiques et la coopération interrégionale entre les commissions régionales
- Mesure des résultats*
- 2008-2009 : 13 initiatives et notes d'orientation/information
- 2010-2011 (estimation) : 9 initiatives et notes d'orientation/information
- 2012-2013 (objectif) : 10 initiatives et notes d'orientation/information
- ii) Renforcement effectif du rôle du Bureau des commissions régionales à New York en tant que centre d'échanges de projets relatifs au Compte pour le développement présentés par les commissions régionales, et en tant que membre du Comité directeur du Compte pour le développement, en vue de repérer les synergies et complémentarités existant entre les différentes propositions des commissions régionales et de promouvoir la coopération interrégionale
- Mesure des résultats*
- 2008-2009 : 60 projets examinés par le Bureau
- 2010-2011 (estimation) : 46 projets examinés par le Bureau
- 2012-2013 (objectif) : 45 projets examinés par le Bureau
- d) Communication au Conseil économique et social d'informations concernant : les perspectives régionales et l'analyse des grandes questions de développement à l'échelle mondiale; les débats d'orientation au sein des commissions régionales, des réunions ministérielles et d'autres réunions et forums de haut niveau et les décisions prises; le
- d) Augmentation du pourcentage des rapports annuels du Secrétaire général au Comité économique et social portant sur la coopération dans les domaines économique, social et les domaines connexes, assortis d'une analyse et d'informations pertinentes, ainsi que d'autres documents destinés aux organes délibérants soumis par le biais du Bureau, présentés dans les délais prévus

renforcement de la cohérence à l'échelle du système grâce au Mécanisme de coordination régionale; et la poursuite de la coopération interrégionale entre les commissions régionales

Mesure des résultats

2008-2009 : 90 % des produits accompagnés d'une analyse et d'informations pertinentes exécutés dans les délais prévus

2010-2011 (estimation) : 100 % des produits accompagnés d'une analyse et d'informations pertinentes exécutés dans les délais prévus

2012-2013 (objectif) : 100 % des produits accompagnés d'une analyse et d'informations pertinentes exécutés dans les délais prévus

e) Gestion efficace du Bureau

e) Fourniture des produits et des services dans les délais prévus

Mesure des résultats

2008-2009 : 100 % des produits exécutés dans les délais prévus

2010-2011 (estimation) : 100 % des produits exécutés dans les délais prévus

2012-2013 (objectif) : 100 % des produits exécutés dans les délais prévus

Produits

18B.2 Les produits de l'exercice biennal 2012-2013 seront les suivants :

a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire) :

- i) Services fonctionnels pour les réunions : fournir à l'Assemblée générale et au Conseil économique et social des services de fond et des services de représentation intéressant les travaux des commissions régionales; représenter les cinq commissions régionales aux réunions intergouvernementales tenues au Siège; fournir un appui en matière de travaux de secrétariat aux réunions des secrétaires exécutifs;
- ii) Documentation à l'intention des organes délibérants : établir le rapport annuel du Secrétaire général sur la coopération régionale dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes, présenté à la session de fond du Conseil économique et social;

b) Autres activités de fond (budget ordinaire) :

- i) Expositions, visites guidées, conférences : organiser des réunions d'information ou mettre en place des relais d'information sur les travaux des commissions régionales entre celles-ci et le Siège, les fonds et programmes, les missions permanentes des États Membres à New York, les bureaux de liaison des institutions spécialisées au Siège et le public;
- ii) Activités techniques : analyser et faire la synthèse des faits nouveaux intervenant lors des réunions intergouvernementales ou interorganisations tenues au Siège ou auxquelles le Bureau assiste pour le compte des commissions dans le but d'élaborer des orientations générales; conseiller sur les tendances mondiales, les problèmes à régler et

les possibilités à exploiter ayant une incidence sur les travaux et le positionnement des commissions régionales;

- iii) Brochures, fiches d'information, planches murales et pochettes de documentation : publier tous les deux ans un bulletin d'information sur le site Web de l'ONU et sur support papier, à l'intention des délégations, des entités de l'ONU, des fonds, programmes et institutions spécialisées du système des Nations Unies, d'autres organismes intéressés et du public;
- iv) Participer aux réunions du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination ainsi qu'à d'autres réunions et activités interorganisations et contribuer à l'action commune; représenter les cinq commissions régionales aux réunions interorganisations et interdépartementales tenues au Siège; faire office de centre général de coordination pour la coopération interrégionale, notamment en appuyant le rôle du Coordonateur des commissions régionales, en fournissant des services pour les réunions des secrétaires exécutifs, en donnant des conseils aux réunions annuelles des responsables de la planification des programmes, en centralisant l'information sur les projets des commissions financés par le Compte pour le développement de l'ONU et en représentant les commissions aux réunions du Comité directeur du Compte pour le développement.

Tableau 18B.2

Ressources nécessaires : Bureau des commissions régionales à New York

Catégorie	Ressources (en milliers de dollars É.-U.)		Postes	
	2010-2011	2012-2013 (avant actuali- sation des coûts)	2010-2011	2012-2013
Budget ordinaire				
Postes	1 784,2	1 784,2	6	6
Autres objets de dépense	111,4	111,4	—	—
Total partiel	1 895,6	1 895,6	6	6
Fonds extrabudgétaires	—	—	—	—
Total	1 895,6	1 895,6	6	6

- 18B.3 Le montant de 1 784 200 dollars permettra de financer six postes au Bureau des commissions régionales à New York (1 D-1, 1 P-5, 1 P-4, 1 P-3 et 2 agents des services généraux). Le montant de 111 400 dollars, prévu au titre des autres objets de dépense, couvrira les autres dépenses de personnel, les frais de voyage, les services contractuels et d'autres besoins opérationnels.

Annexe

Produits de l'exercice 2010-2011 non reconduits en 2012-2013

<i>A/64/6, paragraphe</i>	<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
Sous-programme 1. Commerce, finances et développement économique			
17A.49 a) ii)	Appui au commerce et à la capacité commerciale de l'Afrique : offre, demande et réalisations	1	Activité ponctuelle
17A.49 a) ii)	L'Afrique et la mise en place d'une nouvelle architecture financière internationale : défis et possibilités	1	Activité ponctuelle
17A.49 a) ii)	Politiques industrielles pour la transformation structurelle de l'économie des pays d'Afrique	1	Activité ponctuelle
17A.49 a) iii)	Réunion régionale des pays les moins avancés d'Afrique en prévision de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés	1	Activité ponctuelle
17A.49 b) ii)	Suivi de l'aide au commerce : accent sur l'Afrique	1	Activité ponctuelle
17A.49 b) ii)	Renforcer l'emploi et la croissance en Afrique par la coopération Sud-Sud	1	Activité ponctuelle
17A.49 b) ii)	Notes d'information et d'orientation sur les nouveaux problèmes et défis ayant une incidence sur le développement de l'Afrique	4	Activité ponctuelle
Reporté ^a	Modèle économique tenant compte des objectifs du Millénaire pour le développement conçu à l'intention de certains pays africains (2008)	1	Activité ponctuelle
17A.49 b) ii)	Politiques industrielles pour la transformation structurelle de l'Afrique : possibilités d'action et pratiques optimales	1	Activité ponctuelle
17A.49 b) ii)	Appliquer séparément les différentes modalités du Cycle de Doha relatives aux possibilités pour l'Afrique de réaliser les objectifs de développement adoptés au niveau international	1	Activité ponctuelle
17A.49 b) ii)	Quelques problèmes de gouvernance liés au financement du développement, notamment en ce qui concerne les mesures de promotion de la coopération	1	Activité ponctuelle
17A.49 b) ii)	Étude de la réforme de l'architecture financière internationale et de ses incidences sur l'Afrique	1	Activité ponctuelle
17A.49 b) ii)	Effets des mécanismes de facilitation du commerce sur la compétitivité des exportations en Afrique	1	Activité ponctuelle

<i>A/64/6, paragraphe</i>	<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
17A.49 b) ii)	Réformes des politiques budgétaires et monétaires et exploitation de la croissance en Afrique aux fins de la lutte contre la pauvreté : pratiques optimales et enseignements tirés de l'expérience	1	Activité ponctuelle
17A.49 b) vi)	Conférence internationale sur le financement du développement	4	Activité ponctuelle
17A.49 b) iii)	Panoplie de mesures visant à intégrer les politiques macroéconomiques et sectorielles dans les stratégies de développement nationales	1	Activité ponctuelle
17A.49 c) i)	Atelier sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement mettant l'accent sur les questions de la pauvreté et des moyens de subsistance, sur la situation des femmes et sur l'environnement : les incidences des résultats du Cycle de Doha et des négociations commerciales menées dans le cadre d'accords de partenariat économique	1	Activité ponctuelle
17A.49 c) i)	Séminaire sur le renforcement de la formulation des politiques et de la gestion	1	Activité ponctuelle
17A.49 c) ii)	Utilisation de mesures et de modèles visant à renforcer les capacités d'analyse et les prévisions macroéconomiques en Afrique	1	Activité ponctuelle
Total partiel		25	
Programme 2. Sécurité alimentaire et développement durable			
17A.54 a) iii)	Suivre et évaluer les progrès accomplis dans le domaine du développement durable en Afrique	1	Activité ponctuelle
17A.54 a) iii)	Créer des chaînes de valeur pour les produits agricoles stratégiques afin d'améliorer la sécurité alimentaire et le développement durable en Afrique dans le cadre du NEPAD et du Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique	2	Activité ponctuelle
17A.54 a) iii)	Sécurité alimentaire en Afrique : défis, perspectives et possibilités d'action	1	Activité ponctuelle
17A.54 b) ii)	Créer des chaînes de valeur pour les produits agricoles stratégiques afin d'améliorer la sécurité alimentaire et le développement durable en Afrique	1	Activité ponctuelle
17A.54 b) ii)	Changements climatiques et développement en Afrique : priorités et moyens d'intervention	1	Activité ponctuelle

<i>A/64/6, paragraphe</i>	<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
17A.54 b) ii)	Suivi des progrès accomplis dans la formulation et l'application des politiques relatives à la terre en Afrique	1	Activité ponctuelle
17A.54 b) ii)	Sécurité alimentaire en Afrique : défis, perspectives et possibilités d'action	1	Activité ponctuelle
17A.54 b) iii)	Septième Forum pour le développement de l'Afrique sur les changements climatiques et le développement durable sur ce continent	1	Activité ponctuelle
Reporté ^b	Réunion de haut niveau sur les partenariats entre les secteurs public et privé dans le secteur agro-industriel	1	Activité ponctuelle
17A.54 c) i)	Atelier sur les liens entre le commerce et l'environnement, organisé pour les États membres et les communautés économiques régionales	1	Activité ponctuelle
17A.54 c) i)	Séminaire régional de validation des indicateurs et des indices relatifs au développement durable en Afrique	1	Activité ponctuelle
Reporté ^c	Atelier sur les cadres institutionnels et stratégiques qui favorisent le développement durable, organisé à l'intention de 60 administrateurs et responsables	1	Activité ponctuelle
Reporté ^d	Colloque sur la comptabilité environnementale organisé à l'intention de 60 administrateurs et responsables	1	Activité ponctuelle
17A.54 c) i)	Colloque sur la création de chaînes de la valeur ajoutée pour les produits agricoles stratégiques aux fins de l'amélioration de la sécurité alimentaire et du développement durable en Afrique	1	Activité ponctuelle
17A.54 c) i)	Séminaires sous-régionaux sur les indicateurs et les indices relatifs au développement durable en Afrique	3	Activité ponctuelle
17A.54 c) ii)	Renforcement des capacités en matière d'évaluation et de gestion des risques liés aux catastrophes en Afrique	1	Activité ponctuelle
Ajouté à titre discrétionnaire	Le coût de la faim en Afrique : l'impact économique et social de la dénutrition chez l'enfant	1	Activité ponctuelle
Ajouté à titre discrétionnaire	Étude sur les partenariats entre les secteurs public et privé pour le développement de l'agro-industrie et du négoce agricole en Afrique	1	Activité ponctuelle
Reporté ^e	Encouragement au développement des biocarburants aux fins du développement durable en Afrique	1	Activité ponctuelle
17A.54 c) ii)	Création de chaînes de la valeur ajoutée régionales pour les produits agricoles	1	Activité ponctuelle

<i>A/64/6, paragraphe</i>	<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
	stratégiques aux fins de l'amélioration de la sécurité alimentaire et du développement durable en Afrique		
17A.54 c) ii)	Programmes relatifs au climat et au développement en Afrique	1	Activité ponctuelle
17A.54 c) ii)	Appui à la formulation et à l'application des politiques agraires en Afrique	1	Activité ponctuelle
Total partiel		25	
Sous-programme 3. Gouvernance et administration publique			
17A.59 a) iii)	Amélioration de la gestion financière publique afin de mieux assurer la mobilisation de ressources intérieures	1	Activité ponctuelle
17A.59 a) iii)	Renforcement de la participation populaire et de la bonne gouvernance en Afrique	1	Activité ponctuelle
17A.59 b) ii)	Remise en état du service public dans les pays sortant d'un conflit : problèmes et défis	1	Activité ponctuelle
17A.59 b) ii)	Rôle des parlements dans la promotion de pratiques optimales en matière de bonne gouvernance	1	Activité ponctuelle
17A.59 b) ii)	Rôle du secteur privé dans le renforcement de l'intégration régionale en Afrique : pratiques optimales et enseignements tirés de l'expérience	1	Activité ponctuelle
Ajouté à titre discrétionnaire	Intégration du principe de l'égalité des sexes dans les travaux de la Commission économique pour l'Afrique : analyse de l'impact pour les États membres	1	Activité ponctuelle
Ajouté à titre discrétionnaire	Répondre aux préoccupations des femmes : analyse des stratégies de réduction de la pauvreté mises en œuvre dans certains pays africains sortant d'un conflit	1	Activité ponctuelle
17A.59 b) ii)	Stratégies et possibilités de renforcement de la gestion financière publique aux fins de la mobilisation efficace des ressources nationales	1	Activité ponctuelle
17A.59 b) ii)	Accroissement de la transparence et de la responsabilité des organisations de la société civile en Afrique : pratiques optimales et nouveaux problèmes	1	Activité ponctuelle
17A.59 b) ii)	Institutions traditionnelles et règlement des conflits en milieu rural en Afrique	1	Activité ponctuelle
17A.59 b) ii)	Étude de cas sur l'application du plan d'action du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs : pratiques optimales et enseignements tirés de l'expérience	1	Activité ponctuelle

<i>A/64/6, paragraphe</i>	<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
17A.59 b) iv)	Prospectus à l'intention des parlementaires et des conseils nationaux d'administration participant au processus du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs	1	Activité ponctuelle
Reporté ^f	Promotion de possibilités d'investissements et de développement du secteur privé en Afrique	1	Activité ponctuelle
17A.59 c) iv)	Services consultatifs en matière de promotion d'une bonne gouvernance, et surtout de renforcement du secteur public	2	Activité ponctuelle
17A.59 c) iv)	Services consultatifs ayant trait au développement du secteur privé et au renforcement du rôle des organisations de la société civile dans le cadre de l'Union africaine et de son programme du NEPAD	2	Activité ponctuelle
17A.59 c) iv)	Services consultatifs liés à la création d'institutions dans certains pays sortant d'un conflit	2	Activité ponctuelle
17A.59 c) i)	Atelier sur le renforcement des capacités institutionnelles organisé à l'intention des principales parties prenantes, y compris les organisations de la société civile, dans les pays qui sortent d'un conflit	1	Activité ponctuelle
17A.59 c) i)	Partenariat entre les secteurs public et privé dans la prestation de services publics : pratiques optimales et nouveaux défis	1	Activité ponctuelle
17A.59 c) i)	Formation de groupe sur l'appui au développement des petites et moyennes entreprises : réseaux commerciaux intra-africains	1	Activité ponctuelle
17A.59 c) i)	Atelier à l'intention des membres des parlements nationaux et des organisations régionales de la société civile sur le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs	1	Activité ponctuelle
17A.59 c) ii)	Bourses d'études et subventions : universitaires invités, chercheurs et stagiaires mis à contribution pour appuyer les activités que mène la CEA dans les domaines ayant trait à la gouvernance, y compris l'élaboration du Rapport sur la gouvernance en Afrique et la gestion du secteur public	4	Activité ponctuelle
17A.59 c) iii)	Appui au développement des petites et moyennes entreprises en Afrique : établissement de réseaux commerciaux intra-africains et de liens à l'échelle mondiale	1	Activité ponctuelle

<i>A/64/6, paragraphe</i>	<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
17A.59 c) iii)	Renforcement des systèmes de gouvernance et de la participation publique en Afrique, y compris dans certains pays sortant d'un conflit, en s'appuyant sur les recommandations du Rapport sur la gouvernance en Afrique et les résultats enregistrés dans la mise en œuvre du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs	1	Activité ponctuelle
17A.59 c) iii)	Appui au développement des petites et moyennes entreprises en Afrique : établissement de réseaux commerciaux intra-africains et de liens à l'échelle mondiale	1	Activité ponctuelle
17A.59 c) iii)	Renforcement des moyens de lutte contre la corruption des institutions régionales et nationales	1	Activité ponctuelle
Total partiel		31	
Sous-programme 4. Information et science et technique au service du développement			
17A.64 a) iii)	Calcul des paramètres des données les mieux adaptées au Cadre de référence géodésique africain	1	Activité ponctuelle
17A.64 b) ii)	Cadres juridique et réglementaire pour l'économie du savoir en Afrique : pratiques optimales	1	Activité ponctuelle
Ajouté à titre discrétionnaire	Le système de brevets en Afrique : rôle et possibilités de stimuler l'innovation et les transferts de technologie et d'encourager la science et la technique	1	Activité ponctuelle
Ajouté à titre discrétionnaire	Le renouveau de la technologie? L'Afrique et les flux mondiaux	1	Activité ponctuelle
17A.64 b) ii)	Science, technique et innovation au service de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en Afrique	1	Activité ponctuelle
17A.64 b) ii)	Documents directifs et notes de synthèse sur les questions d'économie du savoir	4	Activité ponctuelle
17A.64 b) v)	Établissement d'une liste des indicateurs fondamentaux liés à la science, à la technique et à l'innovation pour l'Afrique	1	Activité ponctuelle
Ajouté à titre discrétionnaire	La technologie au service des gouvernements en Afrique	1	Activité ponctuelle
17A.64 b) iv)	Affiches et plaquettes pour la deuxième réunion du Comité de l'information, de la science et de la technologie pour le développement et de la Commission de la science et de la technique au service du développement	1	Activité ponctuelle

Titre V **Coopération régionale pour le développement**

<i>A/64/6, paragraphe</i>	<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
17A.64 b) v)	Inventaire et état des séries de données géospatiales de base en Afrique	1	Activité ponctuelle
17A.64 c) i)	Atelier régional organisé à l'intention de cadres sur l'élaboration de politiques en matière d'information géographique et de normes géospatiales	1	Activité ponctuelle
17A.64 c) i)	Atelier régional sur les mécanismes scientifiques, technologiques et d'innovation aux fins du développement de l'Afrique	1	Activité ponctuelle
Ajouté à titre discrétionnaire	Intégration d'une démarche antisexiste en science, technologie et innovation dans la Communauté d'Afrique de l'Est	1	Activité ponctuelle
Ajouté à titre discrétionnaire	Lancement du Réseau d'excellence pour la recherche en Afrique de l'Est	2	Activité ponctuelle
Ajouté à titre discrétionnaire	Formation sur la mesure de l'accès et de l'utilisation des technologies de l'information et des communications par les ménages et les entreprises	1	Activité ponctuelle
Ajouté à titre discrétionnaire	Renforcement de l'innovation technologique dans le secteur manufacturier au Nigéria	1	Activité ponctuelle
Ajouté à titre discrétionnaire	Changement climatique et conséquences scientifiques en Afrique à la suite de l'Accord de Copenhague	1	Activité ponctuelle
17A.64 c) iii)	Application des technologies de l'information et des communications au développement socioéconomique	1	Activité ponctuelle
17A.64 c) iii)	Action en faveur de la création de centres d'excellence, notamment dans les domaines des technologies de l'information et des communications et de la science et de la technique au service de l'Afrique	1	Activité ponctuelle
17A.64 c) iii)	Mise en place d'un Cadre de référence géodésique africain	1	Activité ponctuelle
17A.64 c) iii)	Création d'un centre de la science au service de l'Afrique	1	Activité ponctuelle
Total partiel		25	
Sous-programme 5. Commerce, coopération économique et intégration régionale			
17A.69 b) ii)	Mise en œuvre du Projet Afrique Extraction minière	1	Activité ponctuelle
17A.69 b) ii)	Développement des biocarburants en Afrique : choix technologiques et questions politiques et réglementaires	1	Activité ponctuelle
17A.69 b) ii)	Harmonisation des règles applicables aux zones de libre-échange des communautés économiques régionales	1	Activité ponctuelle

<i>A/64/6, paragraphe</i>	<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
17A.69 b) ii)	Normes régionales pour le Réseau routier trans-Afrique	1	Activité ponctuelle
Reporté ^g	Examen quinquennal du plan d'action à court terme du NEPAD : bilan de la mise en valeur de l'énergie et du développement des transports en Afrique	1	Activité ponctuelle
Reporté ^h	Bilan de l'exécution de la décision de Yamoussoukro dans certains pays	1	Activité ponctuelle
17A.69 b) ii)	Inventaire des pratiques exemplaires de réglementation des services d'utilité publique, en vue d'une harmonisation des politiques énergétiques	1	Activité ponctuelle
17A.69 b) iii)	Contribution à la mise en œuvre de la Vision africaine de l'eau pour 2025	1	Activité ponctuelle
17A.69 c) i)	Stage sur la négociation des contrats ayant pour objet l'exploitation des ressources naturelles	2	Activité ponctuelle
17A.69 c) i)	Atelier destiné aux parties prenantes, y compris les organismes chargés de l'administration des couloirs de transit, sur la facilitation du commerce et la promotion des échanges commerciaux intra-africains	1	Activité ponctuelle
17A.69 c) i)	Atelier sur l'harmonisation des règles applicables aux zones de libre-échange dans les communautés économiques régionales	1	Activité ponctuelle
17A.69 c) i)	Atelier sur l'élaboration de partenariats entre les secteurs public et privé en matière d'infrastructures (recommandation issue de la Réunion d'examen africaine du Programme d'action d'Almaty)	2	Activité ponctuelle
17A.69 c) iii)	Appui à l'Union africaine et aux communautés économiques régionales dans le cadre du projet d'harmonisation des politiques, lois, règlements, normes et codes en matière minière	1	Activité ponctuelle
17A.69 c) iii)	Exécution du Programme de politiques de transport en Afrique subsaharienne	1	Activité ponctuelle
Reporté ⁱ	Création d'un mécanisme pour améliorer l'accès à l'énergie en milieu rural	1	Activité ponctuelle
17A.69 c) iii)	Intégration des impératifs liés à la sécurité routière dans l'ensemble des politiques nationales et des programmes de développement en Afrique	1	Activité ponctuelle
Total partiel		18	

<i>A/64/6, paragraphe</i>	<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
Sous-programme 6. Égalité des sexes et participation des femmes au développement			
17A.74 a) ii)	Les femmes et la sécurité alimentaire en Afrique	1	Activité ponctuelle
17A.74 b) ii)	La dimension sexiste de la sécurité alimentaire en Afrique	1	Activité ponctuelle
17A.74 b) ii)	Politiques soucieuses de l'égalité des sexes, avec des simulations effectuées à partir du modèle macroéconomique tenant compte de la problématique hommes-femmes	2	Activité ponctuelle
17A.74 b) ii)	Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique	2	Activité ponctuelle
Ajouté à titre discrétionnaire	Atelier régional sur les comptes satellitaires nationaux de la production des ménages	1	Activité ponctuelle
17A.74 c) ii)	Trousses à outils opérationnelles permettant d'intégrer la question de l'égalité des sexes dans les politiques, programmes et stratégies nationaux	1	Activité ponctuelle
Total partiel		8	
Sous-programme 7 a), composante 1 : activités sous-régionales pour l'Afrique du Nord			
17A.80 a) iii)	Évaluation des tendances, des difficultés et des possibilités relatives à la mobilité des travailleurs au Maghreb	1	Activité ponctuelle
17A.80 a) iii)	Financement du développement en Afrique du Nord : cas des pays à revenu intermédiaire	1	Activité ponctuelle
17A.80 a) iii)	Politique de l'Afrique du Nord sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans un contexte de gouvernance économique mondiale	1	Activité ponctuelle
Ajouté par décision d'un organe délibérant	Évaluation du programme pluriannuel du Bureau sous-régional pour l'Afrique du Nord et de l'Union du Maghreb arabe	1	Activité ponctuelle
17A.80 b) i)	Politique de l'Afrique du Nord concernant la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans un contexte de gouvernance économique mondiale	1	Activité ponctuelle
17A.80 b) i)	Mobilisation de ressources pour le financement du développement en Afrique du Nord	1	Activité ponctuelle
17A.80 b) i)	Mobilité des travailleurs au Maghreb	1	Activité ponctuelle
17A.80 b) i)	Renforcement du volet social des politiques et des programmes de développement en Afrique du Nord, en collaboration avec la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO)	1	Activité ponctuelle

<i>A/64/6, paragraphe</i>	<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
Ajouté par décision d'un organe délibérant	Colloque international de l'Organisation mondiale du commerce : commerce, croissance et devenir de l'intégration en Méditerranée : attractivité, migrations et régionalisation	1	Activité ponctuelle
Ajouté par décision d'un organe délibérant	Colloque sur le rôle des femmes entrepreneurs dans le développement économique du Maghreb	1	Activité ponctuelle
17A.80 c) ii)	Atelier sur les changements climatiques et le développement durable en Afrique du Nord	1	Activité ponctuelle
17A.80 c) ii)	Atelier sur l'harmonisation du cadre juridique, sur la politique adoptée en matière de cybersécurité et sur les méthodes utilisées pour mettre au point des indicateurs relatifs aux technologies de l'information et des communications	1	Activité ponctuelle
Reporté ^j	Atelier organisé à l'intention de 20 cadres sur l'intégration des stratégies de réduction de la pauvreté dans les politiques nationales	1	Activité ponctuelle
Ajouté à titre discrétionnaire	Atelier de formation des instructeurs sur les outils innovants et les techniques de gestion et de diffusion des données statistiques	1	Activité ponctuelle
17A.80 c) ii)	La société du savoir au niveau sous-régional	1	Activité ponctuelle
17A.80 c) iii)	Étude des problèmes du secteur de l'énergie dans la région du Maghreb	1	Activité ponctuelle
17A.80 c) iii)	Examen des causes, des dimensions et de la dynamique de la pauvreté en Afrique du Nord, en collaboration avec la CESAO	1	Activité ponctuelle
Ajouté à titre discrétionnaire	Initiative méditerranéenne conjointe CEA/CESAO/CEE : divers moyens de financer les projets d'énergie nouvelle ou renouvelable	1	Activité ponctuelle
Total partiel		18	
Sous-programme 7 b), composante 2 : activités sous-régionales pour l'Afrique de l'Ouest			
17A.85 a) iii)	États fragiles et développement en Afrique de l'Ouest	1	Activité ponctuelle
17A.85 a) iii)	Nouvelles tendances de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire : incidences sur les pays d'Afrique de l'Ouest	1	Activité ponctuelle
17A.85 a) iii)	Stratégie visant à promouvoir en Afrique de l'Ouest le travail indépendant chez les jeunes	1	Activité ponctuelle

Titre V **Coopération régionale pour le développement**

<i>A/64/6, paragraphe</i>	<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
17A.85 a) iii)	Renforcement des partenariats entre les secteurs public et privé dans le secteur de l'électricité en Afrique de l'Ouest	1	Activité ponctuelle
17A.85 b) i)	Coopération Sud-Sud et coopération triangulaire : incidences sur les pays d'Afrique de l'Ouest	1	Activité ponctuelle
17A.85 b) i)	Rapport sur le renforcement des partenariats entre les secteurs public et privé dans le secteur de l'électricité en Afrique de l'Ouest	1	Activité ponctuelle
17A.85 b) i)	Stratégie visant à promouvoir en Afrique de l'Ouest le travail indépendant chez les jeunes	1	Activité ponctuelle
17A.85 b) i)	Rapport sur les États fragiles et le développement en Afrique de l'Ouest	1	Activité ponctuelle
17A.85 b) i)	Rapport sur l'harmonisation des méthodes de collecte des données et prévisions économiques en Afrique de l'Ouest	1	Activité ponctuelle
17A.85 b) v)	Note d'information sur l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest	1	Activité ponctuelle
Reporté ^k	Forum pour le développement de l'Afrique de l'Ouest : des emplois pour les jeunes	1	Activité ponctuelle
17A.85 b) iii)	Forum sur la facilitation du transit commercial entre les pays sans littoral et les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest	1	Activité ponctuelle
17A.85 c) ii)	Atelier sur les partenariats entre les secteurs public et privé dans les domaines de l'agro-industrie et du négoce agricole	1	Activité ponctuelle
17A.85 c) ii)	Atelier sur les changements climatiques et le développement durable en Afrique de l'Ouest, en collaboration avec le Centre africain pour les applications de la météorologie au développement	1	Activité ponctuelle
Reporté ^l	Atelier organisé à l'intention d'une quinzaine de cadres sur le partage des expériences dans les domaines de l'élaboration et de la mise en œuvre des stratégies de réduction de la pauvreté	1	Activité ponctuelle
17A.85 c) ii)	Atelier sur les indicateurs de gouvernance en Afrique de l'Ouest	1	Activité ponctuelle
17A.85 c) ii)	Atelier sur l'harmonisation des méthodes de collecte de données et les prévisions économiques	1	Activité ponctuelle
17A.85 c) iii)	Renforcement des capacités pour favoriser la coordination des politiques de gestion des ressources naturelles dans la région de la CEDEAO	1	Activité ponctuelle
Total partiel		18	

<i>A/64/6, paragraphe</i>	<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
Sous-programme 7 c), composante 3 : activités sous-régionales pour l'Afrique centrale			
17A.89 a) iii)	Analyse des nouveaux problèmes de développement des infrastructures en Afrique centrale	1	Activité ponctuelle
17A.89 a) iii)	Nouvelles tendances de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire : incidences sur les pays d'Afrique centrale	1	Activité ponctuelle
17A.89 a) iii)	Mise au point d'une nomenclature douanière en prévision de la création de l'union douanière de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et de l'Union économique de l'Afrique centrale (UEAC)	1	Activité ponctuelle
17A.89 b) ii)	Coopération Sud-Sud et coopération triangulaire dans un contexte de gouvernance économique mondiale	1	Activité ponctuelle
17A.89 b) ii)	Problèmes de développement des infrastructures en Afrique centrale	1	Activité ponctuelle
17A.89 b) ii)	État d'avancement de la mise en œuvre de la zone de libre-échange de la CEEAC	1	Activité ponctuelle
17A.89 b) ii)	Stratégies d'amélioration du rendement du marché de la CEEAC/UEAC	1	Activité ponctuelle
Ajouté par décision d'un organe délibérant	Deuxième programme pluriannuel 2011-2013	1	Activité ponctuelle
17A.89 c) ii)	Atelier sur l'utilisation de la modélisation macroéconomique en Afrique centrale	1	Activité ponctuelle
17A.89 c) ii)	Atelier sur les changements climatiques et le développement durable en Afrique centrale	1	Activité ponctuelle
17A.89 c) ii)	Atelier à l'intention de la CEEAC et de l'UEAC sur l'établissement du budget et sur la gestion et le suivi des résultats	1	Activité ponctuelle
17A.89 c) iii)	Les technologies de l'information et de la communication au service de la lutte contre la pauvreté et de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en Afrique centrale : élaboration d'un projet d'offres d'emploi en ligne	1	Activité ponctuelle
Total partiel		12	
Sous-programme 7 d), composante 4 : activités sous-régionales pour l'Afrique de l'Est			
17A.93 a) iii)	Nouvelles tendances de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire : incidences sur les pays d'Afrique de l'Est	1	Activité ponctuelle

Titre V **Coopération régionale pour le développement**

<i>A/64/6, paragraphe</i>	<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
17A.93 a) iii)	Questions liées à la gestion des ressources naturelles dans la sous-région de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD)	1	Activité ponctuelle
17A.93 a) iii)	Deuxième phase du Sommet mondial sur la société de l'information : évaluation des résultats et des perspectives dans la sous-région de l'Afrique de l'Est	1	Activité ponctuelle
17A.93 b) i)	Coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire : incidences pour les pays d'Afrique de l'Est	1	Activité ponctuelle
17A.93 b) i)	Deuxième phase du Sommet mondial sur la société de l'information : rapport sur les résultats et les perspectives dans la sous-région de l'Afrique de l'Est	1	Activité ponctuelle
17A.93 b) i)	Rapport sur la gestion des ressources naturelles dans la sous-région de l'IGAD	1	Activité ponctuelle
Reporté ^m	Rapport sur une question d'actualité déterminée dans le programme pluriannuel du Bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Est et du Marché commun de l'Afrique orientale et australe, de la CEA et de l'IGAD	1	Activité ponctuelle
17A.93 c) iii)	Appui institutionnel à l'IGAD, à la Communauté d'Afrique de l'Est et à d'autres organisations intergouvernementales	1	Activité ponctuelle
Total partiel		8	

Sous-programme 7 e), composante 5 : activités sous-régionales pour l'Afrique australe

17A.97 a) iii)	Cadre de sécurité harmonisé pour les produits minéraux de la région de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC)	1	Activité ponctuelle
17A.97 a) iii)	Relever les défis posés par la convergence des politiques macroéconomiques dans la région de la SADC	1	Activité ponctuelle
17A.97 a) iii)	Analyse coûts-avantages de l'intégration régionale en Afrique australe	1	Activité ponctuelle
17A.97 a) iii)	Coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire : incidences pour les pays d'Afrique australe	1	Activité ponctuelle
17A.97 b) i)	Nouvelles tendances de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire : incidences pour les pays d'Afrique australe	1	Activité ponctuelle
17A.97 b) i)	Relever les défis posés par la convergence des politiques macroéconomiques	1	Activité ponctuelle

<i>A/64/6, paragraphe</i>	<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
17A.97 b) i)	Cadre de sécurité harmonisé pour les produits minéraux de la région de la SADC	1	Activité ponctuelle
17A.97 b) i)	Analyse coûts-avantages de l'intégration régionale en Afrique australe	1	Activité ponctuelle
17A.97 c) i)	Des services consultatifs seront assurés pour les questions de développement prioritaires, notamment l'égalité des sexes, le commerce, l'infrastructure, l'énergie, les politiques macroéconomiques, la convergence institutionnelle et le développement social ainsi que le développement des statistiques, pour renforcer l'intégration régionale et la mise en œuvre du NEPAD en Afrique australe, et des activités seront menées en vue de renforcer les capacités.	4	Activité ponctuelle
17A.97 c) ii)	Atelier sur les incidences de l'intégration régionale sur le développement humain en Afrique australe	1	Activité ponctuelle
Reporté ⁿ	Atelier organisé à l'intention de 20 cadres sur le développement de la production d'intrants agricoles en Afrique australe	1	Activité ponctuelle
17A.97 c) iii)	Atelier sur les incidences de l'intégration régionale sur le développement humain en Afrique australe	1	Activité ponctuelle
Total partiel		15	
Sous-programme 8. Planification du développement et administration			
Reporté ^o	Études de cas sur les pratiques optimales en vue d'accroître le rôle de l'État dans les affaires publiques	1	Le Conseil d'administration de l'Institut africain de développement économique et de planification a ordonné un examen et une modernisation des programmes dans le cadre d'une stratégie de repositionnement de l'Institut, d'où le report des travaux sur les études de cas pour tenir compte du renouveau de la réorganisation nécessaires.

<i>A/64/6, paragraphe</i>	<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
Reporté ^p	CD-ROM sur les principales questions d'actualité du sous-programme	2	La réorganisation exigée par le Conseil d'administration devrait avoir des conséquences pour les offres au niveau du programme. Il a donc été décidé d'achever l'exercice de réorganisation.
Total partiel		3	
Sous-programme 9. Statistique			
17A.106 a) iii)	Utilisation des résultats des recensements et des enquêtes pour élaborer des indicateurs relatifs aux objectifs du Millénaire pour le développement	1	Activité ponctuelle
17A.106 b) ii)	Manuel sur l'harmonisation des indices de prix et de la comptabilité nationale	1	Activité ponctuelle
17A.106 b) ii)	Manuel de la CEA et de la Division de statistique sur l'élaboration d'indicateurs relatifs aux objectifs du Millénaire pour le développement	1	Activité ponctuelle
17A.106 c) iv)	Services consultatifs dans différents domaines de la statistique, notamment l'élaboration de stratégies nationales de développement de la statistique, l'organisation et la gestion de bureaux nationaux de statistique, les recensements de la population et les statistiques de la comptabilité nationale	6	Activité ponctuelle
17A.106 c) i)	Atelier sur les statistiques économiques de base et les classifications économiques à l'appui du Système de comptabilité nationale	1	Activité ponctuelle
17A.106 c) i)	Atelier organisé par le Groupe de travail pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en Afrique	1	Activité ponctuelle
17A.106 c) i)	Atelier organisé par la CEA et le Fonds des Nations Unies pour la population sur les recensements de population et les enquêtes	1	Activité ponctuelle
17A.106 c) i)	Atelier sur l'utilisation des statistiques sur le commerce intra-africain et les échanges commerciaux extérieurs aux fins de l'intégration régionale	1	Activité ponctuelle
17A.106 c) i)	Atelier organisé par le Programme des Nations Unies pour l'environnement et la CEA sur les statistiques de l'environnement, les statistiques agricoles et les changements climatiques	1	Activité ponctuelle

<i>A/64/6, paragraphe</i>	<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
17A.106 c) i)	Atelier organisé par la CEA, l'Organisation internationale du Travail et la Banque mondiale sur le secteur non structuré, les enquêtes auprès des ménages et les statistiques du travail	1	Activité ponctuelle
17A.106 c) iii)	Renforcement des capacités statistiques grâce à l'élaboration et à l'exécution de stratégies nationales de développement de la statistique	1	Activité ponctuelle
17A.106 c) iii)	Renforcement des capacités des États membres grâce au Programme de formation statistique pour l'Afrique	1	Activité ponctuelle
Total partiel		17	
Sous-programme 10. Développement social			
17A.111 a) iii)	Mobilisation des connaissances en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en Afrique	1	Activité ponctuelle
17A.111 a) iii)	Renforcement des moyens de promotion des politiques de protection sociale dans les pays africains	1	Activité ponctuelle
17A.111 b) ii)	Mobilisation des connaissances en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en Afrique	1	Activité ponctuelle
17A.111 b) ii)	Suite donnée au rapport de la Commission du VIH/sida et de la gouvernance en Afrique intitulé <i>Securing our Future</i> (Assurer notre avenir)	1	Activité ponctuelle
17A.111 b) ii)	Participation locale et réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement	1	Activité ponctuelle
17A.111 b) iii)	Cartographie des objectifs du Millénaire pour le développement	1	Activité ponctuelle
17A.111 b) iii)	Manuel de formation sur des stratégies de réduction de la pauvreté conformes aux objectifs du Millénaire pour le développement	1	Activité ponctuelle
17A.111 c) iii)	Services consultatifs pour la prise en compte des questions de développement social et d'intégration sociale dans les stratégies nationales de développement	6	Activité ponctuelle
17A.111 c) iv)	Stages organisés à l'intention de cadres sur l'établissement et l'application d'un indice de responsabilité vis-à-vis du sida pour mesurer le degré d'engagement de l'Afrique	1	Activité ponctuelle
17A.111 c) ii)	Renforcement des capacités de création de systèmes de protection sociale à l'intention des groupes vulnérables	1	Activité ponctuelle

<i>A/64/6, paragraphe</i>	<i>Produit</i>	<i>Quantité</i>	<i>Explication</i>
17A.111 c) ii)	Renforcement des capacités en matière d'économie de la santé et de politiques de santé en vue de l'amélioration des résultats enregistrés dans ce secteur en Afrique	1	Activité ponctuelle
17A.111 c) ii)	Amélioration de l'échange de connaissances sur les stratégies de réduction de la pauvreté et les objectifs du Millénaire pour le développement, par le biais du Groupe de réflexion africain sur les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté	1	Activité ponctuelle
Ajouté à titre discrétionnaire	Renforcement de l'élaboration des politiques sur la santé procréative et sexuelle, portant notamment sur les droits de la femme	1	Activité ponctuelle
Total partiel		18	
Total		241	

^a Reporté de l'exercice 2008-2009 [voir A/62/6 (Sect. 17), par. 17A.49 b) ii)].

^b Reporté de l'exercice 2008-2009 [voir A/62/6 (Sect. 17), par. 17A.54 b) iii)].

^c Reporté de l'exercice 2008-2009 [voir A/62/6 (Sect. 17), par. 17A.54 c) i)].

^d Reporté de l'exercice 2008-2009 [voir A/62/6 (Sect. 17), par. 17A.54 c) i)].

^e Reporté de l'exercice 2008-2009 [voir A/62/6 (Sect. 17), par. 17A.54 c) ii)].

^f Reporté de l'exercice 2008-2009 [voir A/62/6 (Sect. 17), par. 17A.59 b) v)].

^g Reporté de l'exercice 2008-2009 [voir A/62/6 (Sect. 17), par. 17A.69 b) ii)].

^h Reporté de l'exercice 2008-2009 [voir A/62/6 (Sect. 17), par. 17A.69 b) ii)].

ⁱ Reporté de l'exercice 2008-2009 [voir A/62/6 (Sect. 17), par. 17A.69 c) ii)].

^j Reporté de l'exercice 2008-2009 [voir A/62/6 (Sect. 17), par. 17A.79 c) ii)].

^k Reporté de l'exercice 2008-2009 [voir A/62/6 (Sect. 17), par. 17A.83 b) iii)].

^l Reporté de l'exercice 2008-2009 [voir A/62/6 (Sect. 17), par. 17A.83 c) ii)].

^m Reporté de l'exercice 2008-2009 [voir A/62/6 (Sect. 17), par. 17A.91 b) i)].

ⁿ Reporté de l'exercice 2008-2009 [voir A/62/6 (Sect. 17), par. 17A.95 c) ii)].

^o Reporté de l'exercice 2008-2009 [voir A/62/6 (Sect. 17), par. 17A.100 b) i)].

^p Reporté de l'exercice 2008-2009 [voir A/62/6 (Sect. 17), par. 17A.100 b) v)].